



**PREFET  
DE LA RÉGION  
HAUTS-DE-FRANCE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

RECUEIL DES ACTES  
ADMINISTRATIFS  
N°R32-2025-522

PUBLIÉ LE 14 OCTOBRE 2025

# Sommaire

## **Direction interrégionale des services pénitentiaires /**

R32-2025-10-13-00013 - 13-10-2025-Arrêté delegation signature HAULTCOEUR Juliette  
Adjointe chef DAI (2 pages) Page 4

R32-2025-10-13-00012 - 13-10-2025-Arrêté delegation signature LAVOINE Alexandra  
Adjointe chef DRHRS (2 pages) Page 6

## **Direction régionale de l'Alimentation, de l'Agriculture et de la Forêt / Service Régional de la Performance Economique et Environnementale des Entreprises ( SRPE)**

R32-2024-11-27-00021 - Contrôle des structures - Autorisation tacite d'exploiter -  
BOUCAUX Clément - EARL DE L'ALOUETTE (2 pages) Page 8

R32-2024-12-26-00026 - Contrôle des structures - Autorisation tacite d'exploiter - DE  
MUYDT Xavier (2 pages) Page 10

R32-2024-11-27-00022 - Contrôle des structures - Autorisation tacite d'exploiter - DE  
WARREN-DESBOIS Albane - EARL DE LA FERME DE FONTAINE (2 pages) Page 12

R32-2024-11-27-00023 - Contrôle des structures - Autorisation tacite d'exploiter -  
DELACOUR Hugues-Antoine EARL DELACOUR (2 pages) Page 14

R32-2024-12-20-00081 - Contrôle des structures - Autorisation tacite d'exploiter -  
DELARGILLIERE Vincent (2 pages) Page 16

R32-2024-11-27-00024 - Contrôle des structures - Autorisation tacite d'exploiter - DOUAY  
Emeric - SCEA 3E (2 pages) Page 18

R32-2024-11-27-00025 - Contrôle des structures - Autorisation tacite d'exploiter - DOUAY  
Emmanuelle - SCEA 3E (2 pages) Page 20

R32-2024-11-27-00026 - Contrôle des structures - Autorisation tacite d'exploiter - DRACH  
Mathilde -SCEA FANTAUZZI (2 pages) Page 22

R32-2024-11-27-00027 - Contrôle des structures - Autorisation tacite d'exploiter - DRACH  
Nicolas - SCEA FANTAUZZI (2 pages) Page 24

R32-2024-11-27-00028 - Contrôle des structures - Autorisation tacite d'exploiter - EARL  
BULLOT (2 pages) Page 26

R32-2024-12-20-00082 - Contrôle des structures - Autorisation tacite d'exploiter - EARL  
DE BOIS AUBERT (2 pages) Page 28

R32-2024-11-27-00029 - Contrôle des structures - Autorisation tacite d'exploiter - EARL DE  
CAIGNY (2 pages) Page 30

R32-2024-11-27-00030 - Contrôle des structures - Autorisation tacite d'exploiter - EARL DE  
L'ALOUETTE (2 pages) Page 32

R32-2024-12-26-00027 - Contrôle des structures - Autorisation tacite d'exploiter - EARL  
DE LA VIGNE MANSARD (2 pages) Page 34

R32-2024-11-27-00012 - Contrôle des structures - Autorisation tacite d'exploiter - EARL  
DELACOUR (2 pages) Page 36

R32-2024-12-26-00028 - Contrôle des structures - Autorisation tacite d'exploiter - EARL  
DEVAUX - DEVAUX Charline (2 pages) Page 38

R32-2024-12-26-00021 - Contrôle des structures - Autorisation tacite d'exploiter - EARL  
DU DOMAINE BRAYON (2 pages) Page 40

R32-2024-11-27-00013 - Contrôle des structures - Autorisation tacite d'exploiter - EARL  
FERME DE L'ABBAYE (2 pages) Page 42

R32-2024-12-20-00078 - Contrôle des structures - Autorisation tacite d'exploiter - GAEC  
BATICLE (2 pages) Page 44

R32-2024-12-20-00079 - Contrôle des structures - Autorisation tacite d'exploiter - GAEC  
DE LA SOLE SAINT-MARTIN (2 pages) Page 46

|   |         |
|---|---------|
| R32-2024-11-27-00014 - Contrôle des structures - Autorisation tacite d'exploiter - GALLET Benoît - SCEA LA TERRIERE (2 pages)   | Page 48 |
| R32-2024-11-27-00015 - Contrôle des structures - Autorisation tacite d'exploiter - GALLET Vincent - SCEA LA TERRIERE (2 pages)  | Page 50 |
| R32-2024-11-27-00016 - Contrôle des structures - Autorisation tacite d'exploiter - LECOMPTE Fabien (2 pages)  | Page 52 |
| R32-2024-10-29-00025 - Contrôle des structures - Autorisation tacite d'exploiter - OMONT Grégoire (2 pages)   | Page 54 |
| R32-2024-12-20-00080 - Contrôle des structures - Autorisation tacite d'exploiter - PUISSANT Ferdinand (2 pages)   | Page 56 |
| R32-2024-11-27-00017 - Contrôle des structures - Autorisation tacite d'exploiter - SACLEUX Julie (2 pages)  | Page 58 |
| R32-2024-12-26-00022 - Contrôle des structures - Autorisation tacite d'exploiter - SCEA BOIS DE LA MADELEINE (2 pages)  | Page 60 |
| R32-2024-12-26-00023 - Contrôle des structures - Autorisation tacite d'exploiter - SCEA CARON - CARON Hugo (2 pages)  | Page 62 |
| R32-2024-12-26-00024 - Contrôle des structures - Autorisation tacite d'exploiter - SCEA DE RYCKE (2 pages)  | Page 64 |
| R32-2024-11-27-00018 - Contrôle des structures - Autorisation tacite d'exploiter - SCEA ELIE (2 pages)  | Page 66 |
| R32-2024-12-20-00077 - Contrôle des structures - Autorisation tacite d'exploiter - SCEA LEFEVRE (2 pages)   | Page 68 |
| R32-2024-11-27-00019 - Contrôle des structures - Autorisation tacite d'exploiter - SCEA LES CHAMPS BIO (2 pages)  | Page 70 |
| R32-2024-12-09-00013 - Contrôle des structures - Autorisation tacite d'exploiter - SCEA RMG (2 pages)   | Page 72 |
| R32-2024-12-26-00025 - Contrôle des structures - Autorisation tacite d'exploiter - VREVEN Olivier (2 pages)   | Page 74 |
| R32-2024-12-20-00076 - Contrôle des structures - Autorisation tacite d'exploiter - SCEA FAROUX (2 pages)  | Page 76 |
| R32-2024-11-27-00020 - Contrôle des structures - Autorisation tacites d'exploiter - DRACH Thomas - SCEA FANTAUZZI (2 pages)   | Page 78 |
| <b>Direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement - Hauts-de-France /</b>  |         |
| R32-2025-10-10-00003 - 2025 10 10 ordonnancement secondaire (14 pages)  | Page 80 |
| <b>Préfecture de région Hauts-de-France /</b>   |         |
| R32-2025-10-13-00011 - Arrêté préfectoral constatant pour l'année 2026 l'objectif annuel fixé aux installations de stockage de déchets non dangereux et non inertes en dépassement duquel le tarif de la taxe générale sur les activités polluantes prévu au a du A du 1 de l'article 266 nonies du code des douanes est majoré (4 pages) | Page 94 |

DIRECTION INTERREGIONALE  
DES SERVICES PENITENTIAIRES DE LILLE – HAUTS DE FRANCE

### **Arrêté du 13 octobre 2025**

**portant délégation de signature en matière de déconcentration des décisions relatives à la gestion individuelle des personnes placées sous-main de justice, des décisions relatives à la gestion individuelle ou collective des personnels et ressources humaines, des décisions relatives à l'organisation des relations partenariales avec les intervenants, associations et autres administrations publiques ou privées participant aux missions du service public pénitentiaire, des décisions relatives à la gestion économique, financière et patrimoniale de la direction interrégionale des services pénitentiaires de Lille**

#### **La directrice interrégionale des services pénitentiaires de Lille,**

Vu le code pénitentiaire et notamment ses articles D.112-10, D.211-19 à D.211-21, D.211-27 à D.211-28, D.215-13, D.341-20, R.342-1, R.223-2 à R.223-7, R.341-10 et R.113-65 ;

Vu le décret n° 97-3 du 7 janvier 1997 et l'arrêté du 12 mars 2009 relatif à la déconcentration de la gestion de certains personnels relevant des services déconcentrés de l'administration pénitentiaire ;

Vu le décret n° 2005-850 du 27 juillet 2005 modifié relatif aux délégations de signature des membres du Gouvernement, notamment son article 3 ;

Vu le décret n° 2008-689 du 9 juillet 2008 modifié relatif à l'organisation du ministère de la justice ;

Vu l'arrêté du 29 décembre 2016 modifiant l'arrêté du 27 décembre 2016 fixant le ressort territorial des directions interrégionales de l'administration pénitentiaire et de la mission des services pénitentiaires de l'outre-mer ;

Vu l'arrêté du garde des Sceaux, ministre de la Justice en date du 4 juin 2024, portant nomination de Madame Sophie Bleuet, directrice des services pénitentiaires de classe exceptionnelle, en tant que directrice interrégionale des services pénitentiaires de Lille,

**ARRÊTE :**

## Article 1<sup>er</sup>

Délégation est donnée, dans la limite de ses attributions respectives, à l'effet de signer tous actes, bons de commandes, arrêtés et décisions, à l'exclusion des décrets :

A Madame HAULTCOEUR Juliette, adjointe au chef du département des affaires immobilières à la direction interrégionale des services pénitentiaires de Lille – Hauts de France à compter du 28 octobre 2025.

## Article 2

Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs des préfectures de région et de départements (Aisne, Nord, Oise, Pas de Calais, Somme) et sera affiché et consultable dans les locaux de la direction interrégionale des services pénitentiaires de Lille.

Fait le 13 octobre 2025.



Sophie BLEUET

**DIRECTION INTERREGIONALE  
DES SERVICES PENITENTIAIRES DE LILLE – HAUTS DE FRANCE**

### **Arrêté du 13 octobre 2025**

**portant délégation de signature en matière de déconcentration des décisions relatives à la gestion individuelle des personnes placées sous-main de justice, des décisions relatives à la gestion individuelle ou collective des personnels et ressources humaines, des décisions relatives à l'organisation des relations partenariales avec les intervenants, associations et autres administrations publiques ou privées participant aux missions du service public pénitentiaire, des décisions relatives à la gestion économique, financière et patrimoniale de la direction interrégionale des services pénitentiaires de Lille**

**La directrice interrégionale des services pénitentiaires de Lille,**

Vu le code pénitentiaire et notamment ses articles D.112-10, D.211-19 à D.211-21, D.211-27 à D.211-28, D.215-13, D.341-20, R.342-1, R.223-2 à R.223-7, R.341-10 et R.113-65 ;

Vu le décret n° 97-3 du 7 janvier 1997 et l'arrêté du 12 mars 2009 relatif à la déconcentration de la gestion de certains personnels relevant des services déconcentrés de l'administration pénitentiaire ;

Vu le décret n° 2005-850 du 27 juillet 2005 modifié relatif aux délégations de signature des membres du Gouvernement, notamment son article 3 ;

Vu le décret n° 2008-689 du 9 juillet 2008 modifié relatif à l'organisation du ministère de la justice ;

Vu l'arrêté du 29 décembre 2016 modifiant l'arrêté du 27 décembre 2016 fixant le ressort territorial des directions interrégionales de l'administration pénitentiaire et de la mission des services pénitentiaires de l'outre-mer ;

Vu l'arrêté du garde des Sceaux, ministre de la Justice en date du 4 juin 2024, portant nomination de Madame Sophie Bleuet, directrice des services pénitentiaires de classe exceptionnelle, en tant que directrice interrégionale des services pénitentiaires de Lille,

**ARRÊTE :**

## Article 1<sup>er</sup>

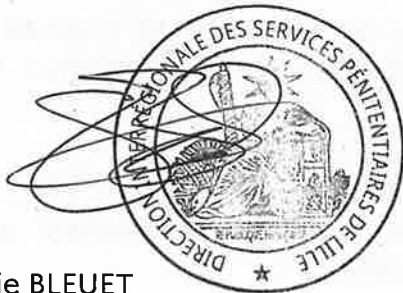
Délégation est donnée, dans la limite de ses attributions respectives, à l'effet de signer tous actes, bons de commandes, arrêtés et décisions, à l'exclusion des décrets :

A Madame LAVOINE Alexandra, adjointe au chef du département des ressources humaines et des relations sociales à la direction interrégionale des services pénitentiaires de Lille – Hauts de France à compter du 20 octobre 2025.

## Article 2

Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs des préfectures de région et de départements (Aisne, Nord, Oise, Pas de Calais, Somme) et sera affiché et consultable dans les locaux de la direction interrégionale des services pénitentiaires de Lille.

Fait le 13 octobre 2025.



Sophie BLEUET

Service de l'Economie Agricole  
Bureau Foncier Agricole et Territoires Ruraux  
N° référence : SEA/CD  
Vos références :  
Affaire suivie par : *christine.derraqi@oise.gouv.fr*  
*noemie.levert@oise.gouv.fr*  
Téléphone : 03 64 58 16 37  
03 64 58 16 43

Monsieur BOUCAUX Clément  
EARL DE L'ALOUETTE  
268 rue Saint-Martin  
60640 BERLANCOURT

**Objet :** Accusé de réception complet – demande  
d'autorisation d'exploiter n° 4776

Beauvais, le 27 novembre 2024

Monsieur,

Vous avez déposé auprès de la direction départementale des territoires de l'Oise un dossier de demande d'autorisation d'exploiter conformément à l'article L331-2 du Code Rural et de la Pêche Maritime (CRPM). J'en accuse réception. **Votre dossier est enregistré complet le 21/11/2024** sous le numéro **4776**.

Vous envisagez d'exploiter les parcelles suivantes :

| Commune   | Références cadastrales   | Superficie   | Exploitant antérieur ou preneur en place |
|---|--|--|--|
| BERLANCOURT   | B 440, ZC 6, ZD 13, 40, 55, 63, 64, 65, 108, 123, ZE 5, ZH 72<br>OC 321, 322, 323, 324, 548, 549, ZK 4<br>ZC 39<br>ZH 36<br>OC 333, 344, 345, 346, 576<br>OC 320 | 22 ha 01 a 99 ca<br>02 ha 32 a 21 ca<br>00 ha 73 a 80 ca<br>01 ha 53 a 60 ca<br>01 ha 33 a 11 ca<br>00 ha 33 a 85 ca | EARL DE<br>L'ALOUETTE                    |
| FLAVY LE MELDEUX<br>GUISCARD  | Y 118, Z 24, ZA 64, 103<br>ZE 8, 124<br>ZE 2, 74, ZH 53, ZI 19, ZK 20  | 09 ha 80 a 90 ca<br>00 ha 64 a 63 ca<br>09 ha 68 a 40 ca<br>03 ha 85 a 03 ca   |  |
| FRETOY LE CHATEAU<br>LE PLESSIS PATTE D'OIE<br>BEAULIEU LES FONTAINE<br>ERCHEU (80) | A 279, AD 150, AH 128<br>ZC 75<br>AK 62<br>AB 64   | 01 ha 55 a 70 ca<br>00 ha 23 a 44 ca<br>00 ha 01 a 58 ca   |  |
|   |  | 54 ha 08 a 24 ca   |  |

La direction départementale de territoires de l'Oise va procéder à l'instruction de votre dossier et pourra vous demander néanmoins des éléments techniques complémentaires.

J'appelle votre attention sur le fait qu'il vous est interdit d'exploiter avant le délai imparti à l'administration pour faire une éventuelle opposition à votre demande.

Le délai d'instruction de votre demande est de quatre mois, susceptible d'être prolongé à six mois, conformément à l'article R.331-6 du code rural et de la pêche maritime, à compter de la date mentionnée ci-dessus.

A défaut de notification d'une décision expresse au terme de ce délai, soit au plus tard, le **22/03/2025**, vous **bénéficierez d'une autorisation implicite d'exploiter** conformément à l'article R. 331-6 du code rural et de la pêche maritime.

Cette autorisation implicite pourra alors être contestée dans un délai de deux mois, soit par recours administratif, soit par recours contentieux auprès du Tribunal administratif d'Amiens ou via l'application Télérecours citoyen accessible sur le site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr) :

- Par son bénéficiaire à compter de la date ci-dessus ;
- Par tout tiers intéressé à compter de la date de publication la plus tardive : affichage en mairie ou recueil des actes administratifs.

Dans ce cas, vous aurez la possibilité de solliciter, auprès de la direction départementale des territoires de l'Oise une attestation, conformément aux dispositions de l'article L.232-3 du code des relations entre le public et l'administration.

Le service instructeur est chargé de procéder à la publication de votre demande qui sera affichée en Mairie de la commune où sont situés les biens ainsi que sur le site de la préfecture.

Vous serez informé de la date d'examen de votre dossier en cas de consultation de la Commission Départementale d'Orientation de l'Agriculture.

**J'attire votre attention sur le fait que le présent accusé de réception de votre demande ne vous autorise pas à mettre en valeur les parcelles qui en font l'objet.**

Je vous prie d'agréer, Monsieur, l'expression de ma considération distinguée.

Po/la Cheffe du Service de l'Economie Agricole  
La Responsable du Bureau Foncier Agricole et  
Territoires Ruraux



Sylvie HELBERT

Service de l'Economie Agricole

Monsieur DE MUYDT Xavier

Bureau Foncier Agricole et Territoires Ruraux

7 hameau de Freschevillers

N° référence : SEA/CD

80600 DOULLENS

Vos références :

Affaire suivie par : *christine.derraji@oise.gouv.fr*  
*noemie.levert@oise.gouv.fr*

Téléphone : 03 64 58 16 37

03 64 58 16 43

**Objet :** Accusé de réception complet – demande  
d'autorisation d'exploiter n° **4806**

Beauvais, le 26 décembre 2024

Monsieur,

Vous avez déposé auprès de la direction départementale des territoires de l'Oise un dossier de demande d'autorisation d'exploiter conformément à l'article L331-2 du Code Rural et de la Pêche Maritime (CRPM). J'en accuse réception. **Votre dossier est enregistré complet le 20/12/2024** sous le numéro **4806**.

Vous envisagez d'exploiter les parcelles suivantes :

| Commune           | Références cadastrales | Superficie       | Exploitant antérieur ou preneur en place |
|-------------------|------------------------|------------------|--|
| BONNEUIL LES EAUX | A 95                   | 00 ha 29 a 30 ca | BERGEOT Anne-Charlotte                   |
|                   |                        | 00 ha 29 a 30 ca |  |

La direction départementale de territoires de l'Oise va procéder à l'instruction de votre dossier et pourra vous demander néanmoins des éléments techniques complémentaires.

J'appelle votre attention sur le fait qu'il vous est interdit d'exploiter avant le délai imparti à l'administration pour faire une éventuelle opposition à votre demande.

Le délai d'instruction de votre demande est de quatre mois, susceptible d'être prolongé à six mois, conformément à l'article R.331-6 du code rural et de la pêche maritime, à compter de la date mentionnée ci-dessus.

A défaut de notification d'une décision expresse au terme de ce délai, soit au plus tard, le **21/04/2025**, vous **bénéficierez d'une autorisation implicite d'exploiter** conformément à l'article R. 331-6 du code rural et de la pêche maritime.

Cette autorisation implicite pourra alors être contestée dans un délai de deux mois, soit par recours administratif, soit par recours contentieux auprès du Tribunal administratif d'Amiens ou via l'application Télérecours citoyen accessible sur le site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr) :

- Par son bénéficiaire à compter de la date ci-dessus ;

- Par tout tiers intéressé à compter de la date de publication la plus tardive : affichage en mairie ou recueil des actes administratifs.

Dans ce cas, vous aurez la possibilité de solliciter, auprès de la direction départementale des territoires de l'Oise une attestation, conformément aux dispositions de l'article L.232-3 du code des relations entre le public et l'administration.


Le service instructeur est chargé de procéder à la publication de votre demande qui sera affichée en Mairie de la commune où sont situés les biens ainsi que sur le site de la préfecture.

Vous serez informé de la date d'examen de votre dossier en cas de consultation de la Commission Départementale d'Orientation de l'Agriculture.

**J'attire votre attention sur le fait que le présent accusé de réception de votre demande ne vous autorise pas à mettre en valeur les parcelles qui en font l'objet.**

Je vous prie d'agréer, Monsieur, l'expression de ma considération distinguée.

Po/la Cheffe du Service de l'Economie Agricole  
La Responsable du Bureau Foncier Agricole et  
Territoires Ruraux



Sylvie HELBERT

**Service de l'Economie Agricole**  
**Bureau Foncier Agricole et Territoires Ruraux**  
**N° référence : SEA/CD**  
**Vos références :**  
**Affaire suivie par :** *christine.derraqi@oise.gouv.fr*  
*noemie.levert@oise.gouv.fr*  
**Téléphone : 03 64 58 16 37**  
**03 64 58 16 43**

Mme DE WARREN-DESBOIS Albane  
EARL DE LA FERME DE FONTAINE  
14 rue château  
60300 FONTAINE CHAALIS

**Objet : Accusé de réception complet – demande  
d'autorisation d'exploiter n° 4778**

Beauvais, le 27 novembre 2024

Madame,

Vous avez déposé auprès de la direction départementale des territoires de l'Oise un dossier de demande d'autorisation d'exploiter conformément à l'article L331-2 du Code Rural et de la Pêche Maritime (CRPM). J'en accuse réception. **Votre dossier est enregistré complet le 22/11/2024** sous le numéro **4778**.

Vous envisagez d'exploiter les parcelles suivantes :

| Commune          | Références cadastrales   | Superficie        | Exploitant antérieur ou preneur en place |
|------------------|--|-------------------|--|
| BOREST           | Y 13   | 03 ha 65 a 71 ca  | EARL DE LA FERME<br>DE FONTAINE          |
| FONTAINE CHAALIS | ZA 2   | 10 ha 68 a 00 ca  |  |
|                  | B 13, 15, 17, 21, 24, 25, 26, 33, 211, E 6, ZA 25, ZD 2, ZE 3, 6 | 167 ha 27 a 64 ca |  |
|                  | B 28   | 05 ha 83 a 45 ca  |  |
|                  | B 175  | 04 ha 66 a 55 ca  |  |
| MONTLOGNON       | ZA 8, 11   | 17 ha 83 a 40 ca  |  |
|                  | A 1  | 01 ha 45 a 50 ca  |  |
|                  |  | 211 ha 40 a 25 ca |  |

La direction départementale de territoires de l'Oise va procéder à l'instruction de votre dossier et pourra vous demander néanmoins des éléments techniques complémentaires.

J'appelle votre attention sur le fait qu'il vous est interdit d'exploiter avant le délai imparti à l'administration pour faire une éventuelle opposition à votre demande.

Le délai d'instruction de votre demande est de quatre mois, susceptible d'être prolongé à six mois, conformément à l'article R.331-6 du code rural et de la pêche maritime, à compter de la date mentionnée ci-dessus.

A défaut de notification d'une décision expresse au terme de ce délai, soit au plus tard, le **23/03/2025, vous bénéficierez d'une autorisation implicite d'exploiter** conformément à l'article R. 331-6 du code rural et de la pêche maritime.

Cette autorisation implicite pourra alors être contestée dans un délai de deux mois, soit par recours administratif, soit par recours contentieux auprès du Tribunal administratif d'Amiens ou via l'application Télérécurse citoyen accessible sur le site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr) :

- Par son bénéficiaire à compter de la date ci-dessus ;
- Par tout tiers intéressé à compter de la date de publication la plus tardive : affichage en mairie ou recueil des actes administratifs.

Dans ce cas, vous aurez la possibilité de solliciter, auprès de la direction départementale des territoires de l'Oise une attestation, conformément aux dispositions de l'article L.232-3 du code des relations entre le public et l'administration.

Le service instructeur est chargé de procéder à la publication de votre demande qui sera affichée en Mairie de la commune où sont situés les biens ainsi que sur le site de la préfecture.

Vous serez informée de la date d'examen de votre dossier en cas de consultation de la Commission Départementale d'Orientation de l'Agriculture.

**J'attire votre attention sur le fait que le présent accusé de réception de votre demande ne vous autorise pas à mettre en valeur les parcelles qui en font l'objet.**

Je vous prie d'agréer, Madame, l'expression de ma considération distinguée.

Po/la Cheffe du Service de l'Economie Agricole  
La Responsable du Bureau Foncier Agricole et  
Territoires Ruraux



Sylvie HELBERT

**Service de l'Economie Agricole**  
**Bureau Foncier Agricole et Territoires Ruraux**  
**N° référence : SEA/CD**  
**Vos références :**  
**Affaire suivie par :** *christine.derraqi@oise.gouv.fr*  
*noemie.levert@oise.gouv.fr*  
**Téléphone : 03 64 58 16 37**  
**03 64 58 16 43**

Monsieur DELACOUR Hugues-Antoine  
EARL DELACOUR  
Ferme de Touvent  
60350 MOULIN SOUS TOUVENT

**Objet :** Accusé de réception complet – demande  
d'autorisation d'exploiter n° 4781

Beauvais, le 20 décembre 2024

Monsieur,

Vous avez déposé auprès de la direction départementale des territoires de l'Oise un dossier de demande d'autorisation d'exploiter conformément à l'article L331-2 du Code Rural et de la Pêche Maritime (CRPM). J'en accuse réception. **Votre dossier est enregistré complet le 25/11/2024** sous le numéro **4781**.

Vous envisagez d'exploiter les parcelles suivantes :

| Commune               | Références cadastrales   | Superficie   | Exploitant antérieur ou preneur en place |
|-----------------------|--|--|--|
| MOULIN SOUS TOUVENT   | A 177, F 135, G 22, 25, H 65, ZD 1, 9<br>H 66<br>F 136<br>G 5, 6, 7, 9, 10, 12, 13, 26, 27, H 53, 57, 77, 78, 79<br>G 18, H 55 | 161 ha 82 a 54 ca<br>27 ha 67 a 37 ca<br>00 ha 61 a 00 ca<br>128 ha 67 a 39 ca<br>01 ha 55 a 47 ca<br>05 ha 07 a 80 ca<br>03 ha 30 a 21 ca | EARL DELACOUR                            |
| ATTICHY TRACY-LE-MONT | ZL 2<br>E 6, 7, 10   |  |  |
|                       |  | 328 ha 71 a 58 ca  |  |

La direction départementale de territoires de l'Oise va procéder à l'instruction de votre dossier et pourra vous demander néanmoins des éléments techniques complémentaires.

J'appelle votre attention sur le fait qu'il vous est interdit d'exploiter avant le délai imparti à l'administration pour faire une éventuelle opposition à votre demande.

Le délai d'instruction de votre demande est de quatre mois, susceptible d'être prolongé à six mois, conformément à l'article R.331-6 du code rural et de la pêche maritime, à compter de la date mentionnée ci-dessus.

A défaut de notification d'une décision expresse au terme de ce délai, soit au plus tard, le **26/03/2025, vous bénéficierez d'une autorisation implicite d'exploiter** conformément à l'article R. 331-6 du code rural et de la pêche maritime.

Cette autorisation implicite pourra alors être contestée dans un délai de deux mois, soit par recours administratif, soit par recours contentieux auprès du Tribunal administratif d'Amiens ou via l'application Télérecours citoyen accessible sur le site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr) :

- Par son bénéficiaire à compter de la date ci-dessus ;
- Par tout tiers intéressé à compter de la date de publication la plus tardive : affichage en mairie ou recueil des actes administratifs.

Dans ce cas, vous aurez la possibilité de solliciter, auprès de la direction départementale des territoires de l'Oise une attestation, conformément aux dispositions de l'article L.232-3 du code des relations entre le public et l'administration.

Le service instructeur est chargé de procéder à la publication de votre demande qui sera affichée en Mairie de la commune où sont situés les biens ainsi que sur le site de la préfecture.

Vous serez informé de la date d'examen de votre dossier en cas de consultation de la Commission Départementale d'Orientation de l'Agriculture.

**J'attire votre attention sur le fait que le présent accusé de réception de votre demande ne vous autorise pas à mettre en valeur les parcelles qui en font l'objet.**

Je vous prie d'agréer, Monsieur, l'expression de ma considération distinguée.

Po/la Cheffe du Service de l'Economie Agricole  
La Responsable du Bureau Foncier Agricole et  
Territoires Ruraux



Sylvie HELBERT

Service de l'Économie Agricole

Monsieur DELARGILLIERE Vincent

Bureau Foncier Agricole et Territoires Ruraux

29 rue du Bray – Le Détroit

N° référence : SEA/CD

60112 PIERREFITTE EN BEAUVAISIS

Vos références :

Affaire suivie par : *christine.derraji@oise.gouv.fr*  
*noemie.levert@oise.gouv.fr*

Téléphone : 03 64 58 16 37

03 64 58 16 43

**Objet :** Accusé de réception complet – demande  
d'autorisation d'exploiter n° 4794

Beauvais, le 20 décembre 2024

Monsieur,

Vous avez déposé auprès de la direction départementale des territoires de l'Oise un dossier de demande d'autorisation d'exploiter conformément à l'article L331-2 du Code Rural et de la Pêche Maritime (CRPM). J'en accuse réception. **Votre dossier est enregistré complet le 10/12/2024** sous le numéro **4794**.

Vous envisagez d'exploiter les parcelles suivantes :

| Commune  | Références cadastrales | Superficie       | Exploitant antérieur ou preneur en place |
|--|------------------------|------------------|--|
| PIERREFITTE EN BEAUVAISIS<br>LA NEUVILLE VAULT | A 84                   | 00 ha 21 a 44 ca | Terres libres                            |
|  | B 449                  | 02 ha 89 a 90 ca |  |
|  |                        | 03 ha 11 a 34 ca |  |

La direction départementale de territoires de l'Oise va procéder à l'instruction de votre dossier et pourra vous demander néanmoins des éléments techniques complémentaires.

J'appelle votre attention sur le fait qu'il vous est interdit d'exploiter avant le délai imparti à l'administration pour faire une éventuelle opposition à votre demande.

Le délai d'instruction de votre demande est de quatre mois, susceptible d'être prolongé à six mois, conformément à l'article R.331-6 du code rural et de la pêche maritime, à compter de la date mentionnée ci-dessus.

A défaut de notification d'une décision expresse au terme de ce délai, soit au plus tard, le **11/04/2025**, vous **bénéficierez d'une autorisation implicite d'exploiter** conformément à l'article R. 331-6 du code rural et de la pêche maritime.

Cette autorisation implicite pourra alors être contestée dans un délai de deux mois, soit par recours administratif, soit par recours contentieux auprès du Tribunal administratif d'Amiens ou via l'application Télérecours citoyen accessible sur le site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr) :

- Par son bénéficiaire à compter de la date ci-dessus ;
- Par tout tiers intéressé à compter de la date de publication la plus tardive : affichage en mairie ou recueil des actes administratifs.

Dans ce cas, vous aurez la possibilité de solliciter, auprès de la direction départementale des territoires de l'Oise une attestation, conformément aux dispositions de l'article L.232-3 du code des relations entre le public et l'administration.

Le service instructeur est chargé de procéder à la publication de votre demande qui sera affichée en Mairie de la commune où sont situés les biens ainsi que sur le site de la préfecture.

Vous serez informé de la date d'examen de votre dossier en cas de consultation de la Commission Départementale d'Orientation de l'Agriculture.

**J'attire votre attention sur le fait que le présent accusé de réception de votre demande ne vous autorise pas à mettre en valeur les parcelles qui en font l'objet.**

Je vous prie d'agréer, Monsieur, l'expression de ma considération distinguée.

Po/la Cheffe du Service de l'Economie Agricole  
La Responsable du Bureau Foncier Agricole et  
Territoires Ruraux



Sylvie HELBERT

**Service de l'Economie Agricole**  
**Bureau Foncier Agricole et Territoires Ruraux**  
**N° référence : SEA/CD**  
**Vos références :**  
**Affaire suivie par :** *christine.derraqi@oise.gouv.fr*  
*noemie.levert@oise.gouv.fr*  
**Téléphone : 03 64 58 16 37**  
**03 64 58 16 43**

Monsieur DOUAY Emeric  
SCEA 3E  
2 Marcoquet  
60220 SAINT-ARNOULT

**Objet : Accusé de réception complet – demande  
d'autorisation d'exploiter n° 4769**

Beauvais, le 27 novembre 2024

Monsieur,

Vous avez déposé auprès de la direction départementale des territoires de l'Oise un dossier de demande d'autorisation d'exploiter conformément à l'article L331-2 du Code Rural et de la Pêche Maritime (CRPM). J'en accuse réception. **Votre dossier est enregistré complet le 18/11/2024** sous le numéro **4769**.

Vous envisagez d'exploiter les parcelles suivantes :

| Commune  | Références cadastrales   | Superficie   | Exploitant antérieur ou preneur en place |
|--|--|--|--|
| AUCHY LA MONTAGNE<br>FEUQUIERES<br>FRANCASTEL<br>LACHAUSSEE DU BOIS D'ECU<br>LA NEUVILLE SAINT PIERRE<br>MOLIENS<br>MONCEAUX L'ABBAYE<br>SAINT ARNOULT<br>MAISONCELLE TUILERIE | ZH 42<br>ZK 28<br>ZH 5<br>ZC 8<br>ZH 8<br>ZH 7, ZI 9<br>ZI 40<br>ZB 11, 12<br>A 91, 93, 94, 96, 97, 98, 444, 445, B 1, 2, 3, 4, 5, 9, 11, 12,<br>13, 14, 15, 352<br>B 6, ZC 17<br>ZO 20<br>ZO 22 | 02 ha 65 a 87 ca<br>01 ha 89 a 70 ca<br>02 ha 47 a 57 ca<br>03 ha 82 a 79 ca<br>02 ha 77 a 07 ca<br>14 ha 21 a 57 ca<br>00 ha 46 a 90 ca<br>01 ha 92 a 45 ca<br><br>23 ha 68 a 79 ca<br>27 ha 35 a 19 ca<br>04 ha 68 a 34 ca<br>01 ha 23 a 43 ca | SCEA 3E                                  |
|  |  | 87 ha 19 a 67 ca   |  |

La direction départementale de territoires de l'Oise va procéder à l'instruction de votre dossier et pourra vous demander néanmoins des éléments techniques complémentaires.

J'appelle votre attention sur le fait qu'il vous est interdit d'exploiter avant le délai imparti à l'administration pour faire une éventuelle opposition à votre demande.

Le délai d'instruction de votre demande est de quatre mois, susceptible d'être prolongé à six mois, conformément à l'article R.331-6 du code rural et de la pêche maritime, à compter de la date mentionnée ci-dessus.

A défaut de notification d'une décision expresse au terme de ce délai, soit au plus tard, le **19/03/2025, vous bénéficierez d'une autorisation implicite d'exploiter** conformément à l'article R. 331-6 du code rural et de la pêche maritime.

Cette autorisation implicite pourra alors être contestée dans un délai de deux mois, soit par recours administratif, soit par recours contentieux auprès du Tribunal administratif d'Amiens ou via l'application Télérecours citoyen accessible sur le site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr) :

- Par son bénéficiaire à compter de la date ci-dessus ;
- Par tout tiers intéressé à compter de la date de publication la plus tardive : affichage en mairie ou recueil des actes administratifs.

Dans ce cas, vous aurez la possibilité de solliciter, auprès de la direction départementale des territoires de l'Oise une attestation, conformément aux dispositions de l'article L.232-3 du code des relations entre le public et l'administration.

Le service instructeur est chargé de procéder à la publication de votre demande qui sera affichée en Mairie de la commune où sont situés les biens ainsi que sur le site de la préfecture.

Vous serez informé de la date d'examen de votre dossier en cas de consultation de la Commission Départementale d'Orientation de l'Agriculture.

**J'attire votre attention sur le fait que le présent accusé de réception de votre demande ne vous autorise pas à mettre en valeur les parcelles qui en font l'objet.**

Je vous prie d'agréer, Monsieur, l'expression de ma considération distinguée.

Po/la Cheffe du Service de l'Economie Agricole  
La Responsable du Bureau Foncier Agricole et  
Territoires Ruraux



Sylvie HELBERT

**Service de l'Economie Agricole**  
**Bureau Foncier Agricole et Territoires Ruraux**  
**N° référence : SEA/CD**  
**Vos références :**  
**Affaire suivie par :** *christine.derraqi@oise.gouv.fr*  
*noemie.levert@oise.gouv.fr*  
**Téléphone : 03 64 58 16 37**  
**03 64 58 16 43**

Madame DOUAY Emmanuelle  
SCEA 3E  
2 Marcoquet  
60220 SAINT-ARNOULT

**Objet : Accusé de réception complet – demande  
d'autorisation d'exploiter n° 4768**

Beauvais, le 27 novembre 2024

Madame,

Vous avez déposé auprès de la direction départementale des territoires de l'Oise un dossier de demande d'autorisation d'exploiter conformément à l'article L331-2 du Code Rural et de la Pêche Maritime (CRPM). J'en accuse réception. **Votre dossier est enregistré complet le 18/11/2024** sous le numéro **4768**.

Vous envisagez d'exploiter les parcelles suivantes :

| Commune  | Références cadastrales   | Superficie   | Exploitant antérieur ou preneur en place |
|--|--|--|--|
| AUCHY LA MONTAGNE<br>FEUQUIERES<br>FRANCASTEL<br>LACHAUSSEE DU BOIS D'ECU<br>LA NEUVILLE SAINT PIERRE<br>MOLIENS<br>MONCEAUX L'ABBAYE<br>SAINT ARNOULT<br>MAISONCELLE TUILERIE | ZH 42<br>ZK 28<br>ZH 5<br>ZC 8<br>ZH 8<br>ZH 7, ZI 9<br>ZI 40<br>ZB 11, 12<br>A 91, 93, 94, 96, 97, 98, 444, 445, B 1, 2, 3, 4, 5, 9, 11, 12,<br>13, 14, 15, 352<br>B 6, ZC 17<br>ZO 20<br>ZO 22 | 02 ha 65 a 87 ca<br>01 ha 89 a 70 ca<br>02 ha 47 a 57 ca<br>03 ha 82 a 79 ca<br>02 ha 77 a 07 ca<br>14 ha 21 a 57 ca<br>00 ha 46 a 90 ca<br>01 ha 92 a 45 ca<br><br>23 ha 68 a 79 ca<br>27 ha 35 a 19 ca<br>04 ha 68 a 34 ca<br>01 ha 23 a 43 ca | SCEA 3E                                  |
|  |  | 87 ha 19 a 67 ca   |  |

La direction départementale de territoires de l'Oise va procéder à l'instruction de votre dossier et pourra vous demander néanmoins des éléments techniques complémentaires.

J'appelle votre attention sur le fait qu'il vous est interdit d'exploiter avant le délai imparti à l'administration pour faire une éventuelle opposition à votre demande.

Le délai d'instruction de votre demande est de quatre mois, susceptible d'être prolongé à six mois, conformément à l'article R.331-6 du code rural et de la pêche maritime, à compter de la date mentionnée ci-dessus.

A défaut de notification d'une décision expresse au terme de ce délai, soit au plus tard, le **19/03/2025**, vous **bénéficierez d'une autorisation implicite d'exploiter** conformément à l'article R. 331-6 du code rural et de la pêche maritime.

Cette autorisation implicite pourra alors être contestée dans un délai de deux mois, soit par recours administratif, soit par recours contentieux auprès du Tribunal administratif d'Amiens ou via l'application Télérecours citoyen accessible sur le site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr) :

- Par son bénéficiaire à compter de la date ci-dessus ;
- Par tout tiers intéressé à compter de la date de publication la plus tardive : affichage en mairie ou recueil des actes administratifs.

Dans ce cas, vous aurez la possibilité de solliciter, auprès de la direction départementale des territoires de l'Oise une attestation, conformément aux dispositions de l'article L.232-3 du code des relations entre le public et l'administration.

Le service instructeur est chargé de procéder à la publication de votre demande qui sera affichée en Mairie de la commune où sont situés les biens ainsi que sur le site de la préfecture.

Vous serez informée de la date d'examen de votre dossier en cas de consultation de la Commission Départementale d'Orientation de l'Agriculture.

**J'attire votre attention sur le fait que le présent accusé de réception de votre demande ne vous autorise pas à mettre en valeur les parcelles qui en font l'objet.**

Je vous prie d'agréer, Madame, l'expression de ma considération distinguée.

Po/la Cheffe du Service de l'Economie Agricole  
La Responsable du Bureau Foncier Agricole et  
Territoires Ruraux



Sylvie HELBERT

**Service de l'Economie Agricole**  
**Bureau Foncier Agricole et Territoires Ruraux**  
**N° référence : SEA/CD**  
**Vos références :**  
**Affaire suivie par :** *christine.derraqi@oise.gouv.fr*  
*noemie.levert@oise.gouv.fr*  
**Téléphone : 03 64 58 16 37**  
**03 64 58 16 43**

Madame DRACH Mathilde  
SCEA FANTAUZZI  
Ferme de Corbeaulieu  
60280 VENETTE

**Objet :** Accusé de réception complet – demande  
d'autorisation d'exploiter n° **4764**

Beauvais, le 27 novembre 2024

Madame,

Vous avez déposé auprès de la direction départementale des territoires de l'Oise un dossier de demande d'autorisation d'exploiter conformément à l'article L331-2 du Code Rural et de la Pêche Maritime (CRPM). J'en accuse réception. **Votre dossier est enregistré complet le 18/11/2024** sous le numéro **4764**.

Vous envisagez d'exploiter les parcelles suivantes :

| Commune              | Références cadastrales  | Superficie        | Exploitant antérieur ou preneur en place |
|----------------------|---|-------------------|--|
| BAUGY                | ZD 8  | 02 ha 45 a 80 ca  | SCEA FANTAUZZI                           |
| BRAISNES             | ZE 2, 3, ZG 2, ZI 39  | 181 ha 41 a 60 ca |  |
|                      | ZC 3  | 01 ha 05 a 05 ca  |  |
|                      | ZC 19   | 11 ha 82 a 00 ca  |  |
|                      | AD 11   | 01 ha 64 a 55 ca  |  |
| COUDUN               | A 390, 432, 439, C 2, 1464, ZA 1, ZB 1, 7, ZC 1, 29, ZI 3           | 111 ha 44 a 91 ca |  |
|                      | C 7   | 00 ha 32 a 05 ca  |  |
|                      | ZA 2, ZB 4, ZC 3, 9, 10, 11, ZH 18, ZI 21, 27                       | 31 ha 56 a 37 ca  |  |
|                      | ZB 2T, 11, 12, 13, ZC 2, 7, ZD 1, 3, ZE 9, 70, 72, 82, 84, ZI 2, 25 | 61 ha 15 a 92 ca  |  |
|                      | ZB 6  | 00 ha 06 a 25 ca  |  |
|                      | ZB 8, 15, ZC 30, 44, ZD 2, ZE 10, 40, ZH 39                         | 91 ha 98 a 73 ca  |  |
|                      | ZC 4  | 00 ha 10 a 60 ca  |  |
|                      | ZC 5  | 00 ha 05 a 30 ca  |  |
|                      | ZC 6  | 02 ha 12 a 20 ca  |  |
|                      | ZC 13   | 00 ha 22 a 85 ca  |  |
|                      | ZE 3  | 00 ha 57 a 00 ca  |  |
|                      | ZE 4  | 02 ha 29 a 60 ca  |  |
|                      | ZE 102  | 00 ha 28 a 84 ca  |  |
|                      | ZH 3  | 09 ha 98 a 30 ca  |  |
|                      | ZH 16, ZI 1, 14, 15   | 98 ha 35 a 73 ca  |  |
|                      | ZH 17   | 01 ha 40 a 20 ca  |  |
|                      | ZI 22   | 04 ha 00 a 73 ca  |  |
|                      | ZI 29   | 00 ha 21 a 47 ca  |  |
| LACHELLE             | ZC 16   | 02 ha 41 a 00 ca  |  |
|                      | ZC 42, 44, ZL 7   | 41 ha 67 a 41 ca  |  |
| MARGNY LES COMPIEGNE | ZH 22, ZI 10  | 42 ha 29 a 37 ca  |  |

|         |                                     |                   |  |
|---------|-------------------------------------|-------------------|--|
| VENETTE | ZH 24, ZI 3, 8, ZK 7                | 89 ha 21 a 09 ca  |  |
|         | ZI 7                                | 14 ha 81 a 91 ca  |  |
|         | ZK 1                                | 00 ha 63 a 45 ca  |  |
|         | ZK 2                                | 04 ha 20 a 83 ca  |  |
|         | ZK 3                                | 02 ha 50 a 93 ca  |  |
|         | ZK 8                                | 00 ha 58 a 00 ca  |  |
|         | ZK 10                               | 01 ha 03 a 53 ca  |  |
|         | ZK 11, 12                           | 01 ha 81 a 78 ca  |  |
|         | ZK 13                               | 01 ha 38 a 37 ca  |  |
|         | ZK 14                               | 04 ha 24 a 32 ca  |  |
|         | ZC 28                               | 35 ha 38 a 42 ca  |  |
|         | ZC 30                               | 02 ha 61 a 40 ca  |  |
|         | ZD 4, 5, 12, 16, 17, 18, 19, 28, 29 | 44 ha 38 a 63 ca  |  |
| ZE 1    | 04 ha 86 a 22 ca                    |                   |  |
|         |                                     | 908 ha 62 a 71 ca |  |

La direction départementale de territoires de l'Oise va procéder à l'instruction de votre dossier et pourra vous demander néanmoins des éléments techniques complémentaires.

J'appelle votre attention sur le fait qu'il vous est interdit d'exploiter avant le délai imparti à l'administration pour faire une éventuelle opposition à votre demande.

Le délai d'instruction de votre demande est de quatre mois, susceptible d'être prolongé à six mois, conformément à l'article R.331-6 du code rural et de la pêche maritime, à compter de la date mentionnée ci-dessus.

A défaut de notification d'une décision expresse au terme de ce délai, soit au plus tard, le **19/03/2025**, vous **beneficierez d'une autorisation implicite d'exploiter** conformément à l'article R. 331-6 du code rural et de la pêche maritime.

Cette autorisation implicite pourra alors être contestée dans un délai de deux mois, soit par recours administratif, soit par recours contentieux auprès du Tribunal administratif d'Amiens ou via l'application Télérecours citoyen accessible sur le site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr) :

- Par son bénéficiaire à compter de la date ci-dessus ;
- Par tout tiers intéressé à compter de la date de publication la plus tardive : affichage en mairie ou recueil des actes administratifs.

Dans ce cas, vous aurez la possibilité de solliciter, auprès de la direction départementale des territoires de l'Oise une attestation, conformément aux dispositions de l'article L.232-3 du code des relations entre le public et l'administration.

Le service instructeur est chargé de procéder à la publication de votre demande qui sera affichée en Mairie de la commune où sont situés les biens ainsi que sur le site de la préfecture.

Vous serez informée de la date d'examen de votre dossier en cas de consultation de la Commission Départementale d'Orientaion de l'Agriculture.

**J'attire votre attention sur le fait que le présent accusé de réception de votre demande ne vous autorise pas à mettre en valeur les parcelles qui en font l'objet.**

Je vous prie d'agréer, Madame, l'expression de ma considération distinguée.

Po/la Cheffe du Service de l'Economie Agricole  
La Responsable du Bureau Foncier Agricole et  
Territoires Ruraux



Sylvie HELBERT

**Service de l'Economie Agricole**  
**Bureau Foncier Agricole et Territoires Ruraux**  
**N° référence : SEA/CD**  
**Vos références :**  
**Affaire suivie par :** *christine.derraqi@oise.gouv.fr*  
*noemie.levert@oise.gouv.fr*  
**Téléphone : 03 64 58 16 37**  
**03 64 58 16 43**

Monsieur DRACH Nicolas  
 SCEA FANTAUZZI  
 Ferme de Corbeaulieu  
 60280 VENETTE

**Objet : Accusé de réception complet – demande  
d'autorisation d'exploiter n° 4765**

Beauvais, le 27 novembre 2024

Monsieur,

Vous avez déposé auprès de la direction départementale des territoires de l'Oise un dossier de demande d'autorisation d'exploiter conformément à l'article L331-2 du Code Rural et de la Pêche Maritime (CRPM). J'en accuse réception. **Votre dossier est enregistré complet le 18/11/2024** sous le numéro **4765**.

Vous envisagez d'exploiter les parcelles suivantes :

| Commune              | Références cadastrales  | Superficie        | Exploitant antérieur ou preneur en place |
|----------------------|---|-------------------|--|
| BAUGY                | ZD 8  | 02 ha 45 a 80 ca  | SCEA FANTAUZZI                           |
| BRAISNES             | ZE 2, 3, ZG 2, ZI 39  | 181 ha 41 a 60 ca |  |
|                      | ZC 3  | 01 ha 05 a 05 ca  |  |
|                      | ZC 19   | 11 ha 82 a 00 ca  |  |
|                      | AD 11   | 01 ha 64 a 55 ca  |  |
| COUDUN               | A 390, 432, 439, C 2, 1464, ZA 1, ZB 1, 7, ZC 1, 29, ZI 3           | 111 ha 44 a 91 ca |  |
|                      | C 7   | 00 ha 32 a 05 ca  |  |
|                      | ZA 2, ZB 4, ZC 3, 9, 10, 11, ZH 18, ZI 21, 27                       | 31 ha 56 a 37 ca  |  |
|                      | ZB 2T, 11, 12, 13, ZC 2, 7, ZD 1, 3, ZE 9, 70, 72, 82, 84, ZI 2, 25 | 61 ha 15 a 92 ca  |  |
|                      | ZB 6  | 00 ha 06 a 25 ca  |  |
|                      | ZB 8, 15, ZC 30, 44, ZD 2, ZE 10, 40, ZH 39                         | 91 ha 98 a 73 ca  |  |
|                      | ZC 4  | 00 ha 10 a 60 ca  |  |
|                      | ZC 5  | 00 ha 05 a 30 ca  |  |
|                      | ZC 6  | 02 ha 12 a 20 ca  |  |
|                      | ZC 13   | 00 ha 22 a 85 ca  |  |
|                      | ZE 3  | 00 ha 57 a 00 ca  |  |
|                      | ZE 4  | 02 ha 29 a 60 ca  |  |
|                      | ZE 102  | 00 ha 28 a 84 ca  |  |
|                      | ZH 3  | 09 ha 98 a 30 ca  |  |
|                      | ZH 16, ZI 1, 14, 15   | 98 ha 35 a 73 ca  |  |
|                      | ZH 17   | 01 ha 40 a 20 ca  |  |
|                      | ZI 22   | 04 ha 00 a 73 ca  |  |
|                      | ZI 29   | 00 ha 21 a 47 ca  |  |
| LACHELLE             | ZC 16   | 02 ha 41 a 00 ca  |  |
|                      | ZC 42, 44, ZL 7   | 41 ha 67 a 41 ca  |  |
| MARGNY LES COMPIEGNE | ZH 22, ZI 10  | 42 ha 29 a 37 ca  |  |

|         |   |  |  |
|---------|---|--|--|
| VENETTE | ZH 24, ZI 3, 8, ZK 7<br>ZI 7<br>ZK 1<br>ZK 2<br>ZK 3<br>ZK 8<br>ZK 10<br>ZK 11, 12<br>ZK 13<br>ZK 14<br>ZC 28<br>ZC 30<br>ZD 4, 5, 12, 16, 17, 18, 19, 28, 29<br>ZE 1 | 89 ha 21 a 09 ca<br>14 ha 81 a 91 ca<br>00 ha 63 a 45 ca<br>04 ha 20 a 83 ca<br>02 ha 50 a 93 ca<br>00 ha 58 a 00 ca<br>01 ha 03 a 53 ca<br>01 ha 81 a 78 ca<br>01 ha 38 a 37 ca<br>04 ha 24 a 32 ca<br>35 ha 38 a 42 ca<br>02 ha 61 a 40 ca<br>44 ha 38 a 63 ca<br>04 ha 86 a 22 ca |  |
|         |   | 908 ha 62 a 71 ca  |  |

La direction départementale de territoires de l'Oise va procéder à l'instruction de votre dossier et pourra vous demander néanmoins des éléments techniques complémentaires.

J'appelle votre attention sur le fait qu'il vous est interdit d'exploiter avant le délai imparti à l'administration pour faire une éventuelle opposition à votre demande.

Le délai d'instruction de votre demande est de quatre mois, susceptible d'être prolongé à six mois, conformément à l'article R.331-6 du code rural et de la pêche maritime, à compter de la date mentionnée ci-dessus.

A défaut de notification d'une décision expresse au terme de ce délai, soit au plus tard, le **19/03/2025**, vous bénéficierez d'une autorisation implicite d'exploiter conformément à l'article R. 331-6 du code rural et de la pêche maritime.

Cette autorisation implicite pourra alors être contestée dans un délai de deux mois, soit par recours administratif, soit par recours contentieux auprès du Tribunal administratif d'Amiens ou via l'application Télérecours citoyen accessible sur le site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr) :

- Par son bénéficiaire à compter de la date ci-dessus ;
- Par tout tiers intéressé à compter de la date de publication la plus tardive : affichage en mairie ou recueil des actes administratifs.

Dans ce cas, vous aurez la possibilité de solliciter, auprès de la direction départementale des territoires de l'Oise une attestation, conformément aux dispositions de l'article L.232-3 du code des relations entre le public et l'administration.

Le service instructeur est chargé de procéder à la publication de votre demande qui sera affichée en Mairie de la commune où sont situés les biens ainsi que sur le site de la préfecture.

Vous serez informé de la date d'examen de votre dossier en cas de consultation de la Commission Départementale d'Orientation de l'Agriculture.

**J'attire votre attention sur le fait que le présent accusé de réception de votre demande ne vous autorise pas à mettre en valeur les parcelles qui en font l'objet.**

Je vous prie d'agréer, Monsieur, l'expression de ma considération distinguée.

Po/la Cheffe du Service de l'Economie Agricole  
La Responsable du Bureau Foncier Agricole et  
Territoires Ruraux

  
Sylvie HELBERT

Service de l'Economie Agricole  
Bureau Foncier Agricole et Territoires Ruraux  
N° référence : SEA/CD  
Vos références :  
Affaire suivie par : *christine.derraqi@oise.gouv.fr*  
*noemie.levert@oise.gouv.fr*  
Téléphone : 03 64 58 16 37  
03 64 58 16 43

EARL BULLOT  
145 rue de la libération  
60190 LANEUVILLEROY

**Objet :** Accusé de réception complet – demande  
d'autorisation d'exploiter n° **4759**

Beauvais, le 27 novembre 2024

Monsieur,

Vous avez déposé auprès de la direction départementale des territoires de l'Oise un dossier de demande d'autorisation d'exploiter conformément à l'article L331-2 du Code Rural et de la Pêche Maritime (CRPM). J'en accuse réception. **Votre dossier est enregistré complet le 06/11/2024** sous le numéro **4759**.

Vous envisagez d'exploiter les parcelles suivantes :

| Commune       | Références cadastrales | Superficie       | Exploitant antérieur ou preneur en place |
|---------------|------------------------|------------------|--|
| LANEUVILLEROY | ZL 89                  | 01 ha 30 a 60 ca | EARL FERME DU PARC                       |
|               |                        | 01 ha 30 a 60 ca |  |

La direction départementale de territoires de l'Oise va procéder à l'instruction de votre dossier et pourra vous demander néanmoins des éléments techniques complémentaires.

J'appelle votre attention sur le fait qu'il vous est interdit d'exploiter avant le délai imparti à l'administration pour faire une éventuelle opposition à votre demande.

Le délai d'instruction de votre demande est de quatre mois, susceptible d'être prolongé à six mois, conformément à l'article R.331-6 du code rural et de la pêche maritime, à compter de la date mentionnée ci-dessus.

A défaut de notification d'une décision expresse au terme de ce délai, soit au plus tard, le **07/03/2025**, vous **bénéficierez d'une autorisation implicite d'exploiter** conformément à l'article R. 331-6 du code rural et de la pêche maritime.

Cette autorisation implicite pourra alors être contestée dans un délai de deux mois, soit par recours administratif, soit par recours contentieux auprès du Tribunal administratif d'Amiens ou via l'application Télérecours citoyen accessible sur le site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr) :

- Par son bénéficiaire à compter de la date ci-dessus ;
- Par tout tiers intéressé à compter de la date de publication la plus tardive : affichage en mairie ou recueil des actes administratifs.

Dans ce cas, vous aurez la possibilité de solliciter, auprès de la direction départementale des territoires de l'Oise une attestation, conformément aux dispositions de l'article L.232-3 du code des relations entre le public et l'administration.

Le service instructeur est chargé de procéder à la publication de votre demande qui sera affichée en Mairie de la commune où sont situés les biens ainsi que sur le site de la préfecture.

Vous serez informé de la date d'examen de votre dossier en cas de consultation de la Commission Départementale d'Orientation de l'Agriculture.

**J'attire votre attention sur le fait que le présent accusé de réception de votre demande ne vous autorise pas à mettre en valeur les parcelles qui en font l'objet.**

Je vous prie d'agréer, Monsieur, l'expression de ma considération distinguée.

Po/la Cheffe du Service de l'Economie Agricole  
La Responsable du Bureau Foncier Agricole et  
Territoires Ruraux



Sylvie HELBERT

Service de l'Economie Agricole

EARL DE BOIS AUBERT

Bureau Foncier Agricole et Territoires Ruraux

46 rue de bois aubert

N° référence : SEA/CD

60650 SENANTES

Vos références :

Affaire suivie par : *christine.derraqi@oise.gouv.fr*  
*noemie.levert@oise.gouv.fr*

Téléphone : 03 64 58 16 37

03 64 58 16 43

**Objet :** Accusé de réception complet – demande  
d'autorisation d'exploiter n° 4797

Beauvais, le 20 décembre 2024

Monsieur,

Vous avez déposé auprès de la direction départementale des territoires de l'Oise un dossier de demande d'autorisation d'exploiter conformément à l'article L331-2 du Code Rural et de la Pêche Maritime (CRPM). J'en accuse réception. **Votre dossier est enregistré complet le 17/12/2024** sous le numéro **4797**.

Vous envisagez d'exploiter les parcelles suivantes :

| Commune  | Références cadastrales | Superficie       | Exploitant antérieur ou preneur en place |
|----------|------------------------|------------------|--|
| SENANTES | ZC 35, 36, 39          | 03 ha 30 a 40 ca | BENARD Philippe                          |
|          |                        | 03 ha 30 a 40 ca |  |

La direction départementale de territoires de l'Oise va procéder à l'instruction de votre dossier et pourra vous demander néanmoins des éléments techniques complémentaires.

J'appelle votre attention sur le fait qu'il vous est interdit d'exploiter avant le délai imparti à l'administration pour faire une éventuelle opposition à votre demande.

Le délai d'instruction de votre demande est de quatre mois, susceptible d'être prolongé à six mois, conformément à l'article R.331-6 du code rural et de la pêche maritime, à compter de la date mentionnée ci-dessus.

A défaut de notification d'une décision expresse au terme de ce délai, soit au plus tard, le **18/04/2025**, vous **bénéficierez d'une autorisation implicite d'exploiter** conformément à l'article R. 331-6 du code rural et de la pêche maritime.

Cette autorisation implicite pourra alors être contestée dans un délai de deux mois, soit par recours administratif, soit par recours contentieux auprès du Tribunal administratif d'Amiens ou via l'application Télérecours citoyen accessible sur le site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr) :

- Par son bénéficiaire à compter de la date ci-dessus ;
- Par tout tiers intéressé à compter de la date de publication la plus tardive : affichage en mairie ou recueil des actes administratifs.

Dans ce cas, vous aurez la possibilité de solliciter, auprès de la direction départementale des territoires de l'Oise une attestation, conformément aux dispositions de l'article L.232-3 du code des relations entre le public et l'administration.

Le service instructeur est chargé de procéder à la publication de votre demande qui sera affichée en Mairie de la commune où sont situés les biens ainsi que sur le site de la préfecture.

Vous serez informé de la date d'examen de votre dossier en cas de consultation de la Commission Départementale d'Orientation de l'Agriculture.

**J'attire votre attention sur le fait que le présent accusé de réception de votre demande ne vous autorise pas à mettre en valeur les parcelles qui en font l'objet.**

Je vous prie d'agréer, Monsieur, l'expression de ma considération distinguée.

Po/la Cheffe du Service de l'Economie Agricole  
La Responsable du Bureau Foncier Agricole et  
Territoires Ruraux



Sylvie HELBERT

**Service de l'Economie Agricole**  
**Bureau Foncier Agricole et Territoires Ruraux**  
**N° référence : SEA/CD**  
**Vos références :**  
**Affaire suivie par :** *christine.derraqi@oise.gouv.fr*  
*noemie.levert@oise.gouv.fr*  
**Téléphone : 03 64 58 16 37**  
**03 64 58 16 43**

EARL DE CAIGNY  
36 bis rue de Montreuil  
60650 BLACOURT

**Objet :** Accusé de réception complet – demande  
d'autorisation d'exploiter n° 4779

Beauvais, le 27 novembre 2024

Monsieur,

Vous avez déposé auprès de la direction départementale des territoires de l'Oise un dossier de demande d'autorisation d'exploiter conformément à l'article L331-2 du Code Rural et de la Pêche Maritime (CRPM). J'en accuse réception. **Votre dossier est enregistré complet le 25/11/2024** sous le numéro **4779**.

Vous envisagez d'exploiter les parcelles suivantes :

| Commune    | Références cadastrales | Superficie       | Exploitant antérieur ou preneur en place |
|------------|------------------------|------------------|--|
| VILLEMURAY | ZH 35                  | 01 ha 50 a 50 ca | LECLERCQ Patrick                         |
|            |                        | 01 ha 50 a 50 ca |  |

La direction départementale de territoires de l'Oise va procéder à l'instruction de votre dossier et pourra vous demander néanmoins des éléments techniques complémentaires.

J'appelle votre attention sur le fait qu'il vous est interdit d'exploiter avant le délai imparti à l'administration pour faire une éventuelle opposition à votre demande.

Le délai d'instruction de votre demande est de quatre mois, susceptible d'être prolongé à six mois, conformément à l'article R.331-6 du code rural et de la pêche maritime, à compter de la date mentionnée ci-dessus.

A défaut de notification d'une décision expresse au terme de ce délai, soit au plus tard, le **26/03/2025**, vous **bénéficierez d'une autorisation implicite d'exploiter** conformément à l'article R. 331-6 du code rural et de la pêche maritime.

Cette autorisation implicite pourra alors être contestée dans un délai de deux mois, soit par recours administratif, soit par recours contentieux auprès du Tribunal administratif d'Amiens ou via l'application Télérecours citoyen accessible sur le site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr) :

- Par son bénéficiaire à compter de la date ci-dessus ;
- Par tout tiers intéressé à compter de la date de publication la plus tardive : affichage en mairie ou recueil des actes administratifs.

Dans ce cas, vous aurez la possibilité de solliciter, auprès de la direction départementale des territoires de l'Oise une attestation, conformément aux dispositions de l'article L.232-3 du code des relations entre le public et l'administration.

Le service instructeur est chargé de procéder à la publication de votre demande qui sera affichée en Mairie de la commune où sont situés les biens ainsi que sur le site de la préfecture.

Vous serez informé de la date d'examen de votre dossier en cas de consultation de la Commission Départementale d'Orientation de l'Agriculture.

**J'attire votre attention sur le fait que le présent accusé de réception de votre demande ne vous autorise pas à mettre en valeur les parcelles qui en font l'objet.**

Je vous prie d'agréer, Monsieur, l'expression de ma considération distinguée.

Po/la Cheffe du Service de l'Economie Agricole  
La Responsable du Bureau Foncier Agricole et  
Territoires Ruraux



Sylvie HELBERT

Service de l'Economie Agricole

EARL DE L'ALOUETTE

Bureau Foncier Agricole et Territoires Ruraux

268 rue Saint-Martin

N° référence : SEA/CD

60640 BERLANCOURT

Vos références :

Affaire suivie par : *christine.derraqi@oise.gouv.fr*  
*noemie.levert@oise.gouv.fr*

Téléphone : 03 64 58 16 37

03 64 58 16 43

**Objet :** Accusé de réception complet – demande  
d'autorisation d'exploiter n° 4777

Beauvais, le 27 novembre 2024

Madame, Messieurs,

Vous avez déposé auprès de la direction départementale des territoires de l'Oise un dossier de demande d'autorisation d'exploiter conformément à l'article L331-2 du Code Rural et de la Pêche Maritime (CRPM). J'en accuse réception. **Votre dossier est enregistré complet le 21/11/2024** sous le numéro **4777**.

Vous envisagez d'exploiter les parcelles suivantes :

| Commune | Références cadastrales  | Superficie       | Exploitant antérieur ou preneur en place |
|---------|-------------------------|------------------|--|
| QUESMY  | ZB 1, 67, ZC 24, 25, 56 | 56 ha 66 a 61 ca | Terres libres                            |
|         |                         | 56 ha 66 a 61 ca |  |

La direction départementale de territoires de l'Oise va procéder à l'instruction de votre dossier et pourra vous demander néanmoins des éléments techniques complémentaires.

J'appelle votre attention sur le fait qu'il vous est interdit d'exploiter avant le délai imparti à l'administration pour faire une éventuelle opposition à votre demande.

Le délai d'instruction de votre demande est de quatre mois, susceptible d'être prolongé à six mois, conformément à l'article R.331-6 du code rural et de la pêche maritime, à compter de la date mentionnée ci-dessus.

A défaut de notification d'une décision expresse au terme de ce délai, soit au plus tard, le **22/03/2025**, vous **bénéficierez d'une autorisation implicite d'exploiter** conformément à l'article R. 331-6 du code rural et de la pêche maritime.

Cette autorisation implicite pourra alors être contestée dans un délai de deux mois, soit par recours administratif, soit par recours contentieux auprès du Tribunal administratif d'Amiens ou via l'application Télérecours citoyen accessible sur le site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr) :

- Par son bénéficiaire à compter de la date ci-dessus ;
- Par tout tiers intéressé à compter de la date de publication la plus tardive : affichage en mairie ou recueil des actes administratifs.

Dans ce cas, vous aurez la possibilité de solliciter, auprès de la direction départementale des territoires de l'Oise une attestation, conformément aux dispositions de l'article L.232-3 du code des relations entre le public et l'administration.

Le service instructeur est chargé de procéder à la publication de votre demande qui sera affichée en Mairie de la commune où sont situés les biens ainsi que sur le site de la préfecture.

Vous serez informés de la date d'examen de votre dossier en cas de consultation de la Commission Départementale d'Orientation de l'Agriculture.

**J'attire votre attention sur le fait que le présent accusé de réception de votre demande ne vous autorise pas à mettre en valeur les parcelles qui en font l'objet.**

Je vous prie d'agréer, Madame, Messieurs, l'expression de ma considération distinguée.

Po/la Cheffe du Service de l'Economie Agricole  
La Responsable du Bureau Foncier Agricole et  
Territoires Ruraux



Sylvie HELBERT

Service de l'Economie Agricole

EARL DE LA VIGNE MANSARD

Bureau Foncier Agricole et Territoires Ruraux

6 rue des vignes

N° référence : SEA/CD

60490 BIERMONT

Vos références :

Affaire suivie par : *christine.derraqi@oise.gouv.fr*  
*noemie.levert@oise.gouv.fr*

Téléphone : 03 64 58 16 37

03 64 58 16 43

**Objet :** Accusé de réception complet – demande  
d'autorisation d'exploiter n° 4811

Beauvais, le 26 décembre 2024

Monsieur,

Vous avez déposé auprès de la direction départementale des territoires de l'Oise un dossier de demande d'autorisation d'exploiter conformément à l'article L331-2 du Code Rural et de la Pêche Maritime (CRPM). J'en accuse réception. **Votre dossier est enregistré complet le 23/12/2024** sous le numéro **4811**.

Vous envisagez d'exploiter les parcelles suivantes :

| Commune     | Références cadastrales  | Superficie   | Exploitant antérieur ou preneur en place |
|-------------|---|--|--|
| BIERMONT    | ZI 40<br>ZI 23<br>ZH 24<br>ZH 3<br>ZI 28<br>ZI 22, 24, 25, 26, 29, 30, 31<br>ZH 22, 25, ZI 27 | 02 ha 00 a 00 ca<br>01 ha 17 a 83 ca<br>01 ha 29 a 66 ca<br>01 ha 09 a 30 ca<br>00 ha 78 a 22 ca<br>08 ha 63 a 37 ca<br>09 ha 43 a 74 ca<br>01 ha 90 a 20 ca | MANSARD<br>Bernadette                    |
| MORTEMER    | ZN 10   | 01 ha 61 a 60 ca   |  |
| ORVILLERS   | ZC 286, 303   | 01 ha 33 a 80 ca   |  |
| SOREL       | ZC 285, 302   | 01 ha 33 a 90 ca   |  |
| RICQUEBOURG | ZA 60, 61<br>ZA 59  | 01 ha 48 a 08 ca   |  |
|             |   | 32 ha 09 a 70 ca   |  |

La direction départementale de territoires de l'Oise va procéder à l'instruction de votre dossier et pourra vous demander néanmoins des éléments techniques complémentaires.

J'appelle votre attention sur le fait qu'il vous est interdit d'exploiter avant le délai imparti à l'administration pour faire une éventuelle opposition à votre demande.

Le délai d'instruction de votre demande est de quatre mois, susceptible d'être prolongé à six mois, conformément à l'article R.331-6 du code rural et de la pêche maritime, à compter de la date mentionnée ci-dessus.

A défaut de notification d'une décision expresse au terme de ce délai, soit au plus tard, le **24/04/2025, vous bénéficiez d'une autorisation implicite d'exploiter** conformément à l'article R. 331-6 du code rural et de la pêche maritime.

Cette autorisation implicite pourra alors être contestée dans un délai de deux mois, soit par recours administratif, soit par recours contentieux auprès du Tribunal administratif d'Amiens ou via l'application Télérecours citoyen accessible sur le site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr) :

- Par son bénéficiaire à compter de la date ci-dessus ;
- Par tout tiers intéressé à compter de la date de publication la plus tardive : affichage en mairie ou recueil des actes administratifs.

Dans ce cas, vous aurez la possibilité de solliciter, auprès de la direction départementale des territoires de l'Oise une attestation, conformément aux dispositions de l'article L.232-3 du code des relations entre le public et l'administration.

Le service instructeur est chargé de procéder à la publication de votre demande qui sera affichée en Mairie de la commune où sont situés les biens ainsi que sur le site de la préfecture.

Vous serez informé de la date d'examen de votre dossier en cas de consultation de la Commission Départementale d'Orientation de l'Agriculture.

**J'attire votre attention sur le fait que le présent accusé de réception de votre demande ne vous autorise pas à mettre en valeur les parcelles qui en font l'objet.**

Je vous prie d'agréer, Monsieur, l'expression de ma considération distinguée.

Po/la Cheffe du Service de l'Economie Agricole  
La Responsable du Bureau Foncier Agricole et  
Territoires Ruraux



Sylvie HELBERT

Service de l'Economie Agricole

EARL DELACOUR

Bureau Foncier Agricole et Territoires Ruraux

Ferme de Touvent

N° référence : SEA/CD

60350 MOULIN SOUS TOUVENT

Vos références :

Affaire suivie par : *christine.derraqi@oise.gouv.fr*  
*noemie.levert@oise.gouv.fr*

Téléphone : 03 64 58 16 37  
03 64 58 16 43

**Objet** : Accusé de réception complet – demande  
d'autorisation d'exploiter n° 4752

Beauvais, le 27 novembre 2024

Monsieur,

Vous avez déposé auprès de la direction départementale des territoires de l'Oise un dossier de demande d'autorisation d'exploiter conformément à l'article L331-2 du Code Rural et de la Pêche Maritime (CRPM). J'en accuse réception. **Votre dossier est enregistré complet le 30/10/2024** sous le numéro **4752**.

Vous envisagez d'exploiter les parcelles suivantes :

| Commune             | Références cadastrales   | Superficie   | Exploitant antérieur ou preneur en place |
|---------------------|--|--|--|
| MOULIN SOUS TOUVENT | H 66<br>F 136<br>G 18<br>E 6, 7, 10, G 26, H 77<br>H 65, A 177 | 13 ha 67 a 37 ca<br>00 ha 61 a 00 ca<br>01 ha 43 a 00 ca<br>57 ha 33 a 73 ca<br>19 ha 84 a 40 ca | SCEA FAROUX                              |
|                     |  | 92 ha 89 a 50 ca   |  |

La direction départementale de territoires de l'Oise va procéder à l'instruction de votre dossier et pourra vous demander néanmoins des éléments techniques complémentaires.

J'appelle votre attention sur le fait qu'il vous est interdit d'exploiter avant le délai imparti à l'administration pour faire une éventuelle opposition à votre demande.

Le délai d'instruction de votre demande est de quatre mois, susceptible d'être prolongé à six mois, conformément à l'article R.331-6 du code rural et de la pêche maritime, à compter de la date mentionnée ci-dessus.

A défaut de notification d'une décision expresse au terme de ce délai, soit au plus tard, le **01/03/2025, vous bénéficierez d'une autorisation implicite d'exploiter** conformément à l'article R. 331-6 du code rural et de la pêche maritime.

Cette autorisation implicite pourra alors être contestée dans un délai de deux mois, soit par recours administratif, soit par recours contentieux auprès du Tribunal administratif d'Amiens ou via l'application Télérecours citoyen accessible sur le site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr) :

- Par son bénéficiaire à compter de la date ci-dessus ;
- Par tout tiers intéressé à compter de la date de publication la plus tardive : affichage en mairie ou recueil des actes administratifs.

Dans ce cas, vous aurez la possibilité de solliciter, auprès de la direction départementale des territoires de l'Oise une attestation, conformément aux dispositions de l'article L.232-3 du code des relations entre le public et l'administration.

Le service instructeur est chargé de procéder à la publication de votre demande qui sera affichée en Mairie de la commune où sont situés les biens ainsi que sur le site de la préfecture.

Vous serez informé de la date d'examen de votre dossier en cas de consultation de la Commission Départementale d'Orientation de l'Agriculture.

**J'attire votre attention sur le fait que le présent accusé de réception de votre demande ne vous autorise pas à mettre en valeur les parcelles qui en font l'objet.**

Je vous prie d'agréer, Monsieur, l'expression de ma considération distinguée.

Po/la Cheffe du Service de l'Economie Agricole  
La Responsable du Bureau Foncier Agricole et  
Territoires Ruraux



Sylvie HELBERT



|                      |  |  |  |
|----------------------|--|--|--|
| SAINT-ARNOULT        | A 79, 88, 89, 91, D 4, 9, 12, 17, 20, ZA 11<br>ZA 14, 17, 53<br>A 94, 96<br>ZD 13, 14<br>ZD 4, 27, 30<br>ZD 25<br>ZD 28, 31<br>ZD 7, 8 | 02 ha 55 a 66 ca<br>04 ha 02 a 65 ca<br>03 ha 02 a 40 ca<br>07 ha 12 a 94 ca<br>00 ha 12 a 38 ca<br>05 ha 64 a 41 ca<br>02 ha 17 a 90 ca<br>03 ha 07 a 60 ca<br>27 ha 79 a 80 ca<br>00 ha 91 a 45 ca<br>00 ha 19 a 15 ca<br>28 ha 84 a 50 ca |  |
| SAINT-MAUR<br>SARCUS | ZD 5<br>D 276, ZE 8, 11, ZI 12, 16, 17, ZK 8<br>ZA 22  |  |  |
| THERINES             | ZA 17<br>ZA 1, 32, 40, 58, 60, 88, 102, 103, 109, ZB 24, ZI 1, 2, 8  |  |  |
|                      |  | 260 ha 34 a 11 ca  |  |

La direction départementale de territoires de l'Oise va procéder à l'instruction de votre dossier et pourra vous demander néanmoins des éléments techniques complémentaires.

J'appelle votre attention sur le fait qu'il vous est interdit d'exploiter avant le délai imparti à l'administration pour faire une éventuelle opposition à votre demande.

Le délai d'instruction de votre demande est de quatre mois, susceptible d'être prolongé à six mois, conformément à l'article R.331-6 du code rural et de la pêche maritime, à compter de la date mentionnée ci-dessus.

A défaut de notification d'une décision expresse au terme de ce délai, soit au plus tard, le **24/04/2025**, vous **beneficierez d'une autorisation implicite d'exploiter** conformément à l'article R. 331-6 du code rural et de la pêche maritime.

Cette autorisation implicite pourra alors être contestée dans un délai de deux mois, soit par recours administratif, soit par recours contentieux auprès du Tribunal administratif d'Amiens ou via l'application Télérecours citoyen accessible sur le site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr) :

- Par son bénéficiaire à compter de la date ci-dessus ;
- Par tout tiers intéressé à compter de la date de publication la plus tardive : affichage en mairie ou recueil des actes administratifs.

Dans ce cas, vous aurez la possibilité de solliciter, auprès de la direction départementale des territoires de l'Oise une attestation, conformément aux dispositions de l'article L.232-3 du code des relations entre le public et l'administration.

Le service instructeur est chargé de procéder à la publication de votre demande qui sera affichée en Mairie de la commune où sont situés les biens ainsi que sur le site de la préfecture.

Vous serez informée de la date d'examen de votre dossier en cas de consultation de la Commission Départementale d'Orientation de l'Agriculture.

**J'attire votre attention sur le fait que le présent accusé de réception de votre demande ne vous autorise pas à mettre en valeur les parcelles qui en font l'objet.**

Je vous prie d'agréer, Madame, l'expression de ma considération distinguée.

Po/la Cheffe du Service de l'Economie Agricole  
La Responsable du Bureau Foncier Agricole et  
Territoires Ruraux



Sylvie HELBERT

Service de l'Economie Agricole

EARL DU DOMAINE BRAYON

Bureau Foncier Agricole et Territoires Ruraux

21 rue des peupliers

N° référence : SEA/CD

60650 SENANTES

Vos références :

Affaire suivie par : *christine.derraqi@oise.gouv.fr*  
*noemie.levert@oise.gouv.fr*

Téléphone : 03 64 58 16 37

03 64 58 16 43

**Objet :** Accusé de réception complet – demande  
d'autorisation d'exploiter n° 4803

Beauvais, le 26 décembre 2024

Madame, Monsieur,

Vous avez déposé auprès de la direction départementale des territoires de l'Oise un dossier de demande d'autorisation d'exploiter conformément à l'article L331-2 du Code Rural et de la Pêche Maritime (CRPM). J'en accuse réception. **Votre dossier est enregistré complet le 19/12/2024** sous le numéro **4803**.

Vous envisagez d'exploiter les parcelles suivantes :

| Commune        | Références cadastrales  | Superficie   | Exploitant antérieur ou preneur en place |
|----------------|---|--|--|
| SENANTES       | G 367, 368, 402, 418<br>D 150, 152, 153, 158, 159, 199, 204, 214, 286, 334, 354, 359, 360,<br>362, 363, E 58<br>E 28, 35, 36<br>D 247 | 34 ha 85 a 47 ca<br>13 ha 67 a 45 ca<br>00 ha 31 a 95 ca<br>00 ha 75 a 37 ca | EARL DU DOMAINE<br>BRAYON                |
| VILLEMURAY     | ZE 5  | 00 ha 61 a 20 ca   |  |
| SULLY          | B 136   | 04 ha 13 a 65 ca   |  |
| FONTENAY TORCY | A 131   | 00 ha 35 a 00 ca   |  |
|                |   | 54 ha 70 a 09 ca   |  |

La direction départementale de territoires de l'Oise va procéder à l'instruction de votre dossier et pourra vous demander néanmoins des éléments techniques complémentaires.

J'appelle votre attention sur le fait qu'il vous est interdit d'exploiter avant le délai imparti à l'administration pour faire une éventuelle opposition à votre demande.

Le délai d'instruction de votre demande est de quatre mois, susceptible d'être prolongé à six mois, conformément à l'article R.331-6 du code rural et de la pêche maritime, à compter de la date mentionnée ci-dessus.

A défaut de notification d'une décision expresse au terme de ce délai, soit au plus tard, le **20/04/2025**, vous **bénéficierez d'une autorisation implicite d'exploiter** conformément à l'article R. 331-6 du code rural et de la pêche maritime.

Cette autorisation implicite pourra alors être contestée dans un délai de deux mois, soit par recours administratif, soit par recours contentieux auprès du Tribunal administratif d'Amiens ou via l'application Télérecours citoyen accessible sur le site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr) :

- Par son bénéficiaire à compter de la date ci-dessus ;
- Par tout tiers intéressé à compter de la date de publication la plus tardive : affichage en mairie ou recueil des actes administratifs.

Dans ce cas, vous aurez la possibilité de solliciter, auprès de la direction départementale des territoires de l'Oise une attestation, conformément aux dispositions de l'article L.232-3 du code des relations entre le public et l'administration.

Le service instructeur est chargé de procéder à la publication de votre demande qui sera affichée en Mairie de la commune où sont situés les biens ainsi que sur le site de la préfecture.

Vous serez informés de la date d'examen de votre dossier en cas de consultation de la Commission Départementale d'Orientation de l'Agriculture.

**J'attire votre attention sur le fait que le présent accusé de réception de votre demande ne vous autorise pas à mettre en valeur les parcelles qui en font l'objet.**

Je vous prie d'agréer, Madame, Monsieur, l'expression de ma considération distinguée.

Po/la Cheffe du Service de l'Economie Agricole  
La Responsable du Bureau Foncier Agricole et  
Territoires Ruraux



Sylvie HELBERT

**Service de l'Economie Agricole**  
**Bureau Foncier Agricole et Territoires Ruraux**  
**N° référence : SEA/CD**  
**Vos références :**  
**Affaire suivie par :** *christine.derraji@oise.gouv.fr*  
*noemie.levert@oise.gouv.fr*  
**Téléphone : 03 64 58 16 37**  
**03 64 58 16 43**

EARL FERME DE L'ABBAYE  
Monsieur DENEUFBOURG Pierre-Alban  
  
620 rue de l'abbaye  
  
60420 SAINT-MARTIN AUX BOIS

**Objet : Accusé de réception complet – demande  
d'autorisation d'exploiter n° 4771**

Beauvais, le 27 novembre 2024

Monsieur,

Vous avez déposé auprès de la direction départementale des territoires de l'Oise un dossier de demande d'autorisation d'exploiter conformément à l'article L331-2 du Code Rural et de la Pêche Maritime (CRPM). J'en accuse réception. **Votre dossier est enregistré complet le 19/11/2024** sous le numéro **4771**.

Vous envisagez d'exploiter les parcelles suivantes :

| Commune                          | Références cadastrales   | Superficie   | Exploitant antérieur ou preneur en place |
|----------------------------------|--|--|--|
| COIVREL<br>SAINT-MARTIN AUX BOIS | ZK 20<br>ZH 19, ZI 38, ZM 18<br>A 107, C 224, ZD 10, ZH 2, 13, ZI 17 | 00 ha 48 a 50 ca<br>20 ha 39 a 15 ca<br>20 ha 94 a 10 ca | EARL FERME DES<br>VALLEES                |
|                                  |  | 41 ha 81 a 75 ca   |  |

La direction départementale de territoires de l'Oise va procéder à l'instruction de votre dossier et pourra vous demander néanmoins des éléments techniques complémentaires.

J'appelle votre attention sur le fait qu'il vous est interdit d'exploiter avant le délai imparti à l'administration pour faire une éventuelle opposition à votre demande.

Le délai d'instruction de votre demande est de quatre mois, susceptible d'être prolongé à six mois, conformément à l'article R.331-6 du code rural et de la pêche maritime, à compter de la date mentionnée ci-dessus.

A défaut de notification d'une décision expresse au terme de ce délai, soit au plus tard, le **20/03/2025**, vous **bénéficierez d'une autorisation implicite d'exploiter** conformément à l'article R. 331-6 du code rural et de la pêche maritime.

Cette autorisation implicite pourra alors être contestée dans un délai de deux mois, soit par recours administratif, soit par recours contentieux auprès du Tribunal administratif d'Amiens ou via l'application Télérecours citoyen accessible sur le site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr) :

- Par son bénéficiaire à compter de la date ci-dessus ;
- Par tout tiers intéressé à compter de la date de publication la plus tardive : affichage en mairie ou recueil des actes administratifs.

Dans ce cas, vous aurez la possibilité de solliciter, auprès de la direction départementale des territoires de l'Oise une attestation, conformément aux dispositions de l'article L.232-3 du code des relations entre le public et l'administration.

Le service instructeur est chargé de procéder à la publication de votre demande qui sera affichée en Mairie de la commune où sont situés les biens ainsi que sur le site de la préfecture.

Vous serez informé de la date d'examen de votre dossier en cas de consultation de la Commission Départementale d'Orientation de l'Agriculture.

**J'attire votre attention sur le fait que le présent accusé de réception de votre demande ne vous autorise pas à mettre en valeur les parcelles qui en font l'objet.**

Je vous prie d'agréer, Monsieur, l'expression de ma considération distinguée.

Po/la Cheffe du Service de l'Economie Agricole  
La Responsable du Bureau Foncier Agricole et  
Territoires Ruraux



Sylvie HELBERT

**Service de l'Economie Agricole** GAEC BATICLE  
**Bureau Foncier Agricole et Territoires Ruraux** 10 rue de Catheux  
**N° référence : SEA/CD**  
**Vos références :** 60360 LIHUS  
**Affaire suivie par :** *christine.derraqi@oise.gouv.fr*  
*noemie.levert@oise.gouv.fr*  
**Téléphone : 03 64 58 16 37**  
**03 64 58 16 43**

**Objet :** Accusé de réception complet – demande  
d'autorisation d'exploiter n° **4795**

Beauvais, le 20 décembre 2024

Madame, Monsieur,

Vous avez déposé auprès de la direction départementale des territoires de l'Oise un dossier de demande d'autorisation d'exploiter conformément à l'article L331-2 du Code Rural et de la Pêche Maritime (CRPM). J'en accuse réception. **Votre dossier est enregistré complet le 12/12/2024** sous le numéro **4795**.

Vous envisagez d'exploiter les parcelles suivantes :

| Commune | Références cadastrales | Superficie       | Exploitant antérieur ou preneur en place |
|---------|------------------------|------------------|--|
| LIHUS   | ZE 46, 47              | 00 ha 19 a 05 ca | GAEC BATICLE                             |
|         |                        | 00 ha 19 a 05 ca |  |

La direction départementale de territoires de l'Oise va procéder à l'instruction de votre dossier et pourra vous demander néanmoins des éléments techniques complémentaires.

J'appelle votre attention sur le fait qu'il vous est interdit d'exploiter avant le délai imparti à l'administration pour faire une éventuelle opposition à votre demande.

Le délai d'instruction de votre demande est de quatre mois, susceptible d'être prolongé à six mois, conformément à l'article R.331-6 du code rural et de la pêche maritime, à compter de la date mentionnée ci-dessus.

A défaut de notification d'une décision expresse au terme de ce délai, soit au plus tard, le **13/04/2025**, vous **bénéficierez d'une autorisation implicite d'exploiter** conformément à l'article R. 331-6 du code rural et de la pêche maritime.

Cette autorisation implicite pourra alors être contestée dans un délai de deux mois, soit par recours administratif, soit par recours contentieux auprès du Tribunal administratif d'Amiens ou via l'application Télérecours citoyen accessible sur le site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr) :

- Par son bénéficiaire à compter de la date ci-dessus ;
- Par tout tiers intéressé à compter de la date de publication la plus tardive : affichage en mairie ou recueil des actes administratifs.

Dans ce cas, vous aurez la possibilité de solliciter, auprès de la direction départementale des territoires de l'Oise une attestation, conformément aux dispositions de l'article L.232-3 du code des relations entre le public et l'administration.

Le service instructeur est chargé de procéder à la publication de votre demande qui sera affichée en Mairie de la commune où sont situés les biens ainsi que sur le site de la préfecture.

Vous serez informés de la date d'examen de votre dossier en cas de consultation de la Commission Départementale d'Orientation de l'Agriculture.

**J'attire votre attention sur le fait que le présent accusé de réception de votre demande ne vous autorise pas à mettre en valeur les parcelles qui en font l'objet.**

Je vous prie d'agréer, Madame, Monsieur, l'expression de ma considération distinguée.

Po/la Cheffe du Service de l'Economie Agricole  
La Responsable du Bureau Foncier Agricole et  
Territoires Ruraux



Sylvie HELBERT

Service de l'Economie Agricole

GAEC DE LA SOLE SAINT-MARTIN

Bureau Foncier Agricole et Territoires Ruraux

76 rue du cessier

N° référence : SEA/CD

80700 BEUVRAIGNES

Vos références :

Affaire suivie par : *christine.derraqi@oise.gouv.fr*  
*noemie.levert@oise.gouv.fr*

Téléphone : 03 64 58 16 37

03 64 58 16 43

**Objet :** Accusé de réception complet – demande  
d'autorisation d'exploiter n° 4796

Beauvais, le 20 décembre 2024

Messieurs,

Vous avez déposé auprès de la direction départementale des territoires de l'Oise un dossier de demande d'autorisation d'exploiter conformément à l'article L331-2 du Code Rural et de la Pêche Maritime (CRPM). J'en accuse réception. **Votre dossier est enregistré complet le 13/12/2024** sous le numéro **4796**.

Vous envisagez d'exploiter les parcelles suivantes :

| Commune            | Références cadastrales    | Superficie       | Exploitant antérieur ou preneur en place |
|--------------------|---------------------------|------------------|--|
| BOULOGNE LA GRASSE | ZE 70, 75, 71, 72, 73, 74 | 11 ha 15 a 00 ca | FLOURY Xavier                            |
|                    |                           | 11 ha 15 a 00 ca |  |

La direction départementale de territoires de l'Oise va procéder à l'instruction de votre dossier et pourra vous demander néanmoins des éléments techniques complémentaires.

J'appelle votre attention sur le fait qu'il vous est interdit d'exploiter avant le délai imparti à l'administration pour faire une éventuelle opposition à votre demande.

Le délai d'instruction de votre demande est de quatre mois, susceptible d'être prolongé à six mois, conformément à l'article R.331-6 du code rural et de la pêche maritime, à compter de la date mentionnée ci-dessus.

A défaut de notification d'une décision expresse au terme de ce délai, soit au plus tard, le **14/04/2025**, vous **bénéficierez d'une autorisation implicite d'exploiter** conformément à l'article R. 331-6 du code rural et de la pêche maritime.

Cette autorisation implicite pourra alors être contestée dans un délai de deux mois, soit par recours administratif, soit par recours contentieux auprès du Tribunal administratif d'Amiens ou via l'application Télérecours citoyen accessible sur le site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr) :

- Par son bénéficiaire à compter de la date ci-dessus ;
- Par tout tiers intéressé à compter de la date de publication la plus tardive : affichage en mairie ou recueil des actes administratifs.

Dans ce cas, vous aurez la possibilité de solliciter, auprès de la direction départementale des territoires de l'Oise une attestation, conformément aux dispositions de l'article L.232-3 du code des relations entre le public et l'administration.

Le service instructeur est chargé de procéder à la publication de votre demande qui sera affichée en Mairie de la commune où sont situés les biens ainsi que sur le site de la préfecture.

Vous serez informés de la date d'examen de votre dossier en cas de consultation de la Commission Départementale d'Orientation de l'Agriculture.

**J'attire votre attention sur le fait que le présent accusé de réception de votre demande ne vous autorise pas à mettre en valeur les parcelles qui en font l'objet.**

Je vous prie d'agréer, Messieurs, l'expression de ma considération distinguée.

Po/la Cheffe du Service de l'Economie Agricole  
La Responsable du Bureau Foncier Agricole et  
Territoires Ruraux



Sylvie HELBERT

**Service de l'Economie Agricole**  
**Bureau Foncier Agricole et Territoires Ruraux**  
**N° référence : SEA/CD**  
**Vos références :**  
**Affaire suivie par :** *christine.derraqi@oise.gouv.fr*  
*noemie.levert@oise.gouv.fr*  
**Téléphone : 03 64 58 16 37**  
**03 64 58 16 43**

Monsieur GALLET Benoît  
SCEA LA TERRIERE  
212 rue de la terrière  
60190 HEMEVILLERS

**Objet :** Accusé de réception complet – demande  
d'autorisation d'exploiter n° **4774**

Beauvais, le 27 novembre 2024

Monsieur,

Vous avez déposé auprès de la direction départementale des territoires de l'Oise un dossier de demande d'autorisation d'exploiter conformément à l'article L331-2 du Code Rural et de la Pêche Maritime (CRPM). J'en accuse réception. **Votre dossier est enregistré complet le 19/11/2024** sous le numéro **4774**.

Vous envisagez d'exploiter les parcelles suivantes :

| Commune     | Références cadastrales   | Superficie   | Exploitant antérieur ou preneur en place |
|-------------|--|--|--|
| HEMEVILLERS | ZE 46, C 912<br>ZD 147<br>ZB 60, ZC 7, 28, ZD 27, 28, 34, 35, 80, 113, 115, 119, 121, 148<br>ZD 123<br>C 403, 404, 709, 736, 737 | 01 ha 97 a 43 ca<br>00 ha 19 a 12 ca<br>35 ha 99 a 94 ca<br>02 ha 81 a 85 ca<br>00 ha 42 a 87 ca | SCEA LA TERRIERE                         |
| MONTMARTIN  | ZC 14<br>ZA 2, ZD 58   | 02 ha 29 a 45 ca<br>01 ha 52 a 83 ca   |  |
| FRANCIERES  | ZA 4   | 01 ha 66 a 00 ca   |  |
|             |  | 46 ha 89 a 49 ca   |  |

La direction départementale de territoires de l'Oise va procéder à l'instruction de votre dossier et pourra vous demander néanmoins des éléments techniques complémentaires.

J'appelle votre attention sur le fait qu'il vous est interdit d'exploiter avant le délai imparti à l'administration pour faire une éventuelle opposition à votre demande.

Le délai d'instruction de votre demande est de quatre mois, susceptible d'être prolongé à six mois, conformément à l'article R.331-6 du code rural et de la pêche maritime, à compter de la date mentionnée ci-dessus.

A défaut de notification d'une décision expresse au terme de ce délai, soit au plus tard, le **20/03/2025, vous bénéficierez d'une autorisation implicite d'exploiter** conformément à l'article R. 331-6 du code rural et de la pêche maritime.

Cette autorisation implicite pourra alors être contestée dans un délai de deux mois, soit par recours administratif, soit par recours contentieux auprès du Tribunal administratif d'Amiens ou via l'application Télérecours citoyen accessible sur le site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr) :

- Par son bénéficiaire à compter de la date ci-dessus ;
- Par tout tiers intéressé à compter de la date de publication la plus tardive : affichage en mairie ou recueil des actes administratifs.

Dans ce cas, vous aurez la possibilité de solliciter, auprès de la direction départementale des territoires de l'Oise une attestation, conformément aux dispositions de l'article L.232-3 du code des relations entre le public et l'administration.

Le service instructeur est chargé de procéder à la publication de votre demande qui sera affichée en Mairie de la commune où sont situés les biens ainsi que sur le site de la préfecture.

Vous serez informé de la date d'examen de votre dossier en cas de consultation de la Commission Départementale d'Orientation de l'Agriculture.

**J'attire votre attention sur le fait que le présent accusé de réception de votre demande ne vous autorise pas à mettre en valeur les parcelles qui en font l'objet.**

Je vous prie d'agréer, Monsieur, l'expression de ma considération distinguée.

Po/la Cheffe du Service de l'Economie Agricole  
La Responsable du Bureau Foncier Agricole et  
Territoires Ruraux



Sylvie HELBERT

**Service de l'Economie Agricole**  
**Bureau Foncier Agricole et Territoires Ruraux**  
**N° référence : SEA/CD**  
**Vos références :**  
**Affaire suivie par :** *christine.derraqi@oise.gouv.fr*  
*noemie.levert@oise.gouv.fr*  
**Téléphone : 03 64 58 16 37**  
**03 64 58 16 43**

Monsieur GALLET Vincent  
SCEA LA TERRIERE  
212 rue de la terrière  
60190 HEMEVILLERS

**Objet :** Accusé de réception complet – demande  
d'autorisation d'exploiter n° **4773**

Beauvais, le 27 novembre 2024

Monsieur,

Vous avez déposé auprès de la direction départementale des territoires de l'Oise un dossier de demande d'autorisation d'exploiter conformément à l'article L331-2 du Code Rural et de la Pêche Maritime (CRPM). J'en accuse réception. **Votre dossier est enregistré complet le 19/11/2024** sous le numéro **4773**.

Vous envisagez d'exploiter les parcelles suivantes :

| Commune     | Références cadastrales   | Superficie   | Exploitant antérieur ou preneur en place |
|-------------|--|--|--|
| HEMEVILLERS | ZE 46, C 912<br>ZD 147<br>ZB 60, ZC 7, 28, ZD 27, 28, 34, 35, 80, 113, 115, 119, 121, 148<br>ZD 123<br>C 403, 404, 709, 736, 737 | 01 ha 97 a 43 ca<br>00 ha 19 a 12 ca<br>35 ha 99 a 94 ca<br>02 ha 81 a 85 ca<br>00 ha 42 a 87 ca | SCEA LA TERRIERE                         |
| MONTMARTIN  | ZC 14  | 02 ha 29 a 45 ca   |  |
| FRANCIERES  | ZA 2, ZD 58<br>ZA 4  | 01 ha 52 a 83 ca<br>01 ha 66 a 00 ca   |  |
|             |  | 46 ha 89 a 49 ca   |  |

La direction départementale de territoires de l'Oise va procéder à l'instruction de votre dossier et pourra vous demander néanmoins des éléments techniques complémentaires.

J'appelle votre attention sur le fait qu'il vous est interdit d'exploiter avant le délai imparti à l'administration pour faire une éventuelle opposition à votre demande.

Le délai d'instruction de votre demande est de quatre mois, susceptible d'être prolongé à six mois, conformément à l'article R.331-6 du code rural et de la pêche maritime, à compter de la date mentionnée ci-dessus.

A défaut de notification d'une décision expresse au terme de ce délai, soit au plus tard, le **20/03/2025**, vous **bénéficierez d'une autorisation implicite d'exploiter** conformément à l'article R. 331-6 du code rural et de la pêche maritime.

Cette autorisation implicite pourra alors être contestée dans un délai de deux mois, soit par recours administratif, soit par recours contentieux auprès du Tribunal administratif d'Amiens ou via l'application Télérecours citoyen accessible sur le site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr) :

- Par son bénéficiaire à compter de la date ci-dessus ;
- Par tout tiers intéressé à compter de la date de publication la plus tardive : affichage en mairie ou recueil des actes administratifs.

Dans ce cas, vous aurez la possibilité de solliciter, auprès de la direction départementale des territoires de l'Oise une attestation, conformément aux dispositions de l'article L.232-3 du code des relations entre le public et l'administration.

Le service instructeur est chargé de procéder à la publication de votre demande qui sera affichée en Mairie de la commune où sont situés les biens ainsi que sur le site de la préfecture.

Vous serez informé de la date d'examen de votre dossier en cas de consultation de la Commission Départementale d'Orientation de l'Agriculture.

**J'attire votre attention sur le fait que le présent accusé de réception de votre demande ne vous autorise pas à mettre en valeur les parcelles qui en font l'objet.**

Je vous prie d'agréer, Monsieur, l'expression de ma considération distinguée.

Po/la Cheffe du Service de l'Economie Agricole  
La Responsable du Bureau Foncier Agricole et  
Territoires Ruraux



Sylvie HELBERT

Service de l'Économie Agricole

Bureau Foncier Agricole et Territoires Ruraux

N° référence : SEA/CD

Vos références :

Affaire suivie par : *christine.derraqi@oise.gouv.fr*  
*noemie.levert@oise.gouv.fr*

Téléphone : 03 64 58 16 37  
03 64 58 16 43

Monsieur LECOMPTE Fabien

27 rue de Beauvais

60220 FOUILLOY

**Objet : Accusé de réception complet – demande  
d'autorisation d'exploiter n° 4770**

Beauvais, le 27 novembre 2024

Monsieur,

Vous avez déposé auprès de la direction départementale des territoires de l'Oise un dossier de demande d'autorisation d'exploiter conformément à l'article L331-2 du Code Rural et de la Pêche Maritime (CRPM). J'en accuse réception. **Votre dossier est enregistré complet le 19/11/2024** sous le numéro **4770**.

Vous envisagez d'exploiter les parcelles suivantes :

| Commune  | Références cadastrales | Superficie       | Exploitant antérieur ou preneur en place |
|----------|------------------------|------------------|--|
| FOUILLOY | AE 5                   | 00 ha 30 a 26 ca | Terres libres                            |
|          |                        | 00 ha 30 a 26 ca |  |

La direction départementale de territoires de l'Oise va procéder à l'instruction de votre dossier et pourra vous demander néanmoins des éléments techniques complémentaires.

J'appelle votre attention sur le fait qu'il vous est interdit d'exploiter avant le délai imparti à l'administration pour faire une éventuelle opposition à votre demande.

Le délai d'instruction de votre demande est de quatre mois, susceptible d'être prolongé à six mois, conformément à l'article R.331-6 du code rural et de la pêche maritime, à compter de la date mentionnée ci-dessus.

A défaut de notification d'une décision expresse au terme de ce délai, soit au plus tard, le **20/03/2025**, vous **bénéficierez d'une autorisation implicite d'exploiter** conformément à l'article R. 331-6 du code rural et de la pêche maritime.

Cette autorisation implicite pourra alors être contestée dans un délai de deux mois, soit par recours administratif, soit par recours contentieux auprès du Tribunal administratif d'Amiens ou via l'application Télérecours citoyen accessible sur le site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr) :

- Par son bénéficiaire à compter de la date ci-dessus ;
- Par tout tiers intéressé à compter de la date de publication la plus tardive : affichage en mairie ou recueil des actes administratifs.

Dans ce cas, vous aurez la possibilité de solliciter, auprès de la direction départementale des territoires de l'Oise une attestation, conformément aux dispositions de l'article L.232-3 du code des relations entre le public et l'administration.

Le service instructeur est chargé de procéder à la publication de votre demande qui sera affichée en Mairie de la commune où sont situés les biens ainsi que sur le site de la préfecture.

Vous serez informé de la date d'examen de votre dossier en cas de consultation de la Commission Départementale d'Orientation de l'Agriculture.

**J'attire votre attention sur le fait que le présent accusé de réception de votre demande ne vous autorise pas à mettre en valeur les parcelles qui en font l'objet.**

Je vous prie d'agréer, Monsieur, l'expression de ma considération distinguée.

Po/la Cheffe du Service de l'Economie Agricole  
La Responsable du Bureau Foncier Agricole et  
Territoires Ruraux



Sylvie HELBERT



**PRÉFÈTE  
DE L'OISE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction départementale  
des territoires**

**Service de l'Economie Agricole**

**Bureau Foncier Agricole et Territoires Ruraux**

**N° référence : SEA/CD**

**Vos références :**

**Affaire suivie par :** *christine.derraqi@oise.gouv.fr*  
*noemie.levert@oise.gouv.fr*

**Téléphone : 03 64 58 16 37**

**03 64 58 16 43**

Monsieur OMONT Grégoire

2 rue de Gournay

60149 SAINT-CREPIN IBOUVILLERS

**Objet :** Accusé de réception complet – demande  
d'autorisation d'exploiter n° 4748

Beauvais, le 29 octobre 2024

Monsieur,

Vous avez déposé auprès de la direction départementale des territoires de l'Oise un dossier de demande d'autorisation d'exploiter conformément à l'article L331-2 du Code Rural et de la Pêche Maritime (CRPM). J'en accuse réception. **Votre dossier est enregistré complet le 28/10/2024** sous le numéro **4748**.

Vous envisagez d'exploiter les parcelles suivantes :

| Commune              | Références cadastrales        | Superficie                           | Exploitant antérieur ou preneur en place |
|----------------------|-------------------------------|--------------------------------------|--|
| AMBLAINVILLE<br>MERU | ZI 55, 57<br>AR 120, 125, 184 | 20 ha 82 a 22 ca<br>03 ha 65 a 59 ca | SCEA LA FORTELLE                         |
|                      |                               | 24 ha 47 a 81 ca                     |  |

La direction départementale de territoires de l'Oise va procéder à l'instruction de votre dossier et pourra vous demander néanmoins des éléments techniques complémentaires.

J'appelle votre attention sur le fait qu'il vous est interdit d'exploiter avant le délai imparti à l'administration pour faire une éventuelle opposition à votre demande.

Le délai d'instruction de votre demande est de quatre mois, susceptible d'être prolongé à six mois, conformément à l'article R.331-6 du code rural et de la pêche maritime, à compter de la date mentionnée ci-dessus.

A défaut de notification d'une décision expresse au terme de ce délai, soit au plus tard, le **01/03/2025, vous bénéficierez d'une autorisation implicite d'exploiter** conformément à l'article R. 331-6 du code rural et de la pêche maritime.

Cette autorisation implicite pourra alors être contestée dans un délai de deux mois, soit par recours administratif, soit par recours contentieux auprès du Tribunal administratif d'Amiens ou via l'application Télérecours citoyen accessible sur le site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr) :

- Par son bénéficiaire à compter de la date ci-dessus ;
- Par tout tiers intéressé à compter de la date de publication la plus tardive : affichage en mairie ou recueil des actes administratifs.

Dans ce cas, vous aurez la possibilité de solliciter, auprès de la direction départementale des territoires de l'Oise une attestation, conformément aux dispositions de l'article L.232-3 du code des relations entre le public et l'administration.


Le service instructeur est chargé de procéder à la publication de votre demande qui sera affichée en Mairie de la commune où sont situés les biens ainsi que sur le site de la préfecture.

Vous serez informé de la date d'examen de votre dossier en cas de consultation de la Commission Départementale d'Orientation de l'Agriculture.

**J'attire votre attention sur le fait que le présent accusé de réception de votre demande ne vous autorise pas à mettre en valeur les parcelles qui en font l'objet.**

Je vous prie d'agréer, Monsieur, l'expression de ma considération distinguée.

Po/la Cheffe du Service de l'Economie Agricole  
La Responsable du Bureau Foncier Agricole et  
Territoires Ruraux



Sylvie HELBERT

Service de l'Economie Agricole

Monsieur PUISSANT Ferdinand

Bureau Foncier Agricole et Territoires Ruraux

4 rue neuve

N° référence : SEA/CD

60210 DARGIES

Vos références :

Affaire suivie par : *christine.derraqi@oise.gouv.fr*  
*noemie.levert@oise.gouv.fr*

Téléphone : 03 64 58 16 37

03 64 58 16 43

**Objet :** Accusé de réception complet – demande  
d'autorisation d'exploiter n° 4793

Beauvais, le 20 décembre 2024

Monsieur,

Vous avez déposé auprès de la direction départementale des territoires de l'Oise un dossier de demande d'autorisation d'exploiter conformément à l'article L331-2 du Code Rural et de la Pêche Maritime (CRPM). J'en accuse réception. **Votre dossier est enregistré complet le 05/12/2024** sous le numéro **4793**.

Vous envisagez d'exploiter les parcelles suivantes :

| Commune | Références cadastrales | Superficie       | Exploitant antérieur ou preneur en place |
|---------|------------------------|------------------|--|
| DARGIES | AD 60, 64, 65, 74, 105 | 05 ha 53 a 64 ca | Terres libres                            |
|         |                        | 05 ha 53 a 64 ca |  |

La direction départementale de territoires de l'Oise va procéder à l'instruction de votre dossier et pourra vous demander néanmoins des éléments techniques complémentaires.

J'appelle votre attention sur le fait qu'il vous est interdit d'exploiter avant le délai imparti à l'administration pour faire une éventuelle opposition à votre demande.

Le délai d'instruction de votre demande est de quatre mois, susceptible d'être prolongé à six mois, conformément à l'article R.331-6 du code rural et de la pêche maritime, à compter de la date mentionnée ci-dessus.

A défaut de notification d'une décision expresse au terme de ce délai, soit au plus tard, le **06/04/2025**, vous **bénéficierez d'une autorisation implicite d'exploiter** conformément à l'article R. 331-6 du code rural et de la pêche maritime.

Cette autorisation implicite pourra alors être contestée dans un délai de deux mois, soit par recours administratif, soit par recours contentieux auprès du Tribunal administratif d'Amiens ou via l'application Télérecours citoyen accessible sur le site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr) :

- Par son bénéficiaire à compter de la date ci-dessus ;
- Par tout tiers intéressé à compter de la date de publication la plus tardive : affichage en mairie ou recueil des actes administratifs.

Dans ce cas, vous aurez la possibilité de solliciter, auprès de la direction départementale des territoires de l'Oise une attestation, conformément aux dispositions de l'article L.232-3 du code des relations entre le public et l'administration.

Le service instructeur est chargé de procéder à la publication de votre demande qui sera affichée en Mairie de la commune où sont situés les biens ainsi que sur le site de la préfecture.

Vous serez informé de la date d'examen de votre dossier en cas de consultation de la Commission Départementale d'Orientation de l'Agriculture.

**J'attire votre attention sur le fait que le présent accusé de réception de votre demande ne vous autorise pas à mettre en valeur les parcelles qui en font l'objet.**

Je vous prie d'agréer, Monsieur, l'expression de ma considération distinguée.

Po/la Cheffe du Service de l'Economie Agricole  
La Responsable du Bureau Foncier Agricole et  
Territoires Ruraux



Sylvie HELBERT

Service de l'Economie Agricole  
Bureau Foncier Agricole et Territoires Ruraux  
N° référence : SEA/CD  
Vos références :  
Affaire suivie par : *christine.derraqi@oise.gouv.fr*  
*noemie.levert@oise.gouv.fr*  
Téléphone : 03 64 58 16 37  
03 64 58 16 43

Madame SACLEUX Julie  
2 C route de Forges les Eaux  
80290 LACHAPELLE

**Objet :** Accusé de réception complet – demande  
d'autorisation d'exploiter n° 4755

Beauvais, le 27 novembre 2024

Madame,

Vous avez déposé auprès de la direction départementale des territoires de l'Oise un dossier de demande d'autorisation d'exploiter conformément à l'article L331-2 du Code Rural et de la Pêche Maritime (CRPM). J'en accuse réception. **Votre dossier est enregistré complet le 01/11/2024** sous le numéro **4755**.

Vous envisagez d'exploiter les parcelles suivantes :

| Commune   | Références cadastrales | Superficie       | Exploitant antérieur ou preneur en place |
|-----------|------------------------|------------------|--|
| ABANCOURT | B 318, 823, 825        | 00 ha 33 a 77 ca | Terres libres                            |
|           |                        | 00 ha 33 a 77 ca |  |

La direction départementale de territoires de l'Oise va procéder à l'instruction de votre dossier et pourra vous demander néanmoins des éléments techniques complémentaires.

J'appelle votre attention sur le fait qu'il vous est interdit d'exploiter avant le délai imparti à l'administration pour faire une éventuelle opposition à votre demande.

Le délai d'instruction de votre demande est de quatre mois, susceptible d'être prolongé à six mois, conformément à l'article R.331-6 du code rural et de la pêche maritime, à compter de la date mentionnée ci-dessus.

A défaut de notification d'une décision expresse au terme de ce délai, soit au plus tard, le **02/03/2025**, vous **bénéficierez d'une autorisation implicite d'exploiter** conformément à l'article R. 331-6 du code rural et de la pêche maritime.

Cette autorisation implicite pourra alors être contestée dans un délai de deux mois, soit par recours administratif, soit par recours contentieux auprès du Tribunal administratif d'Amiens ou via l'application Télérecours citoyen accessible sur le site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr) :

- Par son bénéficiaire à compter de la date ci-dessus ;
- Par tout tiers intéressé à compter de la date de publication la plus tardive : affichage en mairie ou recueil des actes administratifs.

Dans ce cas, vous aurez la possibilité de solliciter, auprès de la direction départementale des territoires de l'Oise une attestation, conformément aux dispositions de l'article L.232-3 du code des relations entre le public et l'administration.

Le service instructeur est chargé de procéder à la publication de votre demande qui sera affichée en Mairie de la commune où sont situés les biens ainsi que sur le site de la préfecture.

Vous serez informée de la date d'examen de votre dossier en cas de consultation de la Commission Départementale d'Orientation de l'Agriculture.

**J'attire votre attention sur le fait que le présent accusé de réception de votre demande ne vous autorise pas à mettre en valeur les parcelles qui en font l'objet.**

Je vous prie d'agréer, Madame, l'expression de ma considération distinguée.

Po/la Cheffe du Service de l'Economie Agricole  
La Responsable du Bureau Foncier Agricole et  
Territoires Ruraux



Sylvie HELBERT

Service de l'Economie Agricole

SCEA BOIS DE LA MADELEINE

Bureau Foncier Agricole et Territoires Ruraux

16 rue de la forge

N° référence : SEA/CD

60440 BOISSY FRESNOY

Vos références :

Affaire suivie par : *christine.derraqi@oise.gouv.fr*  
*noemie.levert@oise.gouv.fr*

Téléphone : 03 64 58 16 37

03 64 58 16 43

Objet : Accusé de réception complet – demande  
d'autorisation d'exploiter n° 4813

Beauvais, le 26 décembre 2024

Messieurs,

Vous avez déposé auprès de la direction départementale des territoires de l'Oise un dossier de demande d'autorisation d'exploiter conformément à l'article L331-2 du Code Rural et de la Pêche Maritime (CRPM). J'en accuse réception. **Votre dossier est enregistré complet le 23/12/2024** sous le numéro **4813**.

Vous envisagez d'exploiter les parcelles suivantes :

| Commune            | Références cadastrales             | Superficie                           | Exploitant antérieur ou preneur en place |
|--------------------|------------------------------------|--------------------------------------|--|
| PEROY LES GOMBRIES | ZN 26, 27, 28, 29, 30, 31<br>ZM 45 | 01 ha 02 a 32 ca<br>02 ha 69 a 00 ca | EARL DE LA VACHE NOIRE                   |
|                    |                                    | 03 ha 71 a 32 ca                     |  |

La direction départementale de territoires de l'Oise va procéder à l'instruction de votre dossier et pourra vous demander néanmoins des éléments techniques complémentaires.

J'appelle votre attention sur le fait qu'il vous est interdit d'exploiter avant le délai imparti à l'administration pour faire une éventuelle opposition à votre demande.

Le délai d'instruction de votre demande est de quatre mois, susceptible d'être prolongé à six mois, conformément à l'article R.331-6 du code rural et de la pêche maritime, à compter de la date mentionnée ci-dessus.

A défaut de notification d'une décision expresse au terme de ce délai, soit au plus tard, le **24/04/2025**, vous **bénéficierez d'une autorisation implicite d'exploiter** conformément à l'article R. 331-6 du code rural et de la pêche maritime.

Cette autorisation implicite pourra alors être contestée dans un délai de deux mois, soit par recours administratif, soit par recours contentieux auprès du Tribunal administratif d'Amiens ou via l'application Télérecours citoyen accessible sur le site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr) :

- Par son bénéficiaire à compter de la date ci-dessus ;
- Par tout tiers intéressé à compter de la date de publication la plus tardive : affichage en mairie ou recueil des actes administratifs.

Dans ce cas, vous aurez la possibilité de solliciter, auprès de la direction départementale des territoires de l'Oise une attestation, conformément aux dispositions de l'article L.232-3 du code des relations entre le public et l'administration.

Le service instructeur est chargé de procéder à la publication de votre demande qui sera affichée en Mairie de la commune où sont situés les biens ainsi que sur le site de la préfecture.

Vous serez informés de la date d'examen de votre dossier en cas de consultation de la Commission Départementale d'Orientation de l'Agriculture.

**J'attire votre attention sur le fait que le présent accusé de réception de votre demande ne vous autorise pas à mettre en valeur les parcelles qui en font l'objet.**

Je vous prie d'agréer, Messieurs, l'expression de ma considération distinguée.

Po/la Cheffe du Service de l'Economie Agricole  
La Responsable du Bureau Foncier Agricole et  
Territoires Ruraux



Sylvie HELBERT

**Service de l'Économie Agricole**  
**Bureau Foncier Agricole et Territoires Ruraux**  
**N° référence : SEA/CD**  
**Vos références :**  
**Affaire suivie par :** *christine.derraqi@oise.gouv.fr*  
*noemie.levert@oise.gouv.fr*  
**Téléphone : 03 64 58 16 37**  
**03 64 58 16 43**

Monsieur CARON Hugo  
SCEA CARON  
10 rue de Nesle  
60310 BEAULIEU LES FONTAINES

**Objet :** Accusé de réception complet – demande  
d'autorisation d'exploiter n° **4807**

Beauvais, le 26 décembre 2024

Monsieur,

Vous avez déposé auprès de la direction départementale des territoires de l'Oise un dossier de demande d'autorisation d'exploiter conformément à l'article L331-2 du Code Rural et de la Pêche Maritime (CRPM). J'en accuse réception. **Votre dossier est enregistré complet le 20/12/2024** sous le numéro **4807**.

Vous envisagez d'exploiter les parcelles suivantes :

| Commune                | Références cadastrales   | Superficie   | Exploitant antérieur ou preneur en place |
|------------------------|--|--|--|
| BEAULIEU LES FONTAINES | ZA 8, 9, 11, 12, 26, 28, ZB 23, 26, 40, 59, 66, 70, 166, 170, 172, 175, ZD 8, 21, 33, 103, ZE 44<br>ZB 55, 137, 140, 147, 150, 153, 161<br>ZB 41, 42, ZD 34<br>ZA 14, ZB 29, 31, 67, 118, 141, 144, ZD 10, 25, 32, 41<br>ZD 11, 36, ZB 62, 171<br>ZB 33, 159<br>ZA 20, ZB 48<br>ZA 27, ZE 103<br>ZA 10, ZB 32, 68, 69, 154, ZD 38<br>ZA 5, 6, 22, ZD 23, ZC 4<br>ZA 23, ZB 22<br>ZB 24<br>ZA 13<br>ZD 39<br>ZB 30<br>C 6, H 33 | 40 ha 00 a 31 ca<br>04 ha 24 a 46 ca<br>04 ha 47 a 15 ca<br>08 ha 62 a 83 ca<br>01 ha 14 a 35 ca<br>03 ha 29 a 54 ca<br>08 ha 27 a 10 ca<br>12 ha 51 a 09 ca<br>09 ha 43 a 85 ca<br>10 ha 55 a 81 ca<br>10 ha 28 a 50 ca<br>01 ha 21 a 48 ca<br>00 ha 67 a 61 ca<br>00 ha 16 a 63 ca<br>00 ha 84 a 96 ca<br>00 ha 46 a 70 ca<br>00 ha 41 a 60 ca<br>00 ha 50 a 30 ca<br>05 ha 56 a 00 ca<br>00 ha 47 a 98 ca | SCEA CARON                               |
| ECUVILLY               | H 32<br>H 35<br>F 3, G 14<br>G 76  |  |  |

|        |  |  |  |
|--------|--|--|--|
| CANDOR | B 23<br>C 32, H 44, 58, 115<br>C 7, H 61<br>A 56, AC 4<br>B 28, C 79<br>H 126<br>ZD 25<br>F 98, ZB 70, ZH 96 | 02 ha 66 a 80 ca<br>01 ha 82 a 90 ca<br>00 ha 31 a 30 ca<br>01 ha 25 a 59 ca<br>01 ha 27 a 30 ca<br>03 ha 88 a 90 ca<br>01 ha 18 a 20 ca<br>02 ha 11 a 11 ca |  |
|        |  | 137 ha 70 a 35 ca  |  |

La direction départementale de territoires de l'Oise va procéder à l'instruction de votre dossier et pourra vous demander néanmoins des éléments techniques complémentaires.

J'appelle votre attention sur le fait qu'il vous est interdit d'exploiter avant le délai imparti à l'administration pour faire une éventuelle opposition à votre demande.

Le délai d'instruction de votre demande est de quatre mois, susceptible d'être prolongé à six mois, conformément à l'article R.331-6 du code rural et de la pêche maritime, à compter de la date mentionnée ci-dessus.

A défaut de notification d'une décision expresse au terme de ce délai, soit au plus tard, le **21/04/2025, vous bénéficierez d'une autorisation implicite d'exploiter** conformément à l'article R. 331-6 du code rural et de la pêche maritime.

Cette autorisation implicite pourra alors être contestée dans un délai de deux mois, soit par recours administratif, soit par recours contentieux auprès du Tribunal administratif d'Amiens ou via l'application Télérecours citoyen accessible sur le site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr) :

- Par son bénéficiaire à compter de la date ci-dessus ;
- Par tout tiers intéressé à compter de la date de publication la plus tardive : affichage en mairie ou recueil des actes administratifs.

Dans ce cas, vous aurez la possibilité de solliciter, auprès de la direction départementale des territoires de l'Oise une attestation, conformément aux dispositions de l'article L.232-3 du code des relations entre le public et l'administration.

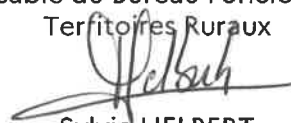
Le service instructeur est chargé de procéder à la publication de votre demande qui sera affichée en Mairie de la commune où sont situés les biens ainsi que sur le site de la préfecture.

Vous serez informé de la date d'examen de votre dossier en cas de consultation de la Commission Départementale d'Orientation de l'Agriculture.

**J'attire votre attention sur le fait que le présent accusé de réception de votre demande ne vous autorise pas à mettre en valeur les parcelles qui en font l'objet.**

Je vous prie d'agréer, Monsieur, l'expression de ma considération distinguée.

Po/la Cheffe du Service de l'Economie Agricole  
La Responsable du Bureau Foncier Agricole et  
Territoires Ruraux



Sylvie HELBERT



**PRÉFET  
DE L'OISE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction départementale  
des territoires**

**Service de l'Economie Agricole**

SCEA DE RYCKE

**Bureau Foncier Agricole et Territoires Ruraux**

4 grande rue

**N° référence : SEA/CD**

60860 VILLERS SUR BONNIERES

**Vos références :**

**Affaire suivie par :** *christine.derraqi@oise.gouv.fr*  
*noemie.levert@oise.gouv.fr*

**Téléphone : 03 64 58 16 37**

**03 64 58 16 43**

**Objet : Accusé de réception complet – demande  
d'autorisation d'exploiter n° 4815**

Beauvais, le 26 décembre 2024

Messieurs,

Vous avez déposé auprès de la direction départementale des territoires de l'Oise un dossier de demande d'autorisation d'exploiter conformément à l'article L331-2 du Code Rural et de la Pêche Maritime (CRPM). J'en accuse réception. **Votre dossier est enregistré complet le 24/12/2024** sous le numéro **4815**.

Vous envisagez d'exploiter les parcelles suivantes :

| Commune                    | Références cadastrales   | Superficie       | Exploitant antérieur ou preneur en place |
|----------------------------|--|------------------|--|
| OUDEUIL                    | ZB 7, 32, 33, ZD 7, 9  | 17 ha 77 a 20 ca | SCEA SYS                                 |
| LA NEUVILLE SUR<br>OUDEUIL | ZA 26, 27, 28, 29, 30, 34, ZB 2, 8, 10, 29, 40, 41, 42, 43,<br>ZC 27, ZD 11, 12, 50, ZE 21, 22 | 15 ha 33 a 75 ca |  |
|                            |  | 33 ha 10 a 95 ca |  |

La direction départementale de territoires de l'Oise va procéder à l'instruction de votre dossier et pourra vous demander néanmoins des éléments techniques complémentaires.

J'appelle votre attention sur le fait qu'il vous est interdit d'exploiter avant le délai imparti à l'administration pour faire une éventuelle opposition à votre demande.

Le délai d'instruction de votre demande est de quatre mois, susceptible d'être prolongé à six mois, conformément à l'article R.331-6 du code rural et de la pêche maritime, à compter de la date mentionnée ci-dessus.

A défaut de notification d'une décision expresse au terme de ce délai, soit au plus tard, le **25/04/2025**, vous **bénéficierez d'une autorisation implicite d'exploiter** conformément à l'article R. 331-6 du code rural et de la pêche maritime.

Cette autorisation implicite pourra alors être contestée dans un délai de deux mois, soit par recours administratif, soit par recours contentieux auprès du Tribunal administratif d'Amiens ou via l'application Télérecours citoyen accessible sur le site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr) :

- Par son bénéficiaire à compter de la date ci-dessus ;
- Par tout tiers intéressé à compter de la date de publication la plus tardive : affichage en mairie ou recueil des actes administratifs.

Dans ce cas, vous aurez la possibilité de solliciter, auprès de la direction départementale des territoires de l'Oise une attestation, conformément aux dispositions de l'article L.232-3 du code des relations entre le public et l'administration.

Le service instructeur est chargé de procéder à la publication de votre demande qui sera affichée en Mairie de la commune où sont situés les biens ainsi que sur le site de la préfecture.

Vous serez informés de la date d'examen de votre dossier en cas de consultation de la Commission Départementale d'Orientation de l'Agriculture.

**J'attire votre attention sur le fait que le présent accusé de réception de votre demande ne vous autorise pas à mettre en valeur les parcelles qui en font l'objet.**

Je vous prie d'agréer, Messieurs, l'expression de ma considération distinguée.

Po/la Cheffe du Service de l'Economie Agricole  
La Responsable du Bureau Foncier Agricole et  
Territoires Ruraux



Sylvie HELBERT

Service de l'Economie Agricole

SCEA ELIE

Bureau Foncier Agricole et Territoires Ruraux

9 route du pont d'Aincourt

N° référence : SEA/CD

60240 PARNES

Vos références :

Affaire suivie par : *christine.derraqi@oise.gouv.fr*  
*noemie.levert@oise.gouv.fr*

Téléphone : 03 64 58 16 37

03 64 58 16 43

**Objet : Accusé de réception complet – demande  
d'autorisation d'exploiter n° 4775**

Beauvais, le 27 novembre 2024

Monsieur,

Vous avez déposé auprès de la direction départementale des territoires de l'Oise un dossier de demande d'autorisation d'exploiter conformément à l'article L331-2 du Code Rural et de la Pêche Maritime (CRPM). J'en accuse réception. **Votre dossier est enregistré complet le 20/11/2024** sous le numéro **4775**.

Vous envisagez d'exploiter les parcelles suivantes :

| Commune                             | Références cadastrales | Superficie                           | Exploitant antérieur ou preneur en place |
|-------------------------------------|------------------------|--------------------------------------|--|
| PARNES<br>SAINT CLAIR SUR EPTE (95) | ZA 4, 5<br>ZD 5        | 07 ha 05 a 50 ca<br>00 ha 45 a 70 ca | EARL OURSEL                              |
|                                     |                        | 07 ha 51 a 20 ca                     |  |

La direction départementale de territoires de l'Oise va procéder à l'instruction de votre dossier et pourra vous demander néanmoins des éléments techniques complémentaires.

J'appelle votre attention sur le fait qu'il vous est interdit d'exploiter avant le délai imparti à l'administration pour faire une éventuelle opposition à votre demande.

Le délai d'instruction de votre demande est de quatre mois, susceptible d'être prolongé à six mois, conformément à l'article R.331-6 du code rural et de la pêche maritime, à compter de la date mentionnée ci-dessus.

A défaut de notification d'une décision expresse au terme de ce délai, soit au plus tard, le **21/03/2025**, vous **bénéficierez d'une autorisation implicite d'exploiter** conformément à l'article R. 331-6 du code rural et de la pêche maritime.

Cette autorisation implicite pourra alors être contestée dans un délai de deux mois, soit par recours administratif, soit par recours contentieux auprès du Tribunal administratif d'Amiens ou via l'application Télérecours citoyen accessible sur le site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr) :

- Par son bénéficiaire à compter de la date ci-dessus ;
- Par tout tiers intéressé à compter de la date de publication la plus tardive : affichage en mairie ou recueil des actes administratifs.

Dans ce cas, vous aurez la possibilité de solliciter, auprès de la direction départementale des territoires de l'Oise une attestation, conformément aux dispositions de l'article L.232-3 du code des relations entre le public et l'administration.

Le service instructeur est chargé de procéder à la publication de votre demande qui sera affichée en Mairie de la commune où sont situés les biens ainsi que sur le site de la préfecture.

Vous serez informé de la date d'examen de votre dossier en cas de consultation de la Commission Départementale d'Orientation de l'Agriculture.

**J'attire votre attention sur le fait que le présent accusé de réception de votre demande ne vous autorise pas à mettre en valeur les parcelles qui en font l'objet.**

Je vous prie d'agréer, Monsieur, l'expression de ma considération distinguée.

Po/la Cheffe du Service de l'Economie Agricole  
La Responsable du Bureau Foncier Agricole et  
Territoires Ruraux



Sylvie HELBERT

**Service de l'Economie Agricole**  
**Bureau Foncier Agricole et Territoires Ruraux**  
**N° référence : SEA/CD**  
**Vos références :**  
**Affaire suivie par :** *christine.derraqi@oise.gouv.fr*  
*noemie.levert@oise.gouv.fr*  
**Téléphone : 03 64 58 16 37**  
**03 64 58 16 43**

Madame LEFEVRE Virginie  
SCEA LEFEVRE  
224 rue de Compiègne  
60130 LE PLESSIER SUR SAINT-JUST

**Objet :** Accusé de réception complet – demande  
d'autorisation d'exploiter n° **4782**

Beauvais, le 20 décembre 2024

Madame,

Vous avez déposé auprès de la direction départementale des territoires de l'Oise un dossier de demande d'autorisation d'exploiter conformément à l'article L331-2 du Code Rural et de la Pêche Maritime (CRPM). J'en accuse réception. **Votre dossier est enregistré complet le 25/11/2024** sous le numéro **4782**.

Vous envisagez d'exploiter les parcelles suivantes :

| Commune                    | Références cadastrales   | Superficie  | Exploitant antérieur ou preneur en place |
|----------------------------|--|---|--|
| LE PLESSIER<br>SUR ST JUST | D 4, 5<br>B 21, 22, 104, 171<br>A 5, 178, 353, B 65, 118, 382, 383, 459, 465, 700, 720, C 43, AE 30, 33, 39, 627<br>A 3, 169, 306, 322, 369, 370, B 61, 94, 110, 165, 168, 248, ZB 7, 14<br>A 17, 101, 136, 160, 197, B 10, 12, 13, 27, 28, 56, 85, 90, 154, 343, 374, 840, C 49<br>B 88, 347<br>A 22<br>B 84<br>B 156, 251<br>A 6<br>A 25, 39, 44, 106, 108, 126, 131, 132, 133, 141, 166, 180, B 67, 68, 71, 113, 114,<br>121, 133, 134, 249, 252, 345, 367, 386, 387, C 51, ZB 9<br>A 107, 125, 170, 172, 174, 176, 177, 179, 351, 387, 390, 391, 392, 393, 394, 395,<br>399, 400, 401, 402, 403, 404, 405, 406, 407, 408, 409, 410, 411, B 8, 25, 26, 64,<br>128, 132, 148, 151, 155, 342, 373, 375, 384, 385, 677, 855, 856, 857, 858, 859,<br>860, 861, 862, 863, 864, 865, 866, 867, 868, 869, 870, 871, 872, 873, 875, 876,<br>C 53, 341, 342, 343, 344, 358, ZB 8<br>A 164, B 150, 153, 158, 159, 160, 636, 670<br>A 104<br>B 346<br>A 379, 380, 381, ZB 11<br>A 43, 96, 124, 144, 168, 171, 173, 187, 193, 354, B 23, 24, 146, C 41, 46, ZB 12 | 01 ha 44 a 79 ca<br>00 ha 67 a 44 ca<br>09 ha 69 a 74 ca<br>03 ha 79 a 79 ca<br>03 ha 13 a 42 ca<br>00 ha 18 a 40 ca<br>00 ha 16 a 32 ca<br>01 ha 65 a 05 ca<br>00 ha 35 a 57 ca<br>00 ha 25 a 41 ca<br><br>11 ha 64 a 41 ca<br><br>231 ha 44 a 87 ca<br>02 ha 85 a 87 ca<br>00 ha 51 a 50 ca<br>00 ha 06 a 37 ca<br>00 ha 89 a 56 ca<br>03 ha 83 a 77 ca | SCEA LEFEVRE                             |

|                        |   |  |  |
|------------------------|---|--|--|
| ST JUST EN<br>CHAUSSEE | AE 35<br>AE 20, 29<br>AE 36, 387<br>AE 19, 632              | 00 ha 26 a 27 ca<br>01 ha 59 a 53 ca<br>03 ha 34 a 54 ca<br>01 ha 04 a 31 ca |  |
| VALESCOURT             | AE 30, 31, 32, 33, 39, 395, 399, 403, 627, 630, 635<br>ZC 4 | 01 ha 34 a 21 ca<br>00 ha 00 a 23 ca   |  |
| RAVENEL                | ZC 3, 65<br>ZL 1, 2, 9                                      | 05 ha 37 a 90 ca<br>25 ha 31 a 20 ca   |  |
|                        |   | 310 ha 90 a 47 ca  |  |

La direction départementale de territoires de l'Oise va procéder à l'instruction de votre dossier et pourra vous demander néanmoins des éléments techniques complémentaires.

J'appelle votre attention sur le fait qu'il vous est interdit d'exploiter avant le délai imparti à l'administration pour faire une éventuelle opposition à votre demande.

Le délai d'instruction de votre demande est de quatre mois, susceptible d'être prolongé à six mois, conformément à l'article R.331-6 du code rural et de la pêche maritime, à compter de la date mentionnée ci-dessus.

A défaut de notification d'une décision expresse au terme de ce délai, soit au plus tard, le **26/03/2025, vous bénéficierez d'une autorisation implicite d'exploiter** conformément à l'article R. 331-6 du code rural et de la pêche maritime.

Cette autorisation implicite pourra alors être contestée dans un délai de deux mois, soit par recours administratif, soit par recours contentieux auprès du Tribunal administratif d'Amiens ou via l'application Télérecours citoyen accessible sur le site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr) :

- Par son bénéficiaire à compter de la date ci-dessus ;
- Par tout tiers intéressé à compter de la date de publication la plus tardive : affichage en mairie ou recueil des actes administratifs.

Dans ce cas, vous aurez la possibilité de solliciter, auprès de la direction départementale des territoires de l'Oise une attestation, conformément aux dispositions de l'article L.232-3 du code des relations entre le public et l'administration.

Le service instructeur est chargé de procéder à la publication de votre demande qui sera affichée en Mairie de la commune où sont situés les biens ainsi que sur le site de la préfecture.

Vous serez informée de la date d'examen de votre dossier en cas de consultation de la Commission Départementale d'Orientation de l'Agriculture.

**J'attire votre attention sur le fait que le présent accusé de réception de votre demande ne vous autorise pas à mettre en valeur les parcelles qui en font l'objet.**

Je vous prie d'agréer, Madame, l'expression de ma considération distinguée.

Po/la Cheffe du Service de l'Economie Agricole  
La Responsable du Bureau Foncier Agricole et  
Territoires Ruraux



Sylvie HELBERT

**Service de l'Economie Agricole**  
**Bureau Foncier Agricole et Territoires Ruraux**  
**N° référence : SEA/CD**  
**Vos références :**  
**Affaire suivie par :** *christine.derraji@oise.gouv.fr*  
*noemie.levert@oise.gouv.fr*  
**Téléphone : 03 64 58 16 37**  
**03 64 58 16 43**

Monsieur DELACOUR Hugues-Antoine  
SCEA LES CHAMPS BIO  
  
Ferme de Touvent  
  
60350 MOULIN SOUS TOUVENT

**Objet :** Accusé de réception complet – demande  
d'autorisation d'exploiter n° 4753

Beauvais, le 27 novembre 2024

Monsieur,

Vous avez déposé auprès de la direction départementale des territoires de l'Oise un dossier de demande d'autorisation d'exploiter conformément à l'article L331-2 du Code Rural et de la Pêche Maritime (CRPM). J'en accuse réception. **Votre dossier est enregistré complet le 30/10/2024** sous le numéro **4753**.

Vous envisagez d'exploiter les parcelles suivantes :

| Commune             | Références cadastrales  | Superficie   | Exploitant antérieur ou preneur en place |
|---------------------|---|--|--|
| MOULIN SOUS TOUVENT | H 64<br>F 26, 27, 32, 41, 45, 136<br>C 44, D 502, 505, 532, 533, ZA 6<br>F 46, H 7, 9, 10, 11, 12, 16, 17, 18, 19, 24, 33, 37, 38,<br>43, 44, 46, 47, 48, 59, 63, 70, 71, 84, ZA 4, 5 | 11 ha 59 a 60 ca<br>64 ha 52 a 77 ca<br>10 ha 23 a 72 ca<br>37 ha 91 a 22 ca | SCEA LES CHAMPS BIO                      |
|                     |   | 124 ha 27 a 31 ca  |  |

La direction départementale de territoires de l'Oise va procéder à l'instruction de votre dossier et pourra vous demander néanmoins des éléments techniques complémentaires.

J'appelle votre attention sur le fait qu'il vous est interdit d'exploiter avant le délai imparti à l'administration pour faire une éventuelle opposition à votre demande.

Le délai d'instruction de votre demande est de quatre mois, susceptible d'être prolongé à six mois, conformément à l'article R.331-6 du code rural et de la pêche maritime, à compter de la date mentionnée ci-dessus.

A défaut de notification d'une décision expresse au terme de ce délai, soit au plus tard, le **01/03/2025**, vous **bénéficierez d'une autorisation implicite d'exploiter** conformément à l'article R. 331-6 du code rural et de la pêche maritime.

Cette autorisation implicite pourra alors être contestée dans un délai de deux mois, soit par recours administratif, soit par recours contentieux auprès du Tribunal administratif d'Amiens ou via l'application Télérecours citoyen accessible sur le site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr) :

- Par son bénéficiaire à compter de la date ci-dessus ;
- Par tout tiers intéressé à compter de la date de publication la plus tardive : affichage en mairie ou recueil des actes administratifs.

Dans ce cas, vous aurez la possibilité de solliciter, auprès de la direction départementale des territoires de l'Oise une attestation, conformément aux dispositions de l'article L.232-3 du code des relations entre le public et l'administration.

Le service instructeur est chargé de procéder à la publication de votre demande qui sera affichée en Mairie de la commune où sont situés les biens ainsi que sur le site de la préfecture.

Vous serez informé de la date d'examen de votre dossier en cas de consultation de la Commission Départementale d'Orientation de l'Agriculture.

**J'attire votre attention sur le fait que le présent accusé de réception de votre demande ne vous autorise pas à mettre en valeur les parcelles qui en font l'objet.**

Je vous prie d'agréer, Monsieur, l'expression de ma considération distinguée.

Po/la Cheffe du Service de l'Economie Agricole  
La Responsable du Bureau Foncier Agricole et  
Territoires Ruraux



Sylvie HELBERT

Service de l'Économie Agricole

SCEA RMG

Bureau Foncier Agricole et Territoires Ruraux

2 chemin croisé

N° référence : SEA/CD

80134 HANGEST EN SANTERRE

Vos références :

Affaire suivie par : *christine.derraqi@oise.gouv.fr*  
*noemie.levert@oise.gouv.fr*

Téléphone : 03 64 58 16 37

03 64 58 16 43

**Objet : Accusé de réception complet – demande  
d'autorisation d'exploiter n° 4761**

Beauvais, le 9 décembre 2024

**ANNULE ET REMPLACE NOTRE COURRIER DU 27/11/2024**

Monsieur,

Vous avez déposé auprès de la direction départementale des territoires de l'Oise un dossier de demande d'autorisation d'exploiter conformément à l'article L331-2 du Code Rural et de la Pêche Maritime (CRPM). J'en accuse réception. **Votre dossier est enregistré complet le 07/11/2024** sous le numéro **4761**.

Vous envisagez d'exploiter les parcelles suivantes :

| Commune           | Références cadastrales   | Superficie   | Exploitant antérieur ou preneur en place |
|-------------------|--|--|--|
| CHEPOIX           | ZO 1<br>ZI 11, 12<br>ZH 18, 19, 21, 22, 23, ZI 9, ZK 13, ZN 24, ZO 51, 52                          | 01 ha 33 a 00 ca<br>02 ha 62 a 95 ca<br>16 ha 65 a 80 ca | EARL MAZAND                              |
| BONVILLERS        | ZO 28, ZH 20<br>B 134  | 02 ha 50 a 10 ca<br>00 ha 18 a 05 ca                     |  |
| BACOUEL           | ZE 29<br>ZC 15   | 01 ha 23 a 95 ca<br>00 ha 07 a 10 ca                     |  |
|                   | Y 57, 150, Z 15, ZC 14<br>ZC 21  | 07 ha 72 a 74 ca<br>00 ha 56 a 20 ca                     |  |
|                   | A 981, C 24<br>ZE 3, ZA 14, ZB 29  | 00 ha 16 a 63 ca<br>09 ha 03 a 02 ca                     |  |
|                   | A 978, 979, 980, 987, 992, 993, 994, 995, 1164, 1214, 1207, ZE 4,<br>114, 119, ZA 13, ZC 13, ZE 39 | 08 ha 39 a 61 ca<br>13 ha 16 a 75 ca                     |  |
| BEAUVOIR          | C 28, 29, 37, 40, 50, 51, Z 40, ZE 2<br>ZC 14  | 02 ha 45 a 00 ca   |  |
| BONNEUIL LES EAUX | ZI 45  | 05 ha 79 a 60 ca   |  |
| PAILLART          | ZB 8, 9, ZC 28, 29, ZE 16, 17, ZM 4, 5, ZN 18<br>ZB 11   | 23 ha 09 a 80 ca<br>06 ha 04 a 50 ca                     |  |
|                   |  | 101 ha 04 a 80 ca  |  |

La direction départementale de territoires de l'Oise va procéder à l'instruction de votre dossier et pourra vous demander néanmoins des éléments techniques complémentaires.

J'appelle votre attention sur le fait qu'il vous est interdit d'exploiter avant le délai imparti à l'administration pour faire une éventuelle opposition à votre demande.

Le délai d'instruction de votre demande est de quatre mois, susceptible d'être prolongé à six mois, conformément à l'article R.331-6 du code rural et de la pêche maritime, à compter de la date mentionnée ci-dessus.

A défaut de notification d'une décision expresse au terme de ce délai, soit au plus tard, le **08/03/2025, vous bénéficierez d'une autorisation implicite d'exploiter** conformément à l'article R. 331-6 du code rural et de la pêche maritime.

Cette autorisation implicite pourra alors être contestée dans un délai de deux mois, soit par recours administratif, soit par recours contentieux auprès du Tribunal administratif d'Amiens ou via l'application Télérecours citoyen accessible sur le site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr) :

- Par son bénéficiaire à compter de la date ci-dessus ;
- Par tout tiers intéressé à compter de la date de publication la plus tardive : affichage en mairie ou recueil des actes administratifs.

Dans ce cas, vous aurez la possibilité de solliciter, auprès de la direction départementale des territoires de l'Oise une attestation, conformément aux dispositions de l'article L.232-3 du code des relations entre le public et l'administration.


Le service instructeur est chargé de procéder à la publication de votre demande qui sera affichée en Mairie de la commune où sont situés les biens ainsi que sur le site de la préfecture.

Vous serez informé de la date d'examen de votre dossier en cas de consultation de la Commission Départementale d'Orientation de l'Agriculture.

**J'attire votre attention sur le fait que le présent accusé de réception de votre demande ne vous autorise pas à mettre en valeur les parcelles qui en font l'objet.**

Je vous prie d'agréer, Monsieur, l'expression de ma considération distinguée.

Po/la Cheffe du Service de l'Economie Agricole  
La Responsable du Bureau Foncier Agricole et  
Territoires Ruraux



Sylvie HELBERT



**PRÉFET  
DE L'OISE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction départementale  
des territoires**

**Service de l'Economie Agricole**

Monsieur VREVEN Olivier

**Bureau Foncier Agricole et Territoires Ruraux**

324 rue Etienne Dolet

**N° référence : SEA/CD**

60700 SACY LE GRAND

**Vos références :**

**Affaire suivie par :** *christine.derraji@oise.gouv.fr*  
*noemie.levert@oise.gouv.fr*

**Téléphone : 03 64 58 16 37**

**03 64 58 16 43**

**Objet : Accusé de réception complet – demande  
d'autorisation d'exploiter n° 4812**

Beauvais, le 26 décembre 2024

Monsieur,

Vous avez déposé auprès de la direction départementale des territoires de l'Oise un dossier de demande d'autorisation d'exploiter conformément à l'article L331-2 du Code Rural et de la Pêche Maritime (CRPM). J'en accuse réception. **Votre dossier est enregistré complet le 23/12/2024** sous le numéro **4812**.

Vous envisagez d'exploiter les parcelles suivantes :

| Commune       | Références cadastrales  | Superficie   | Exploitant antérieur ou preneur en place |
|---------------|---|--|--|
| SACY LE GRAND | ZD 4<br>AB 841<br>AB 227, 839, AC 159, 160, 161, AE 48, 113, AL 113, 117, 205,<br>ZD 1, ZH 31 | 00 ha 15 a 80 ca<br>00 ha 03 a 34 ca<br>02 ha 68 a 09 ca | VREVEN Michel                            |
|               |   | 02 ha 87 a 23 ca   |  |

La direction départementale de territoires de l'Oise va procéder à l'instruction de votre dossier et pourra vous demander néanmoins des éléments techniques complémentaires.

J'appelle votre attention sur le fait qu'il vous est interdit d'exploiter avant le délai imparti à l'administration pour faire une éventuelle opposition à votre demande.

Le délai d'instruction de votre demande est de quatre mois, susceptible d'être prolongé à six mois, conformément à l'article R.331-6 du code rural et de la pêche maritime, à compter de la date mentionnée ci-dessus.

A défaut de notification d'une décision expresse au terme de ce délai, soit au plus tard, le **24/04/2025**, vous bénéficierez d'une autorisation implicite d'exploiter conformément à l'article R. 331-6 du code rural et de la pêche maritime.

Cette autorisation implicite pourra alors être contestée dans un délai de deux mois, soit par recours administratif, soit par recours contentieux auprès du Tribunal administratif d'Amiens ou via l'application Télérecours citoyen accessible sur le site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr) :

- Par son bénéficiaire à compter de la date ci-dessus ;
- Par tout tiers intéressé à compter de la date de publication la plus tardive : affichage en mairie ou recueil des actes administratifs.

Dans ce cas, vous aurez la possibilité de solliciter, auprès de la direction départementale des territoires de l'Oise une attestation, conformément aux dispositions de l'article L.232-3 du code des relations entre le public et l'administration.

Le service instructeur est chargé de procéder à la publication de votre demande qui sera affichée en Mairie de la commune où sont situés les biens ainsi que sur le site de la préfecture.

Vous serez informé de la date d'examen de votre dossier en cas de consultation de la Commission Départementale d'Orientation de l'Agriculture.

**J'attire votre attention sur le fait que le présent accusé de réception de votre demande ne vous autorise pas à mettre en valeur les parcelles qui en font l'objet.**

Je vous prie d'agréer, Monsieur, l'expression de ma considération distinguée.

Po/la Cheffe du Service de l'Economie Agricole  
La Responsable du Bureau Foncier Agricole et  
Territoires Ruraux



Sylvie HELBERT

**Service de l'Economie Agricole**  
**Bureau Foncier Agricole et Territoires Ruraux**  
**N° référence : SEA/CD**  
**Vos références :**  
**Affaire suivie par :** *christine.derraqi@oise.gouv.fr*  
*noemie.levert@oise.gouv.fr*  
**Téléphone : 03 64 58 16 37**  
**03 64 58 16 43**

Monsieur DELACOUR Hugues-Antoine  
SCEA FAROUX  
Ferme de Touvent  
60350 MOULIN SOUS TOUVENT

**Objet :** Accusé de réception complet – demande  
d'autorisation d'exploiter n° **4780**

Beauvais, le 20 décembre 2024

Monsieur,

Vous avez déposé auprès de la direction départementale des territoires de l'Oise un dossier de demande d'autorisation d'exploiter conformément à l'article L331-2 du Code Rural et de la Pêche Maritime (CRPM). J'en accuse réception. **Votre dossier est enregistré complet le 25/11/2024** sous le numéro **4780**.

Vous envisagez d'exploiter les parcelles suivantes :

| Commune               | Références cadastrales   | Superficie   | Exploitant antérieur ou preneur en place |
|-----------------------|--|--|--|
| BERNEUIL<br>SUR AISNE | <b>E</b> 299, <b>AE</b> 323, 324, <b>AI</b> 180, 181, 183, 189, 200, 220, <b>AK</b> 95, 209, 213, 215, 217, <b>AL</b> 213, 318, 323, 348, 359, <b>AN</b> 219, <b>AO</b> 261, 360, <b>AP</b> 125, 128(part), 131, 132, 133, 134, 135, <b>AR</b> 148, 149, 150, <b>ZA</b> 20, 23, 24, 25, 42, 50, 70, 86, <b>ZB</b> 3, 4, 5, 7, 9, 10, 11, 12, 13, 14, 21, 22, 23, 24, 25, 34, 40, 41, 42, 43, 44, 46, 47, 48, <b>ZC</b> 16, 17, 22, 23, 25, 26, 27, 28, 29, 32, 33, <b>ZD</b> 3, 4, 5, <b>ZE</b> 1, 2, 3, 4, 5, 8, 31, 32<br><b>AI</b> 175, <b>AL</b> 358, <b>ZB</b> 8, 19, <b>ZC</b> 42<br><b>ZA</b> 19<br><b>ZC</b> 30<br><b>ZB</b> 15, 45<br><b>ZA</b> 84, <b>ZB</b> 6, <b>ZE</b> 6<br><b>AP</b> 130 | 97 ha 52 a 74 ca<br>03 ha 82 a 12 ca<br>00 ha 99 a 40 ca<br>00 ha 17 a 10 ca<br>00 ha 44 a 40 ca<br>02 ha 57 a 00 ca<br>00 ha 28 a 00 ca<br>00 ha 09 a 46 ca<br>05 ha 61 a 90 ca<br>01 ha 95 a 40 ca<br>02 ha 80 a 40 ca | SCEA FAROUX                              |
| ATTICHY               | <b>AI</b> 232<br><b>ZK</b> 3, 5, 6, 7, 8, 9, 11<br><b>ZK</b> 3, 12<br><b>ZC</b> 3  |  |  |
|                       |  | 116 ha 27 a 92 ca  |  |

La direction départementale de territoires de l'Oise va procéder à l'instruction de votre dossier et pourra vous demander néanmoins des éléments techniques complémentaires.

J'appelle votre attention sur le fait qu'il vous est interdit d'exploiter avant le délai imparti à l'administration pour faire une éventuelle opposition à votre demande.

Le délai d'instruction de votre demande est de quatre mois, susceptible d'être prolongé à six mois, conformément à l'article R.331-6 du code rural et de la pêche maritime, à compter de la date mentionnée ci-dessus.

A défaut de notification d'une décision expresse au terme de ce délai, soit au plus tard, le **26/03/2025, vous bénéficierez d'une autorisation implicite d'exploiter** conformément à l'article R. 331-6 du code rural et de la pêche maritime.

Cette autorisation implicite pourra alors être contestée dans un délai de deux mois, soit par recours administratif, soit par recours contentieux auprès du Tribunal administratif d'Amiens ou via l'application Télérecours citoyen accessible sur le site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr) :

- Par son bénéficiaire à compter de la date ci-dessus ;
- Par tout tiers intéressé à compter de la date de publication la plus tardive : affichage en mairie ou recueil des actes administratifs.

Dans ce cas, vous aurez la possibilité de solliciter, auprès de la direction départementale des territoires de l'Oise une attestation, conformément aux dispositions de l'article L.232-3 du code des relations entre le public et l'administration.

Le service instructeur est chargé de procéder à la publication de votre demande qui sera affichée en Mairie de la commune où sont situés les biens ainsi que sur le site de la préfecture.

Vous serez informé de la date d'examen de votre dossier en cas de consultation de la Commission Départementale d'Orientation de l'Agriculture.

**J'attire votre attention sur le fait que le présent accusé de réception de votre demande ne vous autorise pas à mettre en valeur les parcelles qui en font l'objet.**

Je vous prie d'agréer, Monsieur, l'expression de ma considération distinguée.

Po/la Cheffe du Service de l'Economie Agricole  
La Responsable du Bureau Foncier Agricole et  
Territoires Ruraux



Sylvie HELBERT

**Service de l'Economie Agricole**  
**Bureau Foncier Agricole et Territoires Ruraux**  
**N° référence : SEA/CD**  
**Vos références :**  
**Affaire suivie par :** *christine.derraqi@oise.gouv.fr*  
*noemie.levert@oise.gouv.fr*  
**Téléphone : 03 64 58 16 37**  
**03 64 58 16 43**

Monsieur DRACH Thomas  
SCEA FANTAUZZI  
Ferme de Corbeaulieu  
60280 VENETTE

**Objet :** Accusé de réception complet – demande  
d'autorisation d'exploiter n° **4766**

Beauvais, le 27 novembre 2024

Monsieur,

Vous avez déposé auprès de la direction départementale des territoires de l'Oise un dossier de demande d'autorisation d'exploiter conformément à l'article L331-2 du Code Rural et de la Pêche Maritime (CRPM). J'en accuse réception. **Votre dossier est enregistré complet le 18/11/2024 sous le numéro 4766.**

Vous envisagez d'exploiter les parcelles suivantes :

| Commune              | Références cadastrales  | Superficie        | Exploitant antérieur ou preneur en place |
|----------------------|---|-------------------|--|
| BAUGY                | ZD 8  | 02 ha 45 a 80 ca  | SCEA FANTAUZZI                           |
| BRAISNES             | ZE 2, 3, ZG 2, ZI 39  | 181 ha 41 a 60 ca |  |
|                      | ZC 3  | 01 ha 05 a 05 ca  |  |
|                      | ZC 19   | 11 ha 82 a 00 ca  |  |
|                      | AD 11   | 01 ha 64 a 55 ca  |  |
| COUDUN               | A 390, 432, 439, C 2, 1464, ZA 1, ZB 1, 7, ZC 1, 29, ZI 3           | 111 ha 44 a 91 ca |  |
|                      | C 7   | 00 ha 32 a 05 ca  |  |
|                      | ZA 2, ZB 4, ZC 3, 9, 10, 11, ZH 18, ZI 21, 27                       | 31 ha 56 a 37 ca  |  |
|                      | ZB 2T, 11, 12, 13, ZC 2, 7, ZD 1, 3, ZE 9, 70, 72, 82, 84, ZI 2, 25 | 61 ha 15 a 92 ca  |  |
|                      | ZB 6  | 00 ha 06 a 25 ca  |  |
|                      | ZB 8, 15, ZC 30, 44, ZD 2, ZE 10, 40, ZH 39                         | 91 ha 98 a 73 ca  |  |
|                      | ZC 4  | 00 ha 10 a 60 ca  |  |
|                      | ZC 5  | 00 ha 05 a 30 ca  |  |
|                      | ZC 6  | 02 ha 12 a 20 ca  |  |
|                      | ZC 13   | 00 ha 22 a 85 ca  |  |
|                      | ZE 3  | 00 ha 57 a 00 ca  |  |
|                      | ZE 4  | 02 ha 29 a 60 ca  |  |
|                      | ZE 102  | 00 ha 28 a 84 ca  |  |
|                      | ZH 3  | 09 ha 98 a 30 ca  |  |
|                      | ZH 16, ZI 1, 14, 15   | 98 ha 35 a 73 ca  |  |
|                      | ZH 17   | 01 ha 40 a 20 ca  |  |
|                      | ZI 22   | 04 ha 00 a 73 ca  |  |
|                      | ZI 29   | 00 ha 21 a 47 ca  |  |
| LACHELLE             | ZC 16   | 02 ha 41 a 00 ca  |  |
|                      | ZC 42, 44, ZL 7   | 41 ha 67 a 41 ca  |  |
| MARGNY LES COMPIEGNE | ZH 22, ZI 10  | 42 ha 29 a 37 ca  |  |

|         |   |  |  |
|---------|---|--|--|
| VENETTE | ZH 24, ZI 3, 8, ZK 7<br>ZI 7<br>ZK 1<br>ZK 2<br>ZK 3<br>ZK 8<br>ZK 10<br>ZK 11, 12<br>ZK 13<br>ZK 14<br>ZC 28<br>ZC 30<br>ZD 4, 5, 12, 16, 17, 18, 19, 28, 29<br>ZE 1 | 89 ha 21 a 09 ca<br>14 ha 81 a 91 ca<br>00 ha 63 a 45 ca<br>04 ha 20 a 83 ca<br>02 ha 50 a 93 ca<br>00 ha 58 a 00 ca<br>01 ha 03 a 53 ca<br>01 ha 81 a 78 ca<br>01 ha 38 a 37 ca<br>04 ha 24 a 32 ca<br>35 ha 38 a 42 ca<br>02 ha 61 a 40 ca<br>44 ha 38 a 63 ca<br>04 ha 86 a 22 ca |  |
|         |   | 908 ha 62 a 71 ca  |  |

La direction départementale de territoires de l'Oise va procéder à l'instruction de votre dossier et pourra vous demander néanmoins des éléments techniques complémentaires.

J'appelle votre attention sur le fait qu'il vous est interdit d'exploiter avant le délai imparti à l'administration pour faire une éventuelle opposition à votre demande.

Le délai d'instruction de votre demande est de quatre mois, susceptible d'être prolongé à six mois, conformément à l'article R.331-6 du code rural et de la pêche maritime, à compter de la date mentionnée ci-dessus.

A défaut de notification d'une décision expresse au terme de ce délai, soit au plus tard, le **19/03/2025, vous bénéficierez d'une autorisation implicite d'exploiter** conformément à l'article R. 331-6 du code rural et de la pêche maritime.

Cette autorisation implicite pourra alors être contestée dans un délai de deux mois, soit par recours administratif, soit par recours contentieux auprès du Tribunal administratif d'Amiens ou via l'application Télérecours citoyen accessible sur le site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr) :

- Par son bénéficiaire à compter de la date ci-dessus ;
- Par tout tiers intéressé à compter de la date de publication la plus tardive : affichage en mairie ou recueil des actes administratifs.

Dans ce cas, vous aurez la possibilité de solliciter, auprès de la direction départementale des territoires de l'Oise une attestation, conformément aux dispositions de l'article L.232-3 du code des relations entre le public et l'administration.

Le service instructeur est chargé de procéder à la publication de votre demande qui sera affichée en Mairie de la commune où sont situés les biens ainsi que sur le site de la préfecture.

Vous serez informé de la date d'examen de votre dossier en cas de consultation de la Commission Départementale d'Orientation de l'Agriculture.

**J'attire votre attention sur le fait que le présent accusé de réception de votre demande ne vous autorise pas à mettre en valeur les parcelles qui en font l'objet.**

Je vous prie d'agréer, Monsieur, l'expression de ma considération distinguée.

Po/la Cheffe du Service de l'Economie Agricole  
La Responsable du Bureau Foncier Agricole et  
Territoires Ruraux

  
Sylvie HELBERT



**PRÉFET  
DE LA RÉGION  
HAUTS-DE-FRANCE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction régionale de l'environnement, de  
l'aménagement et du logement**

## **DÉCISION**

### **Ordonnancement secondaire**

#### **Abroge et remplace la décision du 02 juillet 2025**

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;

Vu le décret n° 2009-235 en date du 27 février 2009 relatif à l'organisation et aux missions des directions régionales de l'environnement, de l'aménagement et du logement ;

Vu l'arrêté ministériel du 24 janvier 2023 nommant monsieur Julien LABIT, directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement des Hauts-de-France ;

Vu l'arrêté préfectoral du 17 janvier 2025 portant délégation de signature, en matière d'ordonnancement secondaire, à monsieur Julien LABIT, directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement des Hauts-de-France ;

Vu la convention du 06 février 2025 entre la DREAL Hauts-de-France et de l'ASNR relative au BOP 235

Sur proposition du directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement des Hauts-de-France ;

### Article 1

Subdélégation de signature est donnée à la directrice adjointe et aux directeurs adjoints :

- Madame Florence CLERMONT-BROUILLET
- Monsieur Matthieu DEWAS
- Monsieur Nicolas MORBE

pour l'exercice de responsable de BOP délégué, à l'effet de recevoir et de répartir après validation du responsable de BOP les crédits des BOP, et pour l'exercice d'ordonnateur secondaire, à l'effet de signer toutes pièces nécessaires à l'engagement et la liquidation des dépenses et des recettes, selon l'ensemble des dispositions prévues dans l'arrêté susvisé du préfet, sur les missions et les budgets opérationnels de programmes (BOP) indiqués à ses articles 1, 2, et 3 pour les commandes d'achats, les marchés de travaux, fournitures et services, ainsi que pour les actes attributifs de subventions.

## Article 2

Subdélégation de signature est donnée à madame Christelle FOSSIER, Secrétaire Générale, monsieur Christophe ISORÉ, chargé de mission budgétaire ZGE, madame OUSTRIC Emilie, cheffe de pôle pilotage et missions transverses, madame Véronique ZIEMBA, adjointe à la cheffe du pôle financier, immobilier et moyens généraux, pour l'exercice de responsable de BOP délégué, à l'effet de recevoir et répartir après validation du responsable de BOP les crédits des BOP indiqués à l'article 1<sup>er</sup> de l'arrêté susvisé du préfet.

## Article 3

Subdélégation de signature est donnée aux agents désignés dans le tableau ci-après :

à l'effet de recevoir les crédits, et de signer dans le cadre de leurs attributions et compétences et avec l'obligation de se conformer aux programmations arrêtées par l'autorité compétente, les demandes et actes d'engagement juridique, l'ensemble des actes nécessaires à la passation des marchés, les décomptes généraux et définitifs, dans la limite des périmètres, des seuils indiqués.

à l'effet de signer les pièces suivantes nécessaires à la liquidation des recettes et des dépenses, dans la limite des seuils et des restrictions indiqués, les certificats administratifs (sans seuil), les constatations de service fait (sans seuil), les états d'acompte (sans seuil).

Les personnes suivantes sont autorisées à valider via le progiciel Chorus Formulaire toutes demandes en lien avec l'engagement juridique, la constatation de service fait, le paiement ainsi que la transmission des ordres de payer flux 3 et 4.

Les personnes suivantes sont autorisées à valider sous l'application Chorus-DT :

- le transfert de l'état de frais à la dernière validation et à sa mise en paiement : « Gestionnaire valideur » ,
- l'ordre de mission, pour le déclenchement des prestations : « Service Gestionnaire » ,
- la « facturation centralisée » ,

dans la limite des périmètres et dans la limite des seuils indiqués pour chaque délégataire ci-après.

| <b>BOP</b>   | <b>Titres</b> |
|--|---------------|
| 113 « Paysage, eau, biodiversité » (PEB)   | 3, 5 et 6     |
| 135 « Urbanisme, territoires et amélioration de l'habitat » -UTAH)   | 3, 5 et 6     |
| 159 « Expertise, information géographique et météorologique » (EIGM)   | 3, 6 et 7     |
| 174 « Énergie, climat et après-mines » (EAM)   | 3, 5 et 6     |
| 181 « Prévention des risques » (PR)  | 3, 5 et 6     |
| 203 « Infrastructures et services de transport » (IST)   | 3, 5 et 6     |
| 207 « Sécurité et circulation routières » (SCR)  | 3, 5 et 6     |
| 216 « Conduite et pilotage des politiques de l'intérieur »   | 3 et 4        |
| 217 « Conduite et pilotage des politiques de l'écologie, du développement et de la mobilité durables » (CPPEDMD) | 2, 3, 5 et 6  |
| 235 « sûreté nucléaire et radioprotection »  |               |

|  |           |
|--|-----------|
| 348 « Performance et résilience des bâtiments de l'État »                          | 3 et 5    |
| 349 « Fond pour la transformation de l'action publique »                           |           |
| 354 « Administration territoriale de l'État »                                      | 3, 5 et 6 |
| 362 « Écologie »   |           |
| 363 « Compétitivité »  |           |
| 364 « Cohésion »   |           |
| 380 « Accélération de la transition écologique dans les territoires (fonds vert) » |           |
| 723 « Opérations immobilières et entretien des bâtiments de l'État »               | 3 et 5    |
| 751 « structures et dispositifs de sécurité routière »                             | 3, 5 et 6 |

| Nom              | Prénom           | Fonction   | Référent BOP | Service           | Carte Achats<br>(seuil en euros TTC) | Engagement juridique<br>(Seuil en euros HT)   | BOP  | Constatation<br>de service<br>fait | Certificat<br>administrati<br>f | État<br>d'acompte | DGD selon<br>seuil | Ordre de<br>payer | Chorus Pro<br>espace<br>Travaux | BOP Chorus<br>Formulaire | Chorus-DT  |
|------------------|------------------|--|--------------|-------------------|--------------------------------------|---|--|------------------------------------|---------------------------------|-------------------|--------------------|-------------------|---------------------------------|--------------------------|--|
| AJARRAY-ALIOUCHE | Louiza           | Cheffe d'unité supports des<br>contrôles   |              | SSTV              | 10 000,00 € BOP 203                  | 10 000,00 €   | 203  | x                                  | x                               | x                 | x                  |                   |                                 |                          |  |
| AUFFRET          | Régis            | Adjoint au chef de pôle stratégie /<br>Mobilité<br>Déplacement / transport<br>Unité territoriale nord ouest AML et<br>littoral |              | SMI               |                                      | 20 000,00 € :<br>- pour les marchés (tous types)<br>- pour les bons de commande relevant<br>d'un marché signé par la direction (seuil<br>évalué à chaque commande)<br>- pour les commandes hors marché (seuil<br>évalué à chaque commande)<br>- pour les conventions (seuil évalué à<br>chaque convention). | 203 - 380                                    | x                                  | x                               | x                 | x                  |                   |                                 |                          |  |
| AZZAOUI          | Fatima           | Assistante   |              | SIDEE             |                                      |   | 159  | x                                  | x                               |                   |                    |                   |                                 |                          | Service<br>gestionnaire  |
| BARROYER         | Nadine           | Régisseuse   |              | SG                |                                      |   |  |                                    |                                 |                   |                    |                   |                                 |                          | Etat des<br>recettes et<br>contentieux<br>liés à la régie<br>de recettes |
| BELIART          | Mickaël          | Adjoint au chef de l'UD  |              | UD Oise           |                                      |   | 181  | x                                  | x                               |                   |                    |                   |                                 |                          |  |
| BELISON          | Laure            | Gestionnaire de formation  |              | SG                |                                      |   | 354  | x                                  | x                               |                   |                    |                   |                                 |                          |  |
| BERQUET          | Virginie         | Cheffe du pôle air-climat-énergie  |              | SECLAT            |                                      | 40 000,00 €   | 174  | x                                  | x                               | x                 | x                  |                   |                                 |                          |  |
| BEVE             | Nathalie         | Adjointe du responsable du pôle<br>financier, immobilier et moyens<br>généraux   |              | SG                |                                      | 40 000,00 €   | Tous   | x                                  | x                               | x                 | x                  | x                 |                                 |                          |  |
| BIADALA          | Christophe       | Chef du pôle sous-sol et ouvrages<br>hydrauliques  |              | SR                |                                      | 40 000,00 €   | 181  | x                                  | x                               | x                 | x                  |                   |                                 |                          |  |
| BIDA             | Ali              | Référent projets multimodaux fret  |              | SMI               |                                      |   | 203  | x                                  | x                               | x                 | x                  |                   |                                 |                          |  |
| BINCE            | Frédéric         | Chef du pôle nature biodiversité   |              | SEN               |                                      | 40 000,00 €   | 113-362-380                                  | x                                  | x                               | x                 | x                  |                   |                                 |                          | Service<br>gestionnaire  |
| BLANGER          | Catherine        | Assistante   |              | SEN               |                                      |   |  |                                    |                                 |                   |                    |                   |                                 |                          |  |
| BLONDIN          | Jérôme           | Chargé de mission Qualité et<br>connaissance   |              | SEN               |                                      | 40 000,00 €   | 113-181-362-<br>380                          | x                                  | x                               | x                 | x                  |                   |                                 |                          |  |
| BOETE            | Thierry          | RDO unité Nord   |              | SMI               |                                      | 20 000,00 € :<br>- pour les marchés (tous types)<br>- pour les bons de commande relevant<br>d'un marché signé par la direction (seuil<br>évalué à chaque commande)<br>- pour les commandes hors marché (seuil<br>évalué à chaque commande)<br>- pour les conventions (seuil évalué à<br>chaque convention). | 203  | x                                  | x                               | x                 | x                  |                   |                                 |                          |  |
| BOREY            | Camille          | Référente aménagement transport  |              | SMI               |                                      | 10 000,00 € :<br>- pour les marchés (tous types)<br>- pour les bons de commande relevant<br>d'un marché signé par la direction (seuil<br>évalué à chaque commande)<br>- pour les commandes hors marché (seuil<br>évalué à chaque commande)<br>- pour les conventions (seuil évalué à<br>chaque convention). | 203  | x                                  | x                               | x                 | x                  |                   |                                 |                          |  |
| BOSCART          | Martine          | Assistante   |              | DIR               |                                      |   | 354  | x                                  | x                               |                   |                    |                   |                                 |                          | Service<br>gestionnaire  |
| BOUDEVILLE       | Nathalie         | Assistante   |              | SIDEE             |                                      |   | 159<br>363<br>217<br>uniquement<br>217-07-06 | x                                  | x                               |                   |                    |                   |                                 |                          | Service<br>gestionnaire  |
| BOUSSARD<br>BOVE | David<br>Nicolas | Coordinateur véhicules<br>Adjoint au chef de service   |              | UD Artois<br>SSTV |                                      | 40 000,00 €   | 174<br>174-203-207                           | x<br>x                             | x<br>x                          | x<br>x            | x<br>x             |                   |                                 |                          |  |

| Nom         | Prénom    | Fonction  | Référent BOP | Service   | Carte Achats<br>(seuil en euros TTC) | Engagement juridique<br>(Seuil en euros HT)   | BOP  | Constatatio<br>n de service<br>fait | Certificat<br>administrati<br>f | État<br>d'acompte | DGD selon<br>seuil | Ordre de<br>payer | Chorus Pro<br>espace<br>Travaux | BOP Chorus<br>Formulaires | Chorus-DT |                         |
|-------------|-----------|---|--------------|-----------|--------------------------------------|---|--|-------------------------------------|---------------------------------|-------------------|--------------------|-------------------|---------------------------------|---------------------------|-----------|-------------------------|
| BRAHIMI     | Fatma     | Assistante RDO Unité Nord   |              | SMI       |                                      |   | 203  | x                                   | x                               | x                 |                    |                   |                                 |                           |           |                         |
| BRUNET      | Didier    | Responsable du pôle véhicules   |              | SSTV      |                                      | 40 000,00 €   | 174  | x                                   | x                               | x                 | x                  |                   |                                 |                           |           |                         |
| BRUNVAL     | John      | Chef de service   | 135-174      | SECLAT    |                                      | 40 000,00 €   | 135-174-362-380  | x                                   | x                               | x                 | x                  |                   |                                 |                           |           |                         |
| BULTÉL      | Laurent   | Assistant   |              | UD Artois |                                      |   | 181  | x                                   | x                               |                   |                    |                   |                                 |                           |           |                         |
| CAFFIN      | Claire    | Responsable du pôle maîtrise<br>d'ouvrage du réseau routier<br>national                           |              | SMI       |                                      | 20 000,00 € :<br>- pour les marchés (tous types)<br>- pour les bons de commande relevant<br>d'un marché signé par la direction (seuil<br>évalué à chaque commande)<br>- pour les commandes hors marché (seuil<br>évalué à chaque commande)<br>- pour les conventions (seuil évalué à<br>chaque convention). | 203 - 181  | x                                   | x                               | x                 | x                  |                   |                                 |                           |           |                         |
| CALVEZ-MAES | Caroline  | Cheffe de service   | 159          | SIDDEE    |                                      | 40 000,00 €   | 159-363<br>217<br>uniquement<br>217-07-06              | x                                   | x                               | x                 | x                  |                   |                                 |                           |           | Service<br>gestionnaire |
| CANLERS     | Elvire    | Adjointe au chef du Pôle Régulation<br>et Contrôle des Transports                                 |              | SSTV      |                                      | 40 000,00 €   | 203  | x                                   | x                               | x                 | x                  |                   |                                 |                           |           |                         |
| CAPPON      | Guillaume | Chargé de mission   |              | SG        |                                      |   |  |                                     |                                 |                   |                    |                   |                                 |                           |           |                         |
| CARLIER     | Frédéric  | Chef du pôle promotion de la<br>transition  |              | SIDDEE    |                                      | 40 000,00 €   | 159-363<br>217<br>uniquement<br>217-07-06              | x                                   | x                               | x                 | x                  |                   |                                 |                           |           | Service<br>gestionnaire |
| CARLIER     | Laurent   | Adjoint au responsable du pôle<br>véhicules   |              | SSTV      |                                      | 40 000,00 €   | 174  | x                                   | x                               | x                 | x                  |                   |                                 |                           |           |                         |
| CARRÉ       | Sébastien | Chef de l'UD de Lille   |              | UD Lille  |                                      |   | 174  | x                                   | x                               | x                 |                    |                   |                                 |                           |           |                         |
| CARTIGNIES  | Laëtitia  | Assistante de prévention  |              | SG        |                                      |   | 181  | x                                   | x                               |                   |                    |                   |                                 |                           |           |                         |
| CASTELAIN   | Bruno     | Chef de l'unité de contrôle de<br>l'Aisne et Chef de l'unité de<br>contrôle de l'Oise par intérim |              | SSTV      |                                      |   | 354 EPI et<br>équipements<br>collectifs de<br>sécurité | x                                   | x                               |                   |                    |                   |                                 |                           |           |                         |
| CHAUVEL     | Laurent   | Chef du pôle risques accidentels  |              | SR        |                                      | 40 000,00 €   | 203  | x                                   | x                               | x                 | x                  |                   |                                 |                           |           |                         |
| CHERIGUI    | Hakim     | Chef d'équipe et adjoint au chef de<br>l'UD   |              | UD Lille  |                                      |   | 181  | x                                   | x                               |                   |                    |                   |                                 |                           |           |                         |
| CHOQUET     | Stéphane  | Chef de l'UD de l'Oise  |              | UD Oise   | 12 000,00 € BOP 354                  |   | 181  | x                                   | x                               | x                 | x                  |                   |                                 |                           |           |                         |
| CLERC       | François  | Chef du pôle prévision des crues et<br>hydrométrie  |              | SR        |                                      | 40 000,00 €   | 181  | x                                   | x                               | x                 | x                  |                   |                                 |                           |           |                         |
| CONTE       | Alain     | Hydromètre  |              | SR        | 10 000,00 € BOP 181                  |   | 181  | x                                   | x                               |                   |                    |                   |                                 |                           |           |                         |
| COPIN       | Hélène    | Cheffe d'équipe et adjointe au chef<br>de l'UD  |              | UD Artois |                                      |   | 181  | x                                   | x                               |                   |                    |                   |                                 |                           |           |                         |
| COURAPIED   | Laurent   | Chef du pôle risques sanitaires et<br>pilottage de l'IC   |              | SR        |                                      | 40 000,00 €   | 181  | x                                   | x                               | x                 | x                  |                   |                                 |                           |           | Service<br>gestionnaire |
| COUTADEUR   | Mélissa   | Assistante  |              | UD Oise   |                                      |   | 181  |                                     |                                 |                   |                    |                   |                                 |                           |           | Service<br>gestionnaire |
| CROUTELLE   | Catherine | Assistante  |              | SJM       |                                      |   | 135-181-354  | x                                   | x                               |                   |                    |                   |                                 |                           |           | Service<br>gestionnaire |
| CRUSSON     | Laure     | Chef du pôle atelier des données  |              | SIDDEE    |                                      | 40 000,00 €   | 159  | x                                   | x                               | x                 | x                  |                   |                                 |                           |           | Service<br>gestionnaire |
| DAHMANI     | Adda      | Assistante  |              | SECLAT    |                                      |   |  |                                     |                                 |                   |                    |                   |                                 |                           |           | Service<br>gestionnaire |

| Nom             | Prénom     | Fonction   | Référent BOP | Service     | Carte Achats<br>(seuil en euros TTC) | Engagement juridique<br>(Seuil en euros HT)  | BOP  | Constatatio<br>n de service<br>fait | Certificat<br>administrati<br>f | État<br>d'acompte | DGD selon<br>seuil | Ordre de<br>payer | Chorus Pro<br>espace<br>Travaux | BOP Chorus<br>Formulaire | Chorus-DT |   |
|-----------------|------------|--|--------------|-------------|--------------------------------------|--|--|-------------------------------------|---------------------------------|-------------------|--------------------|-------------------|---------------------------------|--------------------------|-----------|---|
| DE POMMEROL     | Thimothée  | Adjoint au chef de service                                       |              | SMI         |                                      | 40 000,00 € :<br>- pour les marchés (tous types)<br>- pour les bons de commande relevant<br>d'un marché signé par la direction (seuil<br>évalué à chaque commande)<br>- pour les commandes hors marché (seuil<br>évalué à chaque commande)<br>- pour les conventions (seuil évalué à<br>chaque convention).<br>Signature des actes spéciaux de sous-<br>traitance des marchés publics du SMI<br>(quelque soit le montant). | 203 - 380 -<br>181                                     | x                                   | x                               | x                 | x                  |                   |                                 |                          |           |   |
| DE SAINT VAAST  | Pascal     | Chef du pôle régulation et contrôle<br>des transports terrestres |              | SSTV        |                                      | 40 000,00 €  | 203  | x                                   | x                               | x                 | x                  |                   |                                 |                          |           |   |
| DEBLOCK         | Barbara    | Infirmière   |              | DIR         |                                      |  | 217-354<br>FIPHP                                       | x                                   | x                               |                   |                    |                   |                                 |                          |           |   |
| DEBRAS          | Audrey     | RDO unité sud  |              | SMI         |                                      | 20 000,00 € :<br>- pour les marchés (tous types)<br>- pour les bons de commande relevant<br>d'un marché signé par la direction (seuil<br>évalué à chaque commande)<br>- pour les commandes hors marché (seuil<br>évalué à chaque commande)<br>- pour les conventions (seuil évalué à<br>chaque convention).  | 203  | x                                   | x                               | x                 | x                  |                   |                                 |                          |           |   |
| DECO            | Corinne    | Assistante   |              | SMI         |                                      |  |  |                                     |                                 |                   |                    |                   |                                 |                          |           | Service<br>gestionnaire   |
| DECLAIR         | Maggie     | Directrice de cabinet  |              | DIR         |                                      |  | 354  | x                                   | x                               |                   |                    |                   |                                 |                          |           |   |
| DEFAUX          | Nadège     | Assistante   |              | DIR         |                                      |  | 217-354<br>FIPHP                                       | x                                   | x                               |                   |                    |                   |                                 |                          |           | Service<br>gestionnaire   |
| DEHART          | Stéphane   | RDO unité sud  |              | SMI         |                                      | 20 000,00 € :<br>- pour les marchés (tous types)<br>- pour les bons de commande relevant<br>d'un marché signé par la direction (seuil<br>évalué à chaque commande)<br>- pour les commandes hors marché (seuil<br>évalué à chaque commande)<br>- pour les conventions (seuil évalué à<br>chaque convention).  | 203  | x                                   | x                               | x                 | x                  |                   |                                 |                          |           |   |
| DELACHER        | Emeline    | Assistante de prévention   |              | SG          |                                      |  | 354 EPI et<br>équipements<br>collectifs de<br>sécurité | x                                   | x                               |                   |                    |                   |                                 |                          |           |   |
| DELANNOY        | Vincent    | Ingénieur risques miniers  |              | SR          |                                      |  | 181  | x                                   | x                               |                   |                    |                   |                                 |                          |           |   |
| DELATOUR        | Marilyne   | Assistante   |              | SG          |                                      |  |  |                                     |                                 |                   |                    |                   |                                 |                          |           | Gestionnaire<br>valideur,<br>service<br>gestionnaire<br>et facturation<br>centralisée |
| DELATRE-DUTERTE | Nathalie   | Assistante   |              | SIDEE       |                                      |  |  |                                     |                                 |                   |                    |                   |                                 |                          |           | Service<br>gestionnaire   |
| DELAYEN         | Nathalie   | Présidente du CLAS   |              | SG          |                                      |  | 217 CLAS   | x                                   | x                               |                   |                    |                   |                                 |                          |           |   |
| DELCOUR         | Pierre     | Chef de l'unité hydrométrie                                      |              | SR          | 10 000,00 € BOP 181                  | 10 000,00 €  | 181  | x                                   | x                               | x                 | x                  |                   |                                 |                          |           | Service<br>gestionnaire   |
| DELETTRE        | Sophie     | Assistante   |              | SSTV        |                                      |  |  |                                     |                                 |                   |                    |                   |                                 |                          |           |   |
| DELLISTE        | Christophe | Hydrométre   |              | SR          | 10 000,00 € BOP 181                  |  |  |                                     |                                 |                   |                    |                   |                                 |                          |           |   |
| DELPIERRE       | Sylvie     | Chargée de mission sécurité<br>routière                          |              | SSTV        |                                      |  | 207  | x                                   | x                               |                   |                    |                   |                                 |                          |           |   |
| DEPUYDT         | Arnaud     | Chef de l'UD du Littoral   |              | UD Littoral | 12 000,00 € BOP 354                  |  | 181  | x                                   | x                               |                   |                    |                   |                                 |                          |           |   |

| Nom        | Prénom      | Fonction   | Référent BOP | Service     | Carte Achats<br>(seuil en euros TTC) | Engagement juridique<br>(Seuil en euros HT)              | BOP                       | Constatatio<br>n de service<br>fait | Certificat<br>administrati<br>f | État<br>d'acompte | DGD selon<br>seuil | Ordre de<br>payer | Chorus Pro<br>espace<br>Travaux | BOP Chorus<br>Formulaire | Chorus-DT               |
|------------|-------------|--|--------------|-------------|--------------------------------------|--|---------------------------|-------------------------------------|---------------------------------|-------------------|--------------------|-------------------|---------------------------------|--------------------------|-------------------------|
| DESUMAUX   | Julie       | Gestionnaire des systèmes<br>d'information   |              | SG          |                                      |  | 181-203-354<br>Téléphonie | x                                   | x                               |                   |                    |                   |                                 |                          |                         |
| DEVISME    | Simon       | Chef de service  | 113          | SEN         | 15 000,00 € BOP 113                  | 40 000,00 €  | 113-181-362-<br>380       | x                                   | x                               | x                 | x                  |                   |                                 |                          |                         |
| DI NATALE  | Laura       | Ingénieure risques miniers   |              | SR          |                                      |  | 181                       | x                                   | x                               |                   |                    |                   |                                 |                          |                         |
| DUBRULLE   | Grégory     | Responsable de l'équipe véhicules<br>Adjoint au responsable de l'unité<br>achats-immobilier                                    |              | UD Somme    |                                      |  | 174                       | x                                   | x                               | x                 | x                  |                   |                                 |                          |                         |
| DUFRIER    | Stéphane    |  |              | SG          | 15 000,00 € BOP 354                  | Abondement d'EJ déjà créé sur les BOP<br>216-217-354-723 | Tous                      | x                                   | x                               |                   |                    | x                 |                                 |                          |                         |
| DUMINY     | Caroline    | Cheffe de l'UD de l'Aisne  |              | UD Aisne    | 12 000,00 € BOP 354                  |  | 181                       | x                                   | x                               |                   |                    |                   |                                 |                          |                         |
| DUHAUT     | Reynald     | Assistant  |              | SR          |                                      |  | 181                       | x                                   | x                               |                   |                    |                   |                                 |                          |                         |
| EMIEL      | Christophe  | Chef de l'UD du Hainaut  |              | UD Hainaut  | 12 000,00 € BOP 354                  |  | 174                       | x                                   | x                               | x                 | x                  |                   |                                 |                          |                         |
| ERRARD     | Christophe  | Adjoint du responsable du pôle<br>informatique   |              | SG          |                                      | 40 000,00 €  | Tous                      | x                                   | x                               |                   |                    |                   |                                 |                          | Service<br>gestionnaire |
| FASQUEL    | Pascal      | Adjoint à la cheffe du pôle air-<br>climat-énergie   |              | SECLAT      |                                      | 40 000,00 €  | 174                       | x                                   | x                               | x                 | x                  |                   |                                 |                          |                         |
| FILLIOR    | François    | Chef du pôle risques naturels  |              | SEN         |                                      | 40 000,00 €  | 113-181                   | x                                   | x                               | x                 | x                  |                   |                                 |                          |                         |
| FLANDRE    | Sandrine    | Assistante   |              | UD Oise     |                                      |  | 181                       | x                                   | x                               |                   |                    |                   |                                 |                          | Service<br>gestionnaire |
| FOLEY      | Céline      | Assistante   |              | UD Littoral |                                      |  |                           |                                     |                                 |                   |                    |                   |                                 |                          | Service<br>gestionnaire |
| FOSSIER    | Christelle  | Secrétaire générale  | 354-723      | SG          |                                      | 40 000,00 €  | Tous                      | x                                   | x                               | x                 | x                  |                   |                                 |                          | Service<br>gestionnaire |
| FOURCROY   | Matthieu    | Chef de l'unité de contrôle de<br>Calais   |              | SSTV        |                                      |  | 203                       | x                                   | x                               | x                 |                    |                   |                                 |                          |                         |
| FREMEAU    | Christelle  | Assistante au chef de service  |              | SJM         |                                      |  | 135-181-354               | x                                   | x                               |                   |                    |                   |                                 |                          | Service<br>gestionnaire |
| FURON      | Anne        | Responsable de la mission<br>communication   |              | MC          |                                      |  | 354                       | x                                   | x                               |                   |                    |                   |                                 |                          |                         |
| GABILLARD  | François    | Référent ERC et mesures<br>compensatoires environnementales  |              | SMI         |                                      |  | 203                       | x                                   | x                               | x                 | x                  |                   |                                 |                          |                         |
| GAFFET     | Nathalie    | Cheffe d'unité prévisions des crues  |              | SR          |                                      | 10 000,00 €  | 181                       | x                                   | x                               | x                 | x                  |                   |                                 |                          |                         |
| GATHOYE    | Sylvain     | Chef de service  |              | SJM         |                                      |  | 135-181-354               | x                                   | x                               |                   |                    |                   |                                 |                          |                         |
| GAUDRE     | François    | Assistant RDO Unité Sud  |              | SMI         |                                      |  | 203                       | x                                   | x                               | x                 |                    |                   |                                 |                          |                         |
| GERME      | Kathy       | Assistante RDO Unité Nord  |              | SMI         |                                      |  | 203                       | x                                   | x                               | x                 |                    |                   |                                 |                          |                         |
| GOBLET     | Laurent     | Hydromètre   |              | SR          | 10 000,00 € BOP 181                  |  |                           |                                     |                                 |                   |                    |                   |                                 |                          |                         |
| GORISSE    | Marie-Agnès | Cheffe de l'unité profession des<br>transports   |              | SSTV        |                                      |  | 203                       | x                                   | x                               | x                 |                    |                   |                                 |                          | Service<br>gestionnaire |
| GRIGNON    | Patricia    | Assistante   |              | UD Oise     |                                      |  | 174                       |                                     |                                 |                   |                    |                   |                                 |                          |                         |
| GROSCOLAS  | Michael     | Adjoint au chef de pôle stratégie /<br>Mobilité<br>Déplacement / transport<br>Unité territoriale nord ouest AML et<br>littoral |              | SMI         |                                      |  | 203 - 380                 | x                                   | x                               | x                 | x                  |                   |                                 |                          |                         |
| GRUET      | Marie       | Adjointe au chef de service  |              | SR          |                                      | 40 000,00 €  | 181-380                   | x                                   | x                               | x                 | x                  |                   |                                 |                          |                         |
| GUENTAS    | Gallia      | Chargée de mission   |              | SIDEE       |                                      |  | 159                       | x                                   | x                               |                   |                    |                   |                                 |                          |                         |
| GUIL-BIRBA | Christelle  | Gestionnaire de formation  |              | SG          |                                      |  | 354                       | x                                   | x                               |                   |                    |                   |                                 |                          |                         |

| Nom          | Prénom      | Fonction   | Référent BOP | Service    | Carte Achats<br>(seul en euros TTC) | Engagement juridique<br>(Seul en euros HT)            | BOP.   | Constatatio<br>n de service<br>administrati<br>f fait | Certificat<br>administrati<br>f | État<br>d'acompte | DGD selon<br>seuil | Ordre de<br>payer | Chorus Pro<br>espace<br>Travaux | BOP Chorus<br>Formulaires | Chorus-DT  |
|--------------|-------------|--|--------------|------------|-------------------------------------|---|--|---|---------------------------------|-------------------|--------------------|-------------------|---------------------------------|---------------------------|--|
| HADDAD       | Sandrine    | Assistante   |              | SR         |                                     |   | 181  | x   | x                               |                   |                    |                   |                                 |                           | Service<br>gestionnaire  |
| HANOCQ       | Thierry     | Adjoint au chef de service   |              | SEN        |                                     | 40 000,00 €   | 113-181-362-380                              | x   | x                               | x                 |                    |                   |                                 | Tout BOP                  |  |
| HECQ-RIVIERE | François    | Chargé de mission  |              | SG         |                                     |   |  | x   | x                               |                   |                    |                   |                                 |                           |  |
| HEINA        | Francky     | Chef d'équipe et adjoint au chef de l'UD                             |              | UD Artois  |                                     |   |  | x   | x                               |                   |                    |                   |                                 |                           |  |
| HELINCKX     | Rémi        | Responsable du pôle informatique                                     |              | SG         | 15 000,00 € BOP 354                 | 40 000,00 €   | Tous   | x   | x                               |                   |                    |                   |                                 |                           |  |
| HERMANGE     | Lionel      | Chef du pôle aménagement du territoire                               |              | SECLAT     |                                     | 40 000,00 €   | 135-362-380                                  | x   | x                               | x                 |                    |                   |                                 |                           | Service<br>gestionnaire  |
| HOSS         | Denise      | Assistante   |              | DIR        |                                     |   | 354  | x   | x                               |                   |                    |                   |                                 |                           | Service<br>gestionnaire  |
| HURTEKANT    | Christèle   | Assistante   |              | UD Somme   |                                     |   | 181  | x   | x                               |                   |                    |                   |                                 |                           | Service<br>gestionnaire  |
| JEANNOT      | Hélène      | Assistante   |              | UD Somme   |                                     |   |  |   |                                 |                   |                    |                   |                                 |                           | Service<br>gestionnaire  |
| JOUSSERAND   | Maxime      | Assistante   |              | UD Somme   |                                     |   |  |   |                                 |                   |                    |                   |                                 |                           | Service<br>gestionnaire  |
| JOUSSERAND   | Maxime      | Assistante   |              | UD Somme   |                                     |   |  |   |                                 |                   |                    |                   |                                 |                           | Service<br>gestionnaire  |
| KALEBA       | Vincent     | Chargé de mission archivage physique, numérique et dématérialisation |              | SG         |                                     |   | 354  | x   | x                               |                   |                    |                   |                                 |                           | Service<br>gestionnaire  |
| LACQUEMANT   | Jean-Michel | Hydromètre   |              | SR         | 10 000,00 € BOP 181                 |   |  | x   | x                               |                   |                    |                   |                                 |                           | Service<br>gestionnaire  |
| LAGASSE      | Émilie      | Responsable unité formation / GPEC                                   |              | SG         |                                     |   |  | x   | x                               |                   |                    |                   |                                 |                           | Service<br>gestionnaire  |
| LAMAND       | Stéphanie   | Chef de l'équipe véhicules   |              | UD Hainaut |                                     |   | 174  | x   | x                               |                   |                    |                   |                                 |                           | Service<br>gestionnaire  |
| LAMBERT      | Roselyne    | Assistante   |              | UD Aisne   |                                     |   |  |   |                                 |                   |                    |                   |                                 |                           | Service<br>gestionnaire  |
| LAMIDEL      | Benjamin    | Chargé de mission actions partenariales                              |              | SEN        |                                     |   | 113-380-362                                  | x   | x                               |                   |                    |                   |                                 |                           |  |
| LAMY         | Laurence    | Chef de l'unité de contrôle de la Somme                              |              | SSTV       |                                     |   | 203  | x   | x                               |                   |                    |                   |                                 |                           |  |
| LANGLET      | Aline       | Assistante de la Secrétaire générale                                 |              | SG         |                                     |   |  |   |                                 |                   |                    |                   |                                 |                           | Gestionnaire<br>valideur,<br>service,<br>gestionnaire<br>et facturation<br>centralisée |
| LANGLOIS     | Isabelle    | Assistante   |              | SEN        |                                     |   |  |   |                                 |                   |                    |                   |                                 |                           | Service<br>gestionnaire  |
| LANGUE       | Anne        | Chef de pôle PCFP  |              | SMI        |                                     |   | 203 - 380                                    | x   | x                               |                   |                    | IM BOP 203        | x                               | 203 - 380                 | Service<br>gestionnaire  |
| LARDILLIER   | Sabine      | Responsable du pôle financier, immobilier et moyens généraux         |              | SG         | 15 000,00 € BOP 354                 | 40 000,00 €   | Tous   | x   | x                               | x                 |                    |                   |                                 |                           |  |
| LAURENT      | Grégory     | Chef du pôle habitat construction                                    |              | SECLAT     |                                     | 40 000,00 €   | 135-362                                      | x   | x                               | x                 |                    |                   |                                 |                           |  |
| LAVOGIEZ     | Lucie       | Adjointe au chef du pôle habitat construction                        |              | SECLAT     |                                     | 40 000,00 €   | 135-362                                      | x   | x                               | x                 |                    |                   |                                 |                           |  |
| LEBLOND      | Pascale     | Géomaticienne  |              | SIDDEE     |                                     |   |  |   |                                 |                   |                    |                   |                                 |                           | Service<br>gestionnaire  |
| LECLERC      | Serge       | Responsable de l'unité achats-immobilier                             |              | SG         | 15 000,00 € BOP 354                 | Abonnement d'EJ déjà créé sur les BOP 216-217-354-723 | Tous   | x   | x                               |                   |                    |                   |                                 |                           |  |
| LECLERCQ     | Florence    | Assistante   |              | SIDDEE     |                                     |   | 159<br>363<br>217<br>uniquement<br>217-07-06 | x   | x                               |                   |                    |                   |                                 |                           | Service<br>gestionnaire  |
| LECLUSE      | Jean-Marie  | Responsable S3PI et adjoint au chef de l'UD                          |              | UD Artois  |                                     |   | 181  | x   | x                               |                   |                    |                   |                                 |                           |  |
| LEEUWERCK    | Évelyne     | Assistante   |              | DIR        |                                     |   | 217-354<br>FIPFP                             | x   | x                               |                   |                    |                   |                                 |                           | Service<br>gestionnaire  |

| Nom        | Prénom     | Fonction   | Référent BOP | Service     | Carte Achats<br>(seuil en euros TTC) | Engagement juridique<br>(Seuil en euros HT)  | BOP                | Constatatio<br>n de service<br>fait | Certificat<br>administrati<br>f | État<br>d'acompte | DGD selon<br>seuil | Ordre de<br>payer | Chorus Pro<br>espace<br>Travaux | BOP Chorus<br>Formulaire | Chorus-DT               |  |
|------------|------------|--|--------------|-------------|--------------------------------------|--|--------------------|-------------------------------------|---------------------------------|-------------------|--------------------|-------------------|---------------------------------|--------------------------|-------------------------|--|
| LEFEBVRE   | Emmanuelle | Assistante   |              | UD Artois   |                                      |  | 181                | x                                   | x                               |                   |                    |                   |                                 |                          | Service<br>gestionnaire |  |
| LEFEVRE    | Laurent    | RDO Unité sud  |              | SMI         |                                      | 20 000,00 € :<br>- pour les marchés (tous types)<br>- pour les bons de commande relevant<br>d'un marché signé par la direction (seuil<br>évalué à chaque commande)<br>- pour les commandes hors marché (seuil<br>évalué à chaque commande)<br>- pour les conventions (seuil évalué à<br>chaque convention).  | 203                | x                                   | x                               | x                 | x                  |                   |                                 |                          |                         |  |
| LEFRANCOIS | Grégory    | Responsable S3PI et adjoint au chef<br>de l'UD         |              | UD Littoral |                                      |  | 181                | x                                   | x                               |                   |                    |                   |                                 |                          |                         |  |
| LELIEVRE   | Géry       | Chargé d'études transports<br>déplacements             |              | SMI         |                                      |  | 203                | x                                   | x                               | x                 |                    |                   |                                 |                          |                         |  |
| LEMETTRE   | Jean-Louis | Adjoint au responsable de l'unité<br>achats-immobilier |              | SG          |                                      |  | Tous               | x                                   | x                               |                   |                    |                   |                                 |                          |                         |  |
| LENGLART   | Michelle   | Assistante   |              | UD Artois   |                                      |  | 181                | x                                   | x                               |                   |                    |                   |                                 |                          | Service<br>gestionnaire |  |
| LENGLET    | Claire     | Chargée de mission                                     |              | SIDDEE      |                                      |  | 159                | x                                   | x                               |                   |                    |                   |                                 |                          |                         |  |
| LENOIR     | Nicolas    | Chef de service  | 203          | SMI         |                                      | 40 000,00 € :<br>- pour les marchés (tous types)<br>- pour les bons de commande relevant<br>d'un marché signé par la direction (seuil<br>évalué à chaque commande)<br>- pour les commandes hors marché (seuil<br>évalué à chaque commande)<br>- pour les conventions (seuil évalué à<br>chaque convention).<br>Signature des actes spéciaux de sous-<br>traitance des marchés publics du SMI<br>(quelque soit le montant). | 203 - 380 -<br>181 | x                                   | x                               | x                 | x                  |                   |                                 |                          |                         | Service<br>gestionnaire<br>et facturation<br>centralisée |
| LETURQUE   | Élisabeth  | Assistante   |              | ASNR        |                                      |  |                    |                                     |                                 |                   |                    |                   |                                 |                          |                         | Service<br>gestionnaire                                  |
| LEROY      | Isabelle   | Assistante   |              | SMI         |                                      |  |                    |                                     |                                 |                   |                    |                   |                                 |                          |                         | Service<br>gestionnaire                                  |
| LEROY      | Nathalie   | Assistante   |              | ASNR        |                                      |  |                    |                                     |                                 |                   |                    |                   |                                 |                          |                         | Service<br>gestionnaire<br>et facturation<br>centralisée |
| LESAGE     | Sandrine   | Assistante   |              | UD Oise     |                                      |  | 181                |                                     |                                 |                   |                    |                   |                                 |                          |                         | Service<br>gestionnaire                                  |
| LESPINE    | Alain      | Adjoint au chef du pôle risques<br>naturels            |              | SEN         |                                      | 40 000,00 €  | 181                | x                                   | x                               | x                 | x                  |                   |                                 |                          |                         | Service<br>gestionnaire                                  |
| LOISELUX   | Christine  | Assistante   |              | SSTV        |                                      |  |                    |                                     |                                 |                   |                    |                   |                                 |                          |                         | Service<br>gestionnaire                                  |
| LOMBARDO   | Magaly     | Gestionnaire de crédits                                |              | SG          |                                      |  |                    |                                     |                                 |                   |                    |                   |                                 |                          |                         | Service<br>gestionnaire                                  |
| LOOSVELDT  | Stéphane   | Chef du pôle sites et paysages                         |              | SEN         |                                      | 40 000,00 €  | 113                | x                                   | x                               | x                 | x                  |                   |                                 | Tout BOP                 |                         |  |
| MABUT      | Harry      | Responsable de l'équipe Véhicules                      |              | UD Oise     |                                      |  | 174                | x                                   | x                               | x                 |                    |                   |                                 |                          |                         |  |
| MAILLET    | Guillaume  | Assistant RDO Unité Nord                               |              | SMI         |                                      |  | 203                | x                                   | x                               | x                 |                    |                   |                                 |                          |                         |  |
| MAILLOT    | Véronique  | Référente prospective des<br>transports                |              | SMI         |                                      |  | 203 - 380          | x                                   | x                               | x                 |                    |                   |                                 |                          |                         |  |
| MANCINI    | Marc       | Chef de service  | 181          | SR          |                                      | 40 000,00 €  | 181-380            | x                                   | x                               | x                 | x                  |                   |                                 |                          | Service<br>gestionnaire |  |
| MANOUVRIER | Virginie   | Assistante   |              | UD Oise     |                                      |  | 181                |                                     |                                 |                   |                    |                   |                                 |                          |                         |  |
| MARAI      | Audrey     | Assistante RDO Unité Nord                              |              | SMI         |                                      |  | 203                | x                                   | x                               | x                 |                    |                   |                                 |                          |                         |  |
| MARX       | Florine    | Chef d'équipe véhicules                                |              | UD Lille    |                                      |  | 174                | x                                   | x                               | x                 |                    |                   |                                 |                          |                         |  |

| Nom             | Prénom     | Fonction   | Référent BOP | Service     | Carte Achats<br>(seul en euros TTC) | Engagement juridique<br>(Seuil en euros HT)   | BOP           | Constatatio<br>n de service<br>fait | Certificat<br>administrati<br>f | État<br>d'acompte | DGD selon<br>seuil | Ordre de<br>payer | Chorus Pro<br>espace<br>Travaux | BOP Chorus<br>Formulaires | Chorus-DT               |                         |
|-----------------|------------|--|--------------|-------------|-------------------------------------|---|---------------|-------------------------------------|---------------------------------|-------------------|--------------------|-------------------|---------------------------------|---------------------------|-------------------------|-------------------------|
| MEISGNY         | Thibaud    | Chef de la division territoriale de l'ASN                                  |              | ASNR        | 15 000,00 € BOP235                  | 40 000,00 €   | 235           | x                                   | x                               | x                 | x                  |                   |                                 |                           | Facturation centralisée |                         |
| MELIN           | Médhy      | Chef d'équipe et adjoint au chef de l'UD                                   |              | UD Hainaut  |                                     |   | 181           | x                                   | x                               |                   |                    |                   |                                 |                           |                         | Service gestionnaire    |
| MICHELIN-GARCIA | Fabienne   | Assistante   |              | UD Aisne    |                                     |   |               |                                     |                                 |                   |                    |                   |                                 |                           |                         | Service gestionnaire    |
| MILLE           | Marie      | Assistante   |              | SECLAT      |                                     |   |               |                                     |                                 |                   |                    |                   |                                 |                           |                         | Service gestionnaire    |
| MIS             | Lionel     | Chef de service  |              | SSTV        |                                     | 40 000,00 €   | 174-203-207   | x                                   | x                               | x                 | x                  |                   |                                 |                           |                         | Service gestionnaire    |
| MODESSE         | Sylvie     | Assistante   |              | SIDDEE      |                                     |   |               | x                                   | x                               |                   |                    |                   |                                 |                           |                         | Service gestionnaire    |
| MODRZEJEWski    | Frédéric   | Chef de l'UD de l'Atois  |              | UD Atois    | 12 000,00 € BOP 354                 | 40 000,00 €   | 217 titre 2   | x                                   | x                               |                   |                    |                   |                                 |                           |                         | Service gestionnaire    |
| MOUDIR          | Malika     | Responsable de l'unité RH de proximité                                     |              | SG          |                                     |   |               | x                                   | x                               |                   |                    |                   |                                 |                           |                         |                         |
| MUYLAERT        | Faustine   | chefe d'équipe environnement Adjointe au chef UD de Lille                  |              | UD Lille    |                                     |   | 181           | x                                   | x                               |                   |                    |                   |                                 |                           |                         |                         |
| NAVARRO         | David      | Responsable du service social régional                                     |              | DIR         |                                     | 40 000,00 €   | 217-354 FIPHP | x                                   | x                               |                   |                    |                   |                                 |                           |                         | Service gestionnaire    |
| NEGRE           | Doriane    | Assistante   |              | DIR         |                                     |   | 217-354 FIPHP | x                                   | x                               |                   |                    |                   |                                 |                           |                         | Service gestionnaire    |
| NETO            | Sandra     | Chargée de mission   |              | SG          |                                     |   |               |                                     |                                 |                   |                    |                   |                                 |                           |                         |                         |
| NOTOT           | Denis      | Responsable équipe jaugeurs  |              | SR          | 10 000,00 € BOP 181                 |   |               | x                                   | x                               |                   |                    |                   |                                 |                           |                         |                         |
| NURDIN          | Cédric     | Chargé d'affaires de procédure foncière                                    |              | SPI         |                                     |   | 203           | x                                   | x                               |                   |                    |                   |                                 |                           |                         | Tout BOP                |
| ORY             | Emmanuel   | Responsable de l'unité moyens généraux                                     |              | SG          |                                     |   | Tous          | x                                   | x                               |                   |                    |                   |                                 |                           |                         | Facturation centralisée |
| OUZANI          | Nordine    | ROO unité Nord   |              | SPI         |                                     |   | 203           | x                                   | x                               |                   | x                  |                   |                                 |                           |                         |                         |
| PACAULT         | Nicolas    | Chef d'équipe 1 et adjoint au chef de l'UD                                 |              | UD Littoral |                                     | 20 000,00 € :<br>- pour les marchés (tous types)<br>- pour les bons de commande relevant d'un marché signé par la direction (seuil évalué à chaque commande)<br>- pour les commandes hors marché (seuil évalué à chaque commandé)<br>- pour les conventions (seuil évalué à chaque convention). | 181           | x                                   | x                               |                   |                    |                   |                                 |                           |                         | Service gestionnaire    |
| PICAUD          | Nathalie   | Assistante   |              | SSTV        |                                     |   |               |                                     |                                 |                   |                    |                   |                                 |                           |                         | Service gestionnaire    |
| PÉCAUT          | Élodie     | Graphiste maquetiste   |              | MC          |                                     |   |               |                                     |                                 |                   |                    |                   |                                 |                           |                         | Service gestionnaire    |
| PEREZ           | Charlotte  | Adjointe à la cheffe du pôle maîtrise d'ouvrage du réseau routier national |              | SPI         |                                     |   | 203 - 181     | x                                   | x                               |                   | x                  |                   |                                 |                           |                         |                         |
| POTEL           | Éric       | Chef de l'unité de contrôle d'Arras par intérim                            |              | SSTV        |                                     |   | 203           | x                                   | x                               |                   |                    |                   |                                 |                           |                         |                         |
| POULIQUEN       | Corentin   | Ingénieur en modélisation de trafic routier et multimodal                  |              | SPI         |                                     |   | 203           | x                                   | x                               |                   |                    |                   |                                 |                           |                         |                         |
| PREVOST         | Olivier    | Chef du pôle délégation de bassin Atois-Picardie                           |              | SEN         |                                     | 40 000,00 €   | 113           | x                                   | x                               |                   | x                  |                   |                                 |                           |                         |                         |
| RANDRIA         | Cécile     | Cheffe du pôle promotion de la connaissance                                |              | SIDDEE      |                                     | 40 000,00 €   | 159-363       | x                                   | x                               |                   | x                  |                   |                                 |                           |                         | Service gestionnaire    |
| RAOUL           | Christophe | Chef du pôle eau et milieux aquatiques                                     |              | SEN         |                                     | 40 000,00 €   | 113           | x                                   | x                               |                   | x                  |                   |                                 |                           |                         | Tout BOP                |
| RIGAUD          | Claire     | Gestionnaire de crédits  |              | SG          |                                     |   |               | x                                   | x                               |                   |                    |                   |                                 |                           |                         |                         |

| Nom         | Prénom     | Fonction   | Réfèrent BOP | Service     | Carte Achats<br>(seuil en euros TTC) | Engagement juridique<br>(Seuil en euros HT)   | BOP                        | Constatatio<br>n de service<br>fait | Certificat<br>administrati<br>f | État<br>d'acompte | DGD selon<br>seuil | Ordre de<br>payer | Chorus Pro<br>espace<br>Travaux | BOP Chorus<br>Formulaires | Chorus-DT               |
|-------------|------------|--|--------------|-------------|--------------------------------------|---|----------------------------|-------------------------------------|---------------------------------|-------------------|--------------------|-------------------|---------------------------------|---------------------------|-------------------------|
| ROHMER      | Nathalie   | Assistante   |              | UD Aisne    |                                      |   | 181                        | x                                   | x                               |                   |                    |                   |                                 |                           | Service<br>gestionnaire |
| RONDEAU     | Isabelle   | Assistante   |              | SR          |                                      |   | 181                        | x                                   | x                               |                   |                    |                   |                                 |                           |                         |
| ROUSSEAU    | Vincent    | Responsable de la cellule<br>modélisation et animation<br>territoriale               |              | SMI         |                                      | 20 000,00 € ;<br>- pour les marchés (tous types)<br>- pour les bons de commande relevant<br>d'un marché signé par la direction (seuil<br>évalué à chaque commande)<br>- pour les commandes hors marché (seuil<br>évalué à chaque commande)<br>- pour les conventions (seuil évalué à<br>chaque convention). | 203                        | x                                   | x                               | x                 | x                  |                   |                                 |                           |                         |
| ROUY        | Patricia   | Cheffe du pôle stratégie/mobilité<br>déplacement / transport                         |              | SMI         |                                      | 20 000,00 € ;<br>- pour les marchés (tous types)<br>- pour les bons de commande relevant<br>d'un marché signé par la direction (seuil<br>évalué à chaque commande)<br>- pour les commandes hors marché (seuil<br>évalué à chaque commande)<br>- pour les conventions (seuil évalué à<br>chaque convention). | 203 - 380                  | x                                   | x                               | x                 | x                  |                   |                                 |                           |                         |
| RÜBBEN      | Adeline    | Animateur sécurité routière  |              | SSTV        |                                      |   | 207                        | x                                   | x                               |                   |                    |                   |                                 |                           |                         |
| SANDT       | François   | Responsable CPAF   |              | SMI         |                                      | 20 000,00 € ;<br>- pour les marchés (tous types)<br>- pour les bons de commande relevant<br>d'un marché signé par la direction (seuil<br>évalué à chaque commande)<br>- pour les commandes hors marché (seuil<br>évalué à chaque commande)<br>- pour les conventions (seuil évalué à<br>chaque convention). | 203                        | x                                   | x                               | x                 | x                  |                   |                                 |                           |                         |
| SARDINHA    | Bruno      | Adjoint au chef de la division<br>territoriale de l'ASN                              |              | ASNR        |                                      | 40 000,00 €   | 181 action 9               | x                                   | x                               | x                 | x                  |                   |                                 |                           |                         |
| SCHIPMAN    | Benoit     | Adjoint à la cheffe de l'UD  |              | UD Aisne    |                                      |   | 181                        | x                                   | x                               |                   |                    |                   |                                 |                           |                         |
| SCHMIDT     | Cécile     | Cheffe d'équipe et adjointe au chef<br>de l'UD                                       |              | UD Somme    |                                      |   | 181 - 174                  | x                                   | x                               |                   |                    |                   |                                 |                           |                         |
| SELIN       | Gérard     | Chef d'équipe et adjoint au chef de<br>l'UD  |              | UD Artois   |                                      |   | 181                        | x                                   | x                               |                   |                    |                   |                                 |                           | Service<br>gestionnaire |
| SEVEL       | Christelle | Assistante   |              | SEN         |                                      |   | 113-362                    | x                                   | x                               |                   |                    |                   |                                 |                           |                         |
| SIMON       | Aline      | Référente régionale, chargée de<br>mission procédures RN2                            |              | SMI         |                                      | 20 000,00 € ;<br>- pour les marchés (tous types)<br>- pour les bons de commande relevant<br>d'un marché signé par la direction (seuil<br>évalué à chaque commande)<br>- pour les commandes hors marché (seuil<br>évalué à chaque commande)<br>- pour les conventions (seuil évalué à<br>chaque convention). | 203-181                    | x                                   | x                               | x                 | x                  |                   |                                 |                           |                         |
| SLANINKA    | Angélique  | Responsable de l'unité RH de<br>proximité et Adjointe à la<br>Responsable du pôle RH |              | SG          |                                      | 40 000,00 €   | 217 titre 2<br>217 Hors-T2 | x                                   | x                               |                   |                    |                   |                                 |                           |                         |
| SOUPTEZ     | Vanessa    | Assistante   |              | UD Hainaut  |                                      |   | 181                        | x                                   | x                               |                   |                    |                   |                                 |                           | Service<br>gestionnaire |
| SOURDIAUX   | Charles    | Hydromètre   |              | SR          | -10 000,00 € BOP 181                 |   |                            |                                     |                                 |                   |                    |                   |                                 |                           |                         |
| STREBELLE   | Xavier     | Adjoint au chef de service et<br>responsable de la mission sécurité<br>et défense    |              | SR          |                                      | 40 000,00 €   | 181-380                    | x                                   | x                               | x                 | x                  |                   |                                 |                           |                         |
| SZWAGROWSKI | Émilie     | Chargée de mission   |              | SG          |                                      |   |                            |                                     |                                 |                   |                    |                   |                                 | Tout BOP                  |                         |
| SZYMANSKI   | Claudine   | Assistante   |              | SMI         |                                      |   |                            |                                     |                                 |                   |                    |                   |                                 |                           | Service<br>gestionnaire |
| TAIN        | Caroline   | Cheffe d'équipe 4 et adjointe au<br>chef de l'UD                                     |              | UD Littoral |                                      |   | 181                        | x                                   | x                               |                   |                    |                   |                                 |                           |                         |

| Nom          | Prénom     | Fonction  | Référent BOP | Service     | Carte Achats<br>(seul en euros TTC) | Engagement juridique<br>(Seuil en euros HT) | BOP                                       | Constatatio<br>n de service<br>fait | Certificat<br>administrati<br>f | État<br>d'acompte | DGD selon<br>seuil | Ordre de<br>payer | Chorus Po<br>espace<br>Travaux | BOP Chorus<br>Formulaires | Chorus-DT   |
|--------------|------------|---|--------------|-------------|-------------------------------------|---|---|-------------------------------------|---------------------------------|-------------------|--------------------|-------------------|--------------------------------|---------------------------|---|
| THEPAUT      | Nolwenn    | Adjointe à la cheffe d'unité<br>prévision des crues                                       |              | SR          |                                     | 10 000,00 €                                 | 181                                       | x                                   | x                               | x                 | x                  |                   |                                |                           |   |
| THUILLEZ     | Olivier    | Chargé de contrôle de l'unité de<br>contrôle de Prouvy                                    |              | SSTV        |                                     |   | 203                                       | x                                   | x                               | x                 |                    |                   |                                |                           |   |
| TIRMARCHE    | Christophe | Hydromètre chargé de la<br>maintenance électronique                                       |              | SR          | 10 000,00 € BOP 181                 |   |   |                                     |                                 |                   |                    |                   |                                |                           | Service<br>gestionnaire   |
| TISON        | Caroline   | Assistante  |              | UD Hainaut  |                                     |   |   |                                     |                                 |                   |                    |                   |                                |                           |   |
| TOURNEUR     | Laurette   | Chargée de mission capacité<br>professionnelle  |              | SSTV        |                                     |   | 203                                       | x                                   | x                               | x                 |                    |                   |                                |                           |   |
| TOURTELLIER  | Lionel     | Chef de l'unité de contrôle de Lille  |              | SSTV        |                                     |   | 203                                       | x                                   | x                               | x                 |                    |                   |                                |                           |   |
| TRAULLE      | Anthony    | Chargé de mission milieu<br>aquatiques  |              | SEN         |                                     |   | 113                                       | x                                   | x                               | x                 |                    |                   |                                |                           |   |
| TRICOT       | Géraldine  | Assistante  |              | DIR         |                                     |   | 217-354<br>FIFHP                          | x                                   | x                               | x                 |                    |                   |                                |                           |   |
| TUNE         | Marie-Line | Assistante du responsable du pôle<br>financier, immobilier et moyens<br>généraux          |              | SG          |                                     |   | Tous                                      | x                                   | x                               |                   |                    |                   |                                |                           | Gestionnaire<br>valideur,<br>service<br>gestionnaire<br>et facturation<br>centralisée |
| TURCO        | Gauthier   | Chef du pôle Autorité<br>environnementale   |              | SIDDEE      |                                     | 40 000,00 €                                 | 159-363<br>217<br>uniquement<br>217-07-06 | x                                   | x                               | x                 | x                  |                   |                                |                           | Service<br>gestionnaire   |
| TUVN         | Sylvie     | Gestionnaire de crédits   |              | SG          |                                     |   |   |                                     |                                 |                   |                    |                   |                                | Tout BOP                  |   |
| TZANEV       | Christèle  | Chargée de mission pilotage du<br>CRHH, des moyens budgétaires et<br>du suivi HLM         |              | SECLAT      | 10 000,00 € BOP 135                 |   |   |                                     |                                 |                   |                    |                   |                                |                           |   |
| UYTTEHNOVE   | Vincent    | Chef du pôle PSC  |              | SSTV        |                                     |   | 207                                       | x                                   | x                               |                   |                    |                   |                                |                           |   |
| VAILLANT     | Aurélie    | Assistante  |              | SR          |                                     | 40 000,00 €                                 | 181                                       | x                                   | x                               |                   |                    |                   |                                |                           |   |
| VALET        | Peggy      | Responsable de l'unité gestion des<br>subventions de l'État                               |              | SG          |                                     |   |   |                                     |                                 |                   |                    |                   |                                | Tout BOP                  |   |
| VALMONT      | Isabelle   | Assistante  |              | UD Lille    |                                     |   | 181                                       | x                                   | x                               |                   |                    |                   |                                |                           | Service<br>gestionnaire   |
| VANACKER     | Laurence   | Responsable RH  |              | SG          |                                     |   | 217 titre 2<br>217 HorsT2                 | x                                   | x                               |                   |                    |                   |                                |                           |   |
| VANACKELBERG | Bastien    | Chef de l'UD de la Somme  |              | UD Somme    | 12 000,00 € BOP 354                 |   | 174<br>181                                | x<br>x                              | x<br>x                          | x                 | x                  |                   |                                |                           |   |
| VANZWAELMEN  | Laurent    | Adjoint Chef du pôle eau et milieux<br>aquatiques   |              | SEN         |                                     |   | 113                                       | x                                   | x                               |                   |                    |                   |                                |                           |   |
| VASSEUR      | Hervé      | Adjoint à la cheffe de l'UD   |              | UD Aisne    |                                     |   | 181                                       | x                                   | x                               |                   |                    |                   |                                |                           | Service<br>gestionnaire   |
| VASSEUR      | Liliane    | Assistante  |              | SEN         |                                     |   |   |                                     |                                 |                   |                    |                   |                                |                           |   |
| VERHOEVEN    | Clotilde   | Responsable d'unité, adjointe au à<br>la cheffe de pôle et référente<br>commande publique |              | SMI         |                                     | Abondement d'EJ déjà créé                   | 203 - 380                                 | x                                   | x                               | x                 |                    | IM BOP 203        | x                              | 203 - 380                 |   |
| VION         | Philippe   | Hydromètre  |              | SR          | 10 000,00 € BOP 181                 |   |   |                                     |                                 |                   |                    |                   |                                |                           |   |
| WISEUR       | Sandrine   | Assistante  |              | UD Artois   |                                     |   | 181                                       | x                                   | x                               |                   |                    |                   |                                |                           | Service<br>gestionnaire   |
| WALLARD      | Christine  | Assistante  |              | ASNR        |                                     |   |   |                                     |                                 |                   |                    |                   |                                |                           | Service<br>gestionnaire   |
| WIERRE       | Aline      | Cheffe de l'équipe assistante   |              | UD Littoral |                                     |   |   |                                     |                                 |                   |                    |                   |                                |                           | Service<br>gestionnaire   |
| WILK         | Eric       | Responsable équipe jaugeurs   |              | SR          | 10 000,00 € BOP 181                 |   |   |                                     |                                 |                   |                    |                   |                                |                           |   |
| ZALEWSKI     | Régis      | Chargé de moyens généraux   |              | SG          | 15 000,00 € BOP 354                 |   | Tous                                      | x                                   | x                               |                   |                    |                   |                                |                           |   |
| ZIEMBA       | Véronique  | Adjointe du responsable du pôle<br>financier, immobilier et moyens<br>généraux            |              | SG          |                                     | 40 000,00 €                                 | Tous                                      | x                                   | x                               | x                 | x                  | x                 |                                |                           |   |

| Nom    | Prénom | Fonction                                | Référent BOP | Service | Carte Achats<br>(seuil en euros TTC) | Engagement juridique<br>(Seuil en euros HT) | BOP     | Constatatio<br>n de service<br>fait | Certificat<br>administrati<br>f | État<br>d'acompte | DGD selon<br>seuil | Ordre de<br>payer | Chorus Pro<br>espace<br>Travaux | BOP Chorus<br>Formulaire | Chorus-DT |
|--------|--------|---|--------------|---------|--------------------------------------|---|---------|-------------------------------------|---------------------------------|-------------------|--------------------|-------------------|---------------------------------|--------------------------|-----------|
| ZIMMER | Céline | Chargée de mission recyclage<br>foncier |              | SECLAT  |                                      |   | 362-380 | x                                   | x                               | x                 |                    |                   |                                 | 362-380                  |           |

#### Article 4

Les référents des BOP, hors 354 et 723, désignés à l'article 3 du présent arrêté m'adresseront un compte rendu d'utilisation des crédits et la situation de la mesure de la performance des budgets opérationnels arrêtés aux 30 avril, 31 août et 31 décembre.

Les subdélégués ci-dessus nommés aux articles 1 et 3 devront tenir un registre et fournir à la fin de chaque année au responsable du pôle achats marché la liste des marchés à procédure adaptée (MAPA) qu'ils auront signés dans le cadre de cette délégation.

#### Article 5

Le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement des Hauts-de-France, est chargé, au nom du préfet de région, de l'exécution de la présente décision dont une copie lui sera transmise ainsi qu'au directeur régional des finances publiques des Hauts-de-France, directeur départemental du Nord, accompagnée d'un spécimen de signature des agents habilités.

La décision sera publiée au recueil des actes administratifs de l'État en Hauts-de-France.


Fait à Lille, le

le directeur régional de l'environnement, de  
l'aménagement et du logement  
des Hauts-de-France

Signé par Julien LABIT,  
Directeur régional, le  
10/10/2025

Julien LABIT



Signature numérique 



**PRÉFET  
DE LA RÉGION  
HAUTS-DE-FRANCE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Arrêté préfectoral**

**constatant pour 2026 l'objectif annuel fixé aux installations de stockage de déchets non dangereux et non inertes en dépassement duquel le tarif de la taxe générale sur les activités polluantes prévu au a du A du 1 de l'article 266 nonies du code des douanes est majoré**

Le préfet de la région Hauts-de-France,  
préfet de la zone de défense et de sécurité Nord,  
préfet du Nord,  
chevalier de la Légion d'honneur,  
officier de l'ordre national du Mérite

**Vu** l'objectif fixé au 7° du I de l'article L.541-1 du code de l'environnement ;

**Vu** l'article 266 nonies du code des douanes, dans sa rédaction en vigueur au 1<sup>er</sup> janvier 2026, notamment le 1° du b bis du A du 1 ;

**Vu** le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et les départements ;

**Vu** le décret du 17 janvier 2024 portant nomination de monsieur Bertrand GAUME en qualité de préfet de la région Hauts-de-France, préfet de la zone de défense et de sécurité Nord, préfet du Nord ;

**Vu** le schéma régional d'aménagement, de développement durable et d'égalité des territoires de la région Hauts-de-France approuvé le 04/08/2020 ;

**Vu** l'arrêté n°IC/2022/040 du 28/02/2022 du préfet du département de l'Aisne autorisant l'ISDND EDIFI Nord située sur le territoire de la commune de Flavigny-le-Grand et Beaurain ;

**Vu** l'arrêté n°IC/2014/022 du 11/02/2014 du préfet du département de l'Aisne autorisant l'ISDND VALOR' AISNE située sur le territoire de la commune de Grisolles ;

**Vu** l'arrêté n°DAGE/3-EC du 04/12/2008 du préfet du département du Nord autorisant l'ISDND SUEZ RV NORD-EST (ex SITA Nord) située sur le territoire de la commune de Curgies ;

**Vu** l'arrêté n°DAGE/3-MM du 09/10/2008 du préfet du département du Nord autorisant l'ISDND SUEZ RV NORD-EST (ex SITA Nord), située sur le territoire des communes de Lewarde et de Loffre ;

**Vu** l'arrêté n°DCPI-BICPE/IG du 03/08/2020 du préfet du département du Nord et du préfet du département du Pas-de-Calais autorisant l'ISDND BAUDELET, située sur le territoire des communes de Blaringhem (Nord), Boeseghem (Nord), et Wittes (Pas-de-Calais) ;

**Vu** l'arrêté n°DAECS-PE/BIC-LL-N°2009-31 du 23/01/2009 du préfet du département du Pas-de-Calais autorisant l'ISDND SUEZ (ex SITA Nord), située sur le territoire de la commune de Dannes ;

**Vu** l'arrêté n°DCPPAT-BICUPE-SIC-ND-N°2018-183 du 22/06/2018 du préfet du département du Pas-de-Calais autorisant l'ISDND IKOS Environnement, située sur le territoire de la commune de Bimont ;

**Vu** l'arrêté n°DCPPAT-BICUPE-SIC-ND-N°2018-199 du 18/07/2018 du préfet du département du Pas-de-Calais autorisant l'ISDND OPALE Environnement, située Hameau de la Bistade sur le territoire de la commune de Sainte-Marie-Kerques ;

**Vu** l'arrêté du 04/11/2021 du préfet du département de l'Oise autorisant l'ISDND GURDEBEKE, située lieu dit « Château-Gautier » sur le territoire de la commune de Moulin-Sous-Touvent ;

**Vu** l'arrêté du 05/11/2014 du préfet du département de l'Oise autorisant l'ISDND GURDEBEKE, située sur le territoire de la commune de Hardivillers ;

**Vu** l'arrêté du 08/12/2016 du préfet du département de l'Oise autorisant l'ISDND SUEZ RV Ile de France, située sur le territoire des communes de Liancourt Saint Pierre, Lierville et Lavilletterte, complété par arrêté du 13/10/2020 fixant la date de fin d'exploitation au 12/09/2027 ;

**Vu** l'arrêté DAGE/ BPUB/IC-FB N°2014-244 du 03/09/2014 du préfet du département du Pas-de-Calais autorisant l'ISDND SUEZ RN NORD EST (ex SITA Nord), située sur le territoire de la commune de Hersin-Coupigny ;

**Vu** l'arrêté n° DPI-BPUPE-SIC-FB-n°2016-59 du 10 mars 2016 du préfet du département du Pas-de-Calais autorisant l'ISDND AMBRE, située sur le territoire de la commune de Evin Malmaison ;

**Vu** l'arrêté du 22/05/2007 du préfet du département de la Somme autorisant l'ISDND SECODE, située sur le territoire de la commune de Boves ;

**Vu** l'arrêté du 08/08/2018 du préfet du département de la Somme autorisant l'ISDND GURDEBEKE, située sur le territoire de la commune de Lihons ;

**Vu** l'arrêté du 06/08/2024 du préfet du département de la Somme autorisant l'ISDND COVED, située sur le territoire de la commune de Nurlu ;

**Vu** l'arrêté du 10/09/2021 du préfet du département de la Somme autorisant l'ISDND SMIRTOM PICARDIE OUEST TRINOVAL, située sur le territoire des communes de Thieulloy-L'Abbaye et Hornoy-Le-Bourg ;

**Considérant** la moitié de la masse de déchets effectivement stockée en 2010 sur le territoire de la région sur la base des chiffres publiés dans le volet déchets du SRADDET Hauts-de-France en vigueur à la date de signature du présent arrêté ;

## **ARRÊTE**

### **ARTICLE 1<sup>er</sup> – CALCUL DU COEFFICIENT REGIONAL POUR 2026**

Pour l'application du 1° du b bis du A du 1 de l'article 266 *nonies* susvisé, il est constaté que le volet déchets du SRADDET ne fixe pas, pour chaque installation de stockage de déchets non dangereux et non inertes autorisée dans la région, un seuil annuel conforme à l'objectif de réduction pour 2026 des mises en décharge prévu au 7° du I de l'article L. 541-1 susvisé.

Pour l'application du 2° du b bis du A du 1 de l'article 266 *nonies* susvisé, le coefficient régional prévu au troisième alinéa de ce 2° est égal en 2026 au quotient suivant :

$$\frac{[\text{moitié de la masse de déchets effectivement stockée en 2010 sur le territoire de la région}]}{[\text{masse totale de stockage autorisée pour 2026 dans les installations de stockage de déchets non dangereux et non inertes de la région}]} = \frac{1\,230\,008 \text{ tonnes}}{2\,419\,000 \text{ tonnes}} = 0,508$$

## ARTICLE 2 – CALCUL DU SEUIL REGIONAL APPLICABLE EN 2026 POUR CHAQUE INSTALLATION

Le seuil de déchets réceptionnés par chaque installation de stockage de déchets non dangereux et non inertes autorisée dans la région en dépassement duquel s'applique la majoration prévue au deuxième alinéa du a du A du 1 de l'article 266 *nonies* susvisé est égal en 2026, pour chacune de ces installations, au produit suivant :

Sur le département de l'Aisne

**ISDND EDIFI Nord, située sur le territoire de la commune de Flavigny-le-Grand et Beaurain :**  
145 000 tonnes x 0,508 = 73 729 tonnes ;

**ISDND VALOR'AISNE, située sur le territoire de la commune de Grisolles :**  
80 000 t/an x 0,508 = 40 678 tonnes ;

Sur le département du Nord

**ISDND SUEZ RV NORD-EST, située sur le territoire de la commune de Curgies :**  
70 000 t/an x 0,508 = 35 593 tonnes ;

**ISDND SUEZ RV NORD-EST, située sur le territoire des communes de Lewarde et de Loffre :**  
160 000 t/an x 0,508 = 81 356 tonnes ;

Sur les départements du Nord et du Pas-de-Calais

**ISDND BAUDELET, située sur le territoire des communes de Blaringhem (Nord), Boeseghem (Nord), et Wittes (Pas-de-Calais) :**  
400 000 t/an x 0,508 = 203 391 tonnes ;

Sur le département du Pas-de-Calais

**ISDND SUEZ RV NORD-EST, située sur le territoire de la commune de Dannes :**  
120 000 t/an x 0,508 = 61 017 tonnes ;

**ISDND SUEZ RV NORD-EST, située sur le territoire de la commune de Hersin-Coupigny :**  
500 000 t/an x 0,508 = 254 239 tonnes ;

**ISDND IKOS Environnement, située sur le territoire de la commune de Bimont :**  
60 000 t/an x 0,508 = 30 509 tonnes ;

**ISDND AMBRE, située sur le territoire de la commune de Evin-Malmaison :**  
75 000 t/an x 0,508 = 38 136 tonnes ;

**ISDND OPALE Environnement, située Hameau de la Bistade sur le territoire de la commune de SAINTE-MARIE-Kerques :**

50 000 t/an x 0,508 = 25 424 tonnes ;

Sur le département de l'Oise

**ISDND GURDEBEKE, située lieu dit « Château-Gautier » sur le territoire de la commune de Moulin-Sous-Touvent :**

50 000 t/an x 0,508 = 25 424 tonnes ;

**ISDND GURDEBEKE, située sur le territoire de la commune de Hardivillers :**

150 000 t/an x 0,508 = 76 272 tonnes ;

**ISDND SUEZ RV Ile de France, située sur le territoire des communes de Liancourt Saint Pierre, Lierville et Lavilletertre :**

165 000 t/an x 0,508 = 83 899 tonnes ;

Sur le département de la Somme

**ISDND SECODE, située sur le territoire de la commune de Boves :**

200 000 t/an x 0,508 = 101 696 tonnes ;

**ISDND GURDEBEKE, située sur le territoire de la commune de Lihons :**

90 000 t/an x 0,508 = 45 763 tonnes ;

**ISDND COVED, située sur le territoire de la commune de Nurlu :**

60 000 t/an x 0,508 = 30 509 ;

**ISDND SMIRTOM PICARDIE OUEST TRINOVAL, située sur le territoire des communes de Thieulloy-L'Abbaye et Hornoy-Le-Bourg :**

44 000 t/an x 0,508 = 22 373 tonnes.

### ARTICLE 3 – ENTRÉE EN VIGUEUR

Le présent arrêté entre en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2026. La majoration prévue au deuxième alinéa du a du A du 1 de l'article 266 *nonies* susvisé s'applique aux déchets réceptionnés par chacune des installations mentionnées à l'article 2 à compter du dépassement du seuil constaté au même article et jusqu'au 31 décembre 2026.

Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture et notifié aux exploitants des installations mentionnées à l'article 2.

Fait à Lille, le 13 OCT. 2025

  
Bertrand GAUME